

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

Institut de Recherches Scientifiques de Madagascar

ETUDE SUR LES MIGRATIONS INTERIEURES DE POPULATION A MADAGASCAR

par

G. ROY

Chargé de Recherche O. R. S. T. O. M.

TANANARIVE

1963

ÉTUDE SUR LES MIGRATIONS INTÉRIEURES

DE POPULATION A MADAGASCAR.

"Les migrations humaines
sont en chaque époque,
une des formes de l'é-
volution historique".

P. GEORGES.

Étude sur les Migrations
de Population, Cours de
Sorbonne.

L'étude qui fait l'objet de ce Rapport a été
réalisée dans le cadre d'une Convention pas-
sée entre LE COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN DE
LA REPUBLIQUE MALGACHE et l'O.R.S.T.O.M. -
I.R.S.M.

- TABLE DES MATIERES -

	Pages
Introduction	1
I ^e Partie : Repérage et Analyse des grands types de courants migratoires	12
Chapitre I : Présentation : La grande mobilité des peuples de Madagascar, Méthode d'approche	13
Chapitre II : Les Migrations de Ruraux vers la ville	21
Chapitre III : L'Emigration rurale définitive	33
Chapitre IV : L'Emigration temporaire	51
II ^e Partie : Essai d'interprétation des Migrations en fonction de l'évolution historique dans l'optique du développement	85
Chapitre I : Essai de diagnostic régional et global	89
Chapitre II : Idées reçues sur la politique de migrations et débuts de réalisation. Confrontation avec les éléments du diagnostic	146
Chapitre III : Eléments de thérapeutique : le problème de la restructuration dans les régions peuplées et de la mise en condition de migrations	164
Conclusions.	177

- I N T R O D U C T I O N -

Le problème de la politique de migration est l'un de ceux qui revient avec le plus d'insistance dans les déclarations officielles des responsables du développement de Madagascar, dans les documents de la planification (1), et dans les études socio-économiques d'ensemble (2).

Il se trouve posé de façon pressante aux hommes responsables de l'action, du fait de la mise en place de structures d'accueil ayant nécessité de lourds investissements et pour lesquels le peuplement apparaît d'ores et déjà comme le problème majeur à résoudre.

Cette étude n'a pas cependant pour objet d'apporter des recettes susceptibles de fournir à l'une ou l'autre des structures d'accueil en place une solution aux difficultés immédiates.

La nécessité est apparue de poser les problèmes d'ensemble soulevés par la politique de migration dans le cadre du plan de développement de Madagascar, dans une sorte de mise au point élaborée à par-

-
- (1) Rapport sur le Développement de Madagascar. Commissariat Général au Plan. Tananarive, Octobre 1962.
- (2) Etude des conditions socio-économiques de Développement régional. CINAM. Décembre 1962.

tir de l'étude descriptive des différents types de courants migratoires.

* * *

Le problème a généralement été posé dans les termes suivants :

- 1-La politique de migration est une nécessité qui résulte :
 - de l'inégale répartition de la population sur l'ensemble de l'Ile;
 - du déséquilibre actuel dans les régions peuplées, entre la population et les ressources;
 - de la prévision de ce déséquilibre dans les 15 ou 25 années à venir, par référence à un niveau de revenus jugé souhaitable;
 - de l'existence de terres vastes et riches dans le Moyen Ouest et l'Ouest.

- 2-La politique de migration doit s'appuyer sur les courants existants, qu'il faudrait amplifier.

- 3-Les courants migratoires existants sont supposés être la réaction à un surpeuplement relatif dans les régions de départ et leur accentuation serait rendue possible par le recours à des incitations de type économique - offre de revenus élevés - type d'incitation sur lequel la politique d'aménagement du territoire, sous la forme des Sociétés d'Aménagement, fonde sa propagande.

* * *

Poser le problème en ces termes c'est lui donner une apparence de réalisme indéniable.

1-Il est vrai que la géographie humaine de l'Ile offre des arguments immédiats en faveur d'une politique de migration. Un simple regard sur la carte de densité (1) permet de constater qu'il existe des régions de fort peuplement et des espaces de peuplement très faible. On peut citer, pour s'en convaincre, un certain nombre de chiffres :

"La population de Madagascar est très inégalement répartie : 60 % de la population vivent sur près de 20 % du territoire. Ce qui signifie que les Provinces sont inégalement peuplées. Les deux Provinces les plus peuplées sont, au 1er Janvier 1962 : Fianarantsoa : 1.464.800, Tananarive : 1.309.300; puis suivent Tamatave : 901.700, Tuléar : 862.400, Majunga : 696.400, Diégo-Suarez : 417.400. Les densités moyennes sont : Majunga : 4, Tananarive : 22, Fianarantsoa : 13, Tuléar : 5. Certaines zones des Hauts-Plateaux et de la Côte-Est, les Iles Sainte-Marie et Nosy-Be, ont des densités supérieures à 50 habitants/km². Par contre, la plupart des districts des Provinces de Majunga et de Tuléar ont des densités de moins de 5 habitants/km² (2).

Des documents comme les rapports socio-économiques régionaux de la CINAM ont mis en évidence, par ailleurs, les déséquilibres régionaux actuels et futurs, et dégagé les grandes lignes de la politique dans les années à venir.

Donnons ici un bref aperçu du contenu des prévisions de la CINAM dans ses rapports régionaux (3).

- Dans le rapport Plateaux, la CINAM fait des hypothèses chiffrées sur les migrations "nécessaires" dans les 15 ou 25 années à venir : Dans les 15 ans : une

(1) Voir Livre Blanc de l'Economie Malgache p.30.

(2) D. RAKOTOPARE. La démographie et ses conséquences - L'impératif du Développement p.6. Journées malgaches du Développement. Avril 1962.

(3) Etude des conditions socio-économiques de développement régional. CINAM. Tananarive, Décembre 1962.

hypothèse minima "le nombre de familles à faire migrer serait de l'ordre de 60.000" (p129-130); dans les 25 ans : compte tenu de l'émigration urbaine, "il restera à installer sur de nouvelles terres, à l'Ouest, 500.000 personnes" (p.42);

- Dans le rapport Sud - pour le pays Androy et Mahafaly, la CINAM décide "qu'un élevage rationnel ne peut assurer un niveau de vie satisfaisant qu'au quart de la population actuelle" (p.111-112);

- Dans le rapport Côte Est, on conclut à "la nécessité de faire migrer la majeure partie (plus de la moitié au moins) de la population hors des vallées où elle se trouve concentrée" (p.229).

Ces surplus de population sont dégagés à partir de calculs comparatifs sur la charge de population souhaitable. L'optimum de population souhaitable étant celui qui permet le revenu le plus élevé, à une famille type, sur exploitation remembrée et standardisée.

2-On sait d'autre part, qu'il existe une grande mobilité de la population sur laquelle des livres comme ceux de DECARY et CASTEL : Modalités et conséquences des migrations intérieures récentes des populations malgaches - et de M. H. DESCHAMPS : Les migrations intérieures à Madagascar - ont attiré l'attention.

A partir de ces données, il deviendrait aisé de nourrir des schémas qui fixeraient les nécessités de migration et établiraient les relations entre les régions de départ considérées comme trop peuplées et les régions de faible peuplement, qui s'appuieraient sur les courants existants.

3-La tentation, par ailleurs, est bien grande pour celui qui n'a pas eu le loisir d'analyser la spécificité des migrations des peuples de Madagascar, de se référer au type de migration que l'on croit connaître le mieux - celui des pays occidentaux - et de conclure à l'efficacité des incitations économiques pour favoriser les mouvements de population.

*
* * *

Il y a là une approche que l'on peut appeler "classique" des migrations, dans le sens où les migrations des peuples de Madagascar sont perçues comme des déplacements dont les causes (démographiques et économiques) et les motivations (recherche d'un niveau de vie meilleur) seraient analogues à celles qui poussent de façon générale les individus à émigrer.

Il est courant de penser que les régions les plus peuplées de l'Ile sont des régions surpeuplées - ne pouvant procurer un niveau de "revenus" permettant un "niveau de vie" moyen suffisamment "élevé".

Les migrations actuelles seraient la réaction à ce "surpeuplement" et pourraient s'analyser comme des mouvements de fuite devant un milieu hostile, à la recherche de revenus permettant une élévation du niveau de vie.

On fait donc de cette notion de surpeuplement une notion opératoire et l'on induit une politique à partir de comportements qui sont censés être la réaction à ce surpeuplement.

Allant plus loin, la CINAM établit un programme chiffré de décongestionnement des régions peuplées - en prenant comme critère la mise en place d'un type d'exploitation susceptible de procurer à une famille-type, le revenu monétaire-type. Le surplus de population actuel et futur - dégagé par les calculs - devient un obstacle à l'obtention de ces revenus - et doit donc quitter la région. Ainsi se trouve assainie, la région de départ.

Les hypothèses de migration qui nous sont présentées dans ces documents surprennent par la facilité de leur élaboration et l'imprécision qu'elle renferme quant à la mise en oeuvre de la politique. Il en est ainsi en général de l'approche "mécaniste" des réalités vécues qui laisse entière la définition des modalités pratiques de l'action.

*

*

**

Que manque-t-il à cette approche du problème ? L'effort, semble-t-il, d'analyser la réalité spécifique à laquelle on se trouve confronté.

Essayons de dégager la spécificité du problème qui nous est posé à Madagascar, en prenant comme terme de comparaison, afin de mieux faire ressortir la dissemblance, les migrations intérieures françaises du siècle dernier.

En France, deux périodes :

- avant la révolution industrielle,
- la révolution industrielle.

Le développement de l'économie industrielle rompt, en France (1), un état géographique de la population, qui bien qu'irrationnel à beaucoup d'égards, ne pouvait être modifié sans une transformation des conditions économiques et sociales. Malgré l'ouverture des limites provinciales aux échanges dès la fin du XVIIIème siècle, chaque région a continué de constituer un milieu démographique fermé. L'inégalité des charges arithmétiques de population par rapport à la superficie brute ou exploitée n'engendre aucun déplacement parce que "la structure économique et sociale est une structure fermée".

La solution aux difficultés locales ou régionales, particulièrement grandes dans les pays où le nombre d'habitants est très élevé par rapport aux facultés productives, réside dans la recherche de ressources d'appoint. Surexploitation du sol - migration à faible distance, de courte durée.

Ainsi, jusqu'au milieu du XIXème siècle, certaines régions (régions de montagne : montagne alpine et montagne pyrénéenne; régions de plaine comme le Bassin Aquitain, Bretagne) sont demeurées lourdement peuplées par rapport à d'autres, sans que les conditions de l'établissement de courants de compensation soient réalisées.

Les villes, généralement petites, vivaient repliées sur elles-mêmes et devaient assez peu pour le renouvellement de leur population aux campagnes environnantes.

(1) Pour ce qui suit, cf. P. GEORGES. Les Migrations de Population. Cours de Sorbonne.

Le développement de l'industrie a progressivement rompu l'équilibre apparent.

Les petites entreprises de bourgades ou de petites villes, souvent proches de l'artisanat, ont été, dans un premier temps, à l'origine des migrations locales. Au cours de la deuxième moitié du XIXème siècle, les premières formes de concentration industrielles conduisent à une nouvelle distribution géographique de la population.

Ainsi - dans un premier temps - la survie dans les régions surpeuplées, (en fonction de l'état des techniques et du système d'organisation), sur la base d'une économie de pauvreté, et l'absence de débouchés.

- Dans un second temps, l'industrialisation et le départ des campagnes à la recherche d'un mieux-être, d'une élévation du niveau de vie.

D'où un type de migration lié à l'évolution historique de la France dans le courant du XIXème siècle.

* * *

A Madagascar, ce n'est pas l'industrialisation, mais la colonisation qui est le phénomène-clef permettant d'expliquer les migrations de population.

Deux périodes en effet :

- celle qui précède la colonisation - avant 1896,
- la période coloniale.

Avant la colonisation :

Le cloisonnement ethnique à Madagascar ne saurait être assimilé à notre avis au cloisonnement régional français. Les nombreux peuples qui habitent l'île sont enfermés dans des limites territoriales qui préservent une structure politique et sociale autarcique.

Les déplacements migratoires existent mais ne peuvent être compris comme des déplacements liés au surpeuplement des régions de départ. Déplacements "politiques" en relation avec l'hégémonie merina, déplacements d'individus de la Côte Sud-Est vers l'Ouest (Antaisaka, Antaimoro) à la recherche de boeufs. Déplacements lents des peuples pasteurs (Tsimihety, Sakalava).

La vie dans les villages, repose essentiellement sur l'autosubsistance.

La colonisation.

L'occupation complète de l'île et la mise en place de l'appareil extérieur ouvrent les frontières entre les peuples. Mais cette ouverture restera illusoire : plaqué de l'extérieur, le type d'organisation imposé fait se refermer sur eux-mêmes les peuples conquis. Délibérément d'ailleurs, l'autorité fonde sa politique sur l'opposition entre les "races".

Ainsi vont se trouver co-exister : d'un côté, l'organisation apportée par la France : un appareil administratif, économique et commercial - localisé en des points spécifiques : la ville coloniale et la concession - de l'autre, des peuples repliés sur eux-mêmes dans leur genre de vie propre.

Entre l'organisation extérieure et les peuples malgaches, des contacts vont cependant s'établir, précisément des mouvements d'hommes, provoqués d'abord, spontanés ensuite, mais toujours marqués par les conditions qui les ont fait naître.

Ces migrations ne paraissent pas être assimilables, a priori, à des déplacements liés à un "surpeuplement" et à la recherche d'une "élévation du niveau de vie" - comme on pourrait le concevoir en termes d'économie occidentale. Ces migrations semblent trouver leur originalité dans le fait qu'elles ne sont pas le résultat d'une évolution interne de l'univers malgache - (liée à l'industrialisation, par exemple) - mais qu'elles sont nées du contact de deux réalités qui co-existent dans un rapport de dépendance de l'une par rapport à l'autre. Il paraît hasardeux de poser d'emblée dans ces conditions que ces migrations expriment une orientation favorable des courants humains dans le sens de la répartition la meilleure de la population sur l'ensemble de l'Ile.

*

*

*

Nous posons donc la nécessité de replacer les migrations dans l'évolution historique dont elles participent. La politique actuelle, qui souhaiterait voir se manifester certains courants migratoires avec stabilisation des migrants dans certaines régions à développer, est conditionnée par cette évolution. Toutefois, elle n'est pas entièrement déterminée par elle dans la mesure où les comportements des migrants expriment des structures de sous-développement sur lesquelles la planification se propose précisément d'agir.

Avant toute définition d'une politique de migration, apparaît la nécessité d'analyser les migrations intérieures à Madagascar, en deux moments - dont nous ferons les deux parties de notre travail :

Partie I : Repérage et Analyse des grans types de courants migratoires.

Partie II : Essai d'interprétation des migrations en fonction de l'évolution historique dans l'optique du développement.

- PARTIE I -

REPERAGE ET ANALYSE DES GRANDS
TYPES DE COURANTS MIGRATOIRES.

- CHAPITRE I -

- P R E S E N T A T I O N -

La grande mobilité des peuples de Madagascar.
Méthode d'approche.

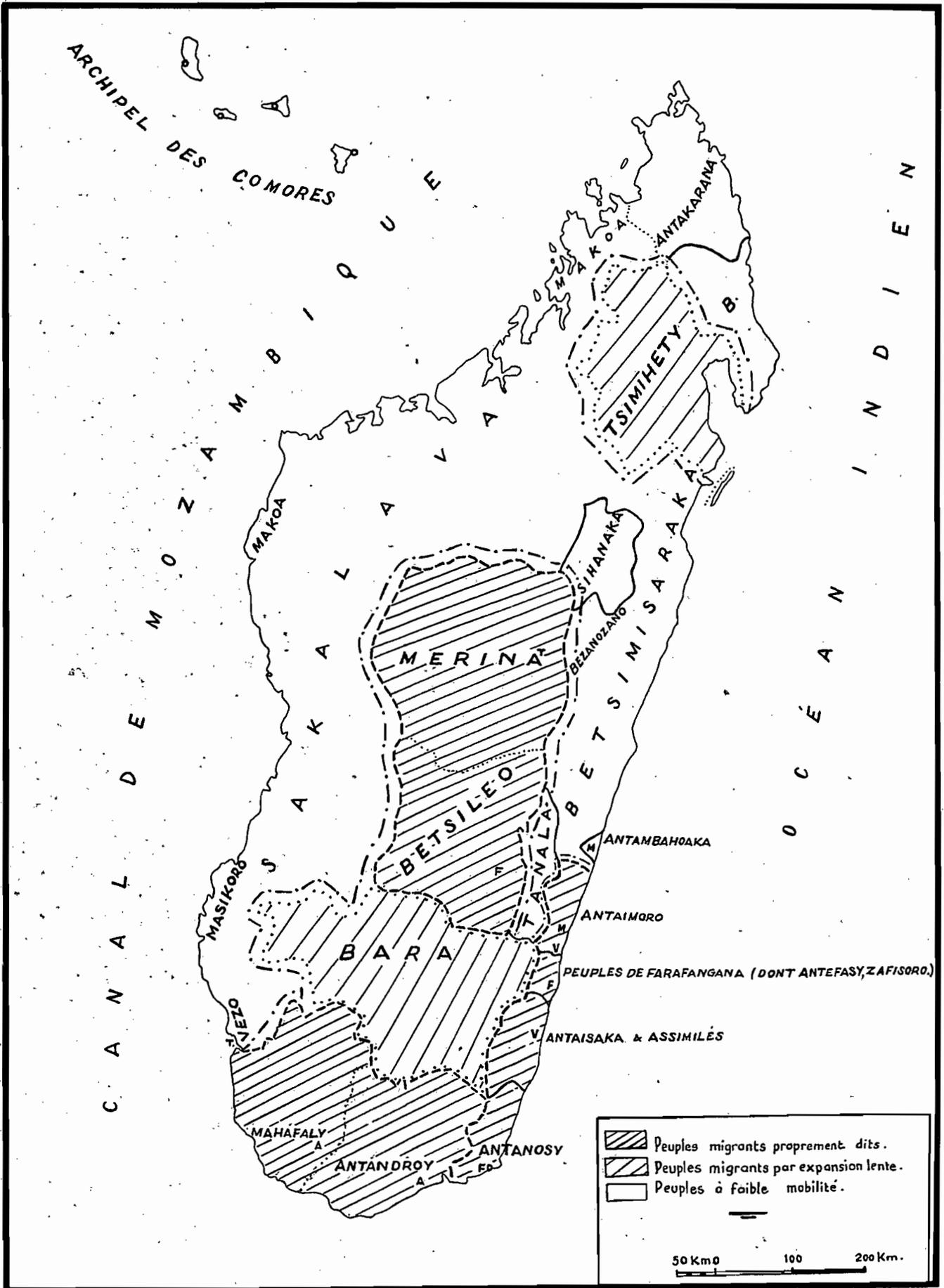
Paragraphe 1.- Repérage des grands peuples migrants : appa-
rences statistiques et points d'interrogation.

Repérage des peuples migrants.

Le Service de la Statistique et des Etudes Economiques publie chaque année un document intitulé Population de Madagascar au 1er Janvier où figure, entre autres renseignements statistiques, la répartition de la population par catégorie ethnique pour chacune des Sous-Préfectures de l'Ile.

On peut aisément à partir de ce document, établir un tableau où l'on fait figurer le partage numérique par catégorie ethnique de la population, entre pays d'origine et régions extérieures, le repérage du pays d'origine de chaque catégorie n'offrant pas de difficultés particulières (cf. carte jointe).

CARTE DE POSITION DES ETHNIES



Nous avons établi ce tableau - (Tableau I). On remarquera que nous avons présenté une classification des peuples en quatre grands groupes, cela afin de mettre en évidence, pour ne plus y revenir, un partage qu'une connaissance, même approximative, des migrations à Madagascar suggère immédiatement.

Les grands peuples migrants figurent dans la première rubrique. Ce sont eux, essentiellement, qui font l'objet de cette étude.

Dans la seconde rubrique figurent deux peuples, pour lesquels le pourcentage de population extérieure par rapport à la population totale est élevé, mais dont les mouvements migratoires sont en fait une expansion lente aux marges du pays d'origine, liée à la recherche de pâturage et accessoirement de terrains de culture (1). Nous en parlerons par allusion.

Dans la troisième rubrique figurent un certain nombre de peuples dont la mobilité est très faible.

Dans la rubrique 4 figurent quelques groupements ethniques dont la population est relativement faible et qui, par leur comportement, se rapprochent des peuples groupés dans la rubrique 1 (Antaifasy, Antambahoaka, Antanosy proches des Antaisaka - Antaimoro; Mahafaly proche des Antandroy. Une mention spéciale doit être faite pour les Sihanaka dont l'expansion vers l'Ouest est surtout historique).

(1) Pour l'émigration TSIMIHÉTY, cf. l'étude de M. MOLET. L'Expansion Tsimihety. Mémoires de l'I.R.S.M. Série C Tome V. 1959.

T A B L E A U - I

CLASSIFICATION DES PRINCIPAUX PEUPLES DE MADAGASCAR EN FONCTION DE LEUR MOBILITE

CLASSIFICATION	CATEGORIE ETHNIQUE	POPULATION	PAYS	EXTERIEUR	%
		TOTALE	D'ORIGINE		
		a	b	c	c/a
(1) Peuples migrants proprement dits	Sud-Est Antaisaka	342.553	246.588	95.965	28
	Antaimoro	207.666	147.012	60.654(1)	29,2
	Sud Antandroy	279.324	197.088	82.236	29,4
	Betsileo	694.408	516.030	178.378	25,6
	Merina	1.423.391	1.232.990	190.401	13,3
(2) Peuples migrants par expansion lente	Tsiminety	391.293	218.285	173.008	44,2
	Bara	209.239	139.757	69.482	33,2
(3) Peuples à très faible mobilité extérieure	Sakalava	320.535			
	Makoa	60.828			
	Bézanozano	41.303	37.375	3.928	9,5
	Betsimisaraka	857.300	800.868	56.432	6,3
	Tanala	215.706	193.635	22.071	10,2
Antakarana	37.180	34.144	3.036	8,1	
(4) Peuples migrants à faible impor- tance numérique	Antaifasy	48.956	37.760	11.196	22,8
	Antambahoaka	21.569	15.408	6.161	28,5
	Antanosy	154.136	71.818	82.318 (- 46.554)(2)	23,2
	Mahafaly	80.163	69.899	= 35.768	53,4
	Sihanaka	123.017	91.299	10.264	12,8
				31.718	25,7

(1) Antaimoro. Chiffres surévalués. Les Antaimoro étant le nom générique pour désigner les peuples du Sud-Est sur la Côte Nord-Est, notamment les Antaisaka.

(2) 46.554. Emigration historique Antanosy sur l'Onilahy en 1845.

Apparences statistiques et points d'interrogation.

Si l'on ventile, par Préfecture, la population de chaque catégorie ethnique, on obtient, pour les grands peuples migrants groupés dans la première rubrique, le tableau ci-joint (Tableau II), qui peut être rendu plus explicite par leur figuration graphique également jointe.

L'utilisation sans précaution des statistiques figurant sur ce tableau risque de conduire à des interprétations tout à fait erronées. On peut être tenté de voir là en effet une répartition des populations définitive, alors qu'en fait ce sont des statistiques donnant la localisation des individus à une date déterminée.

En réalité, une bonne partie des recensés sont des migrants temporaires et ces statistiques nous donnent des renseignements utiles dans la mesure où elles mettent en évidence la grande mobilité de certains peuples et certaines préférences de destination.

Les questions qu'elles suggèrent sont nombreuses. Outre les questions classiques : la définition des courants, par l'âge et le sexe des migrants, le volume du courant, le type de migration, l'origine des migrants, les directions des migrations, pour chacun des peuples, un certain nombre de questions doivent être posées :

- Sommes-nous en présence de migrations urbaines ou rurales ?
- A l'intérieur de cette classification, s'agit-il de migrations temporaires ou définitives ?

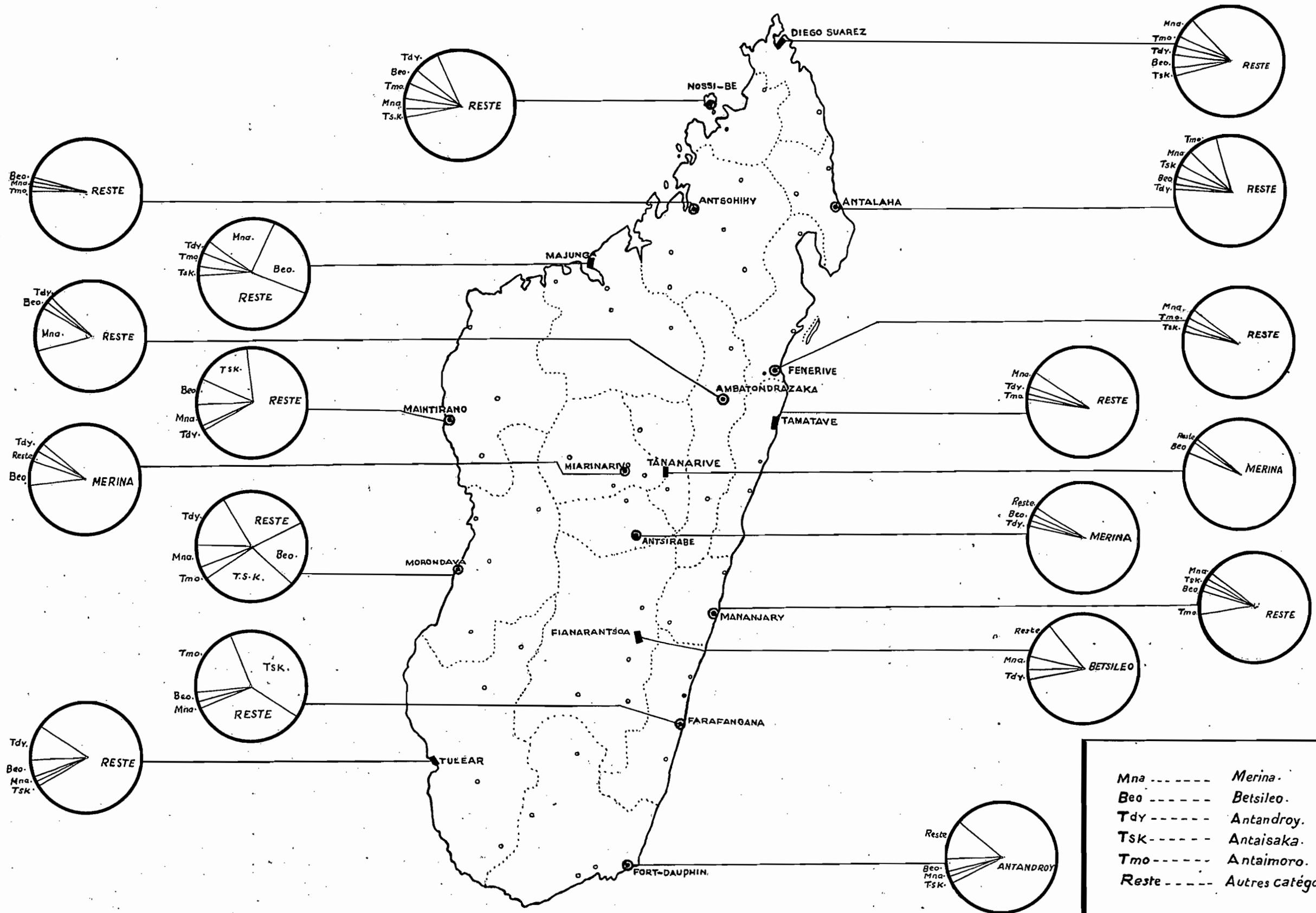
- TABLEAU II -

- Répartition de la population par Préfecture
et Catégorie ethnique.

Préfectures	Ethnies				
	Antaisaka	Antaimoro	Antandroy	Merina	Betsileo
Tananarive	156	381	695	676.682*	13.901
Antsirabe	70	30	1.495	375.504*	4.410
Miarinarivo	694	755	2.872	180.804*	16.794
Fianarantsoa	8.577	820	3.815	38.398	526.706*
Ambatondrazaka	257	841	2.220	35.963	2.372
Tamatave	1.196	4.535	2.810	18.351	1.635
Fénérive	820	2.264	585	2.559	468
Mananjary	2.303	22.702	1.252	3.180	6.591
Farafangana	198.648*	130.803*	991	4.829	7.727
Fort-Dauphin	1.835	252	191.636*	3.321	5.605
Tuléar	4.045	200	32.007	4.591	10.554
Morondava	28.011	1.848	14.342	7.298	26.817
Maintirano	18.036	632	970	4.333	5.555
Majunga	6.574	11.875	11.630	48.509	52.398
Antsohihy	390	4.120	1.002	3.952	2.589
Nossi-Bé	922	5.209	7.660	3.441	4.516
Diégo-Suarez	1.954	5.141	3.603	6.390	2.176
Antalaha	4.352	14.448	2.726	5.296	3.594

* Préfecture d'origine.

REPARTITION DE LA POPULATION PAR PREFECTURE ET PAR CATEGORIE ETHNIQUE



Mna	Merina.
Beo	Betsileo.
Tdy	Antandroy.
Tsk	Antaisaka.
Tmo	Antaimoro.
Reste	Autres catégories ethniques.

50 Km. 0 100 200 Km.

- Quelle proportion y a-t-il entre les unes et les autres ?
- Les migrations urbaines sont-elles importantes ? Quelles en sont les caractéristiques fondamentales ?
- Aboutissent-elles à l'intégration du migrant dans son nouveau milieu ?
- Sont-elles la réaction à un "surpeuplement" des campagnes ?

Les migrations rurales définitives :

- Sont-elles des migrations historiques stabilisées ou bien se continuent-elles aujourd'hui ?
- Dans l'un et l'autre cas, quel est le processus d'émigration et le degré de l'intégration des migrants dans le pays d'immigration ?
- A quelle situation sont-elles liées dans la région de départ ?

Les migrations temporaires :

- Quelles motivations répondent-elles ? (but recherché par l'individu qui émigre). Se font-elles en famille ou individuellement ?

En un mot, quelle réalité enferment les chiffres ?

Echantillonnage de questions auxquelles nous allons nous efforcer d'apporter des éléments de réponse.

Paragraphe 2.- Méthode d'approche du sujet : approche régionale ou approche nationale.

On a insisté à juste titre sur la diversité profonde des appartenances ethniques, diversité que d'aucuns vont jusqu'à définir comme un véritable cloisonnement ethnique, cloisonnement dans le passé et qui reste encore très réel aujourd'hui.

Nous avons donc été tenté au début d'étudier les courants migratoires à travers les structures ethniques et nous avons l'intention de présenter, par chapitre, les courants migratoires Antaisaka, Antaimoro, Antandroy, Merina, Betsileo, pour ne parler que des principaux peuples migrants.

Cependant, nous nous sommes résolus à présenter la première partie de notre analyse selon la progression suivante :

Chapitre 2 : Les migrations urbaines : Spécificité du problème à Madagascar.

Chapitre 3 : Les migrations définitives en milieu rural : courants anciens. Nature de l'implantation; Tendances actuelles.

Chapitre 4 : Les migrations temporaires : le phénomène fondamental. Description. Nécessité d'un diagnostic au niveau de la réalité globale.

En effet, au cours de notre étude, il nous est apparu qu'au-delà du compartimentage ethnique, deux réalités se détachaient :

- la première c'est que l'ensemble des structures locales (dans le pays de départ) et le mode d'organisation actuelle de l'économie nationale étaient à l'origine de courants migratoires qui pouvaient être regroupés en trois grands types, énumérés ci-dessus.

- que cette classification était seule de nature à permettre de dégager la spécificité des courants migratoires des peuples de Madagascar.

Cette présentation, enfin, laisse entière la liberté de préciser à l'intérieur de chaque chapitre les particularités locales.

- C H A P I T R E II -

LES MIGRATIONS DE RURAUX VERS LA VILLE
PROBLEME GENERAL

Le déplacement des gens des campagnes vers les villes est le phénomène-clé du développement spontané d'une économie de type industriel - et semble être la conséquence inéluctable de la juxtaposition de régions agricoles et d'une forme d'économie de type commercial liée à la colonisation.

L'Europe du XIXème siècle nous donne un exemple du premier phénomène. Certains pays d'Afrique illustrent le second.

D'une manière très générale, on parle de mouvement d'urbanisation.

En fait, l'abondante littérature qui a été consacrée en Europe et en Afrique à ces problèmes a souvent soulevé ce phénomène d'urbanisation en termes critiques : soit que l'on ait voulu parler des effets du départ des ruraux sur les campagnes elles-mêmes, soit que l'on ait fait allusion aux effets de l'afflux des migrants dans les villes.

Dans le premier cas, on a parlé d'exode rural, de dépeuplement des campagnes, de déracinement ou de détribalisation, dans l'autre cas, de bidon-villes, de chômage urbain.

En Europe, on a davantage insisté sur le premier phénomène, l'exode rural, le processus d'afflux dans les villes étant lié dans une large mesure à

l'industrialisation, aboutissant à une intégration de l'homme rural, du paysan dans un secteur économique de type urbain avec une nouvelle condition sociale.

En Afrique, l'accent a été mis sur le second, l'arrivée massive d'hommes aux abords des villes européennes n'étant, la plupart du temps, que plus ou moins liée à des offres d'emplois permettant l'intégration du nouvel arrivant dans un milieu entraînant changement de secteur économique et de condition sociale.

- Si l'exemple de l'Europe tend à montrer que l'urbanisation est liée au développement, l'exemple de l'Afrique vient tempérer cette affirmation en montrant que l'urbanisation peut aller de pair avec un état de sous-développement.

- De part et d'autre des phénomènes de déséquilibre, dans le cadre d'évolution non contrôlée : là, la migration urbaine sans création d'emplois; ici et là, l'arrivée dans les villes allant de pair avec un délaissement de l'agriculture et à son préjudice. Déséquilibre qu'une économie planifiée, dans un pays en voie de développement, doit dans toute la mesure éviter, ou bien, s'ils existent, affronter et maîtriser.

C'est par référence à l'une et l'autre de ces situations que nous allons nous efforcer de montrer, dans ses grandes lignes (1), la spécificité

(1) Ce chapitre ne fera que dégager quelques grands traits spécifiques de la réalité urbaine à Madagascar. L'absence de séries statistiques, et le fait que notre étude était davantage orientée sur les migrations rurales, ne nous ont pas permis une étude approfondie. Ce phénomène justifierait à lui seul une longue étude.

de ce problème à Madagascar.

Nous le ferons dans deux sections :

Section 1 : Caractéristiques essentielles du fait urbain à Madagascar.

Section 2 : Interprétation et perspectives.

Section 1. - Caractéristiques essentielles du fait urbain à Madagascar.

- 1 - Comparativement à l'Afrique de la première moitié du XXème siècle, le mouvement d'urbanisation à Madagascar s'est effectué dans le passé à un rythme lent. Il se poursuit depuis 1947 à un rythme accéléré, avec la mise en action des plans de développement (FIDES, FAC).
- 2 - La répartition par catégorie professionnelle est spécifique,
 - d'une urbanisation consécutive à la colonisation,
 - d'une urbanisation de pays sous-développé.

Paragraphe 1.- La faiblesse du taux d'urbanisation et les mouvements d'urbanisation récents.

- Faiblesse du taux d'urbanisation.

Au 1er Janvier 1960, la population des villes était la suivante (1) :

(1) Livre Blanc de l'Economie Malgache p.30.

CATEGORIES (villes)	Nombre de villes	Population correspondante au 1er Janvier 1960		
		(en milliers d'habitants)		%
+ 100.000	1	(Tananarive)	248,000	4,7
20.000 à 100.000	5		173,000	3,3
5.000 à 20.000	17		157,000	3,0
2.000 à 5.000	56		152,000	2,9
POPULATION RURALE	--		4.568,000	86,1
T O T A L			5,298,000	100 %

Comparativement aux taux d'urbanisation des villes de plus de 20.000 habitants observés dans le monde, Madagascar se définit comme un pays relativement peu urbanisé.

Ce taux qui est de 8 % de la population totale de l'Ile, s'établit en effet, pour le Sénégal à 16,3 %, le Brésil à 20,2 %, La France à 33,3 %.

Si l'on examine, d'autre part, l'évolution des principales villes de l'Ile, l'on s'aperçoit que celles-ci ne représentent en aucune manière une croissance comparable à celle des villes africaines.

L'évolution des principales villes de Madagascar a été la suivante :

Villes :	1938	1951	%	1960		
			51/38		60/51	60/38
Tananarive	110.326	179.925	150,7	247.917	137,7	207,7
Fianarantsoa	14.667	18.426	125,6	36.189	196,4	246,6
Majunga	3.611	32.761	138,7	34.119	104,1	144,4
Tamatave	21.225	35.615	167,7	39.627	111,2	186,6
Diégo-Suarez	32.359	25.552	78,9	28.772	112,6	88,9
Tuléar	15.169	18.369	121,0	33.850	184,2	223,1
Antsirabe	17.172	12.337	71,8	18.909	153,2	110,1

Comparons cette évolution à celle de quelques villes africaines.

Villes :	1936	1952	%	1960	%	%
			52/36		60/52	60/36
Dakar	85.500	229.000	267	350.000	152	409
Conakry	12.400	35.600	287	75.000	210	605
Abidjan	16.400	81.000	494	210.000	259	1280
Accra	40.000	-	-	390.000	-	975
Lomé	13.100	34.000	260	73.000	215	557
Ouagadougou	10.000	-	-	70.000	-	700
Cotonou	3.300	-	-	86.000	-	2606
Douala	41.000 (1941)	125.000 (1951)	304	-	-	-
Léopoldville	38.000 (1938)	220.000 (1951)	579	-	-	-

Urbanisations récentes.-

Dans les grandes villes de Madagascar, aucune indication statistique n'est susceptible de laisser prévoir dans l'immédiat un accroissement urbain comparable à celui des villes africaines.

C'est dans les villes de plus de 2.000 habitants que l'on note un accroissement de l'ordre de 4 % - mouvement d'urbanisation qui touche davantage les villes de petite importance (1) que les grandes villes.

Cet accroissement demanderait une étude qualitative approfondie : la bourgade ou la petite ville sont en général les étapes-relai vers la grande ville. Elles le furent en Europe où les premières industries encore proches de l'artisanat se sont créées, plus de 50 ans avant que le développement de l'industrie n'aboutisse à la création des grands ensembles concentrés. Elles sont ici souvent des étapes de désœuvrement. Les paysans parlent de "boys de ville".

Paragraphe 2.- Catégories professionnelles et ethniques de l'emploi.

Des statistiques sont en cours d'exploitation sur les catégories professionnelles dans six grandes villes de Madagascar (2). Donnons-en un aperçu qualitatif :

a - Répartition de l'emploi par catégorie professionnelle.

Les villes sont nées là où existaient des villages (Tuléar, Fort-Dauphin). D'autres

(1) Nous ne faisons ici que reprendre les éléments fournis par le Livre Blanc de l'Economie Malgache (p.32) - eux-mêmes fournis par le Service de la Statistique et des Etudes Socio-Economiques.

(2) Madame FRANÇOIS. Travail en préparation. Service de la Statistique et des Etudes Economiques.

ont pris de l'ampleur (Tananarive, Tamatave, Fianarantsoa, Majunga, Diégo-Suarez) au fur et à mesure que se mettait en place un type d'organisation lié à la colonisation qui reposait sur un appareil administratif et commercial d'import-export et tout à fait accessoirement sur le développement de l'artisanat ou de l'industrie.

D'où une répartition des travailleurs malgaches en :

- emplois subalternes dans l'Administration et le secteur privé de l'économie,
- manoeuvres "polyvalents" dans les villes portuaires et centrales
- ouvriers spécialisés
- petits commerçants et artisans.

Avec l'Indépendance, l'appareil commercial extérieur est maintenu, mais :

- l'appareil administratif d'Etat malgache s'ouvre largement aux malgaches et crée de nombreux postes.
- L'accent est délibérément mis sur le développement artisanal et industriel.

Mais les structures de l'emploi se maintiennent avec une augmentation des effectifs à l'intérieur de chacune des catégories professionnelles.

b - Répartition de l'emploi par catégorie ethnique.

L'avantage historique momentané des peuples des Plateaux, accentué par une scolarisation locali-

sée essentiellement sur cette région (importance des missions notamment) conduit à une répartition particulière des emplois liée à la catégorie ethnique.

- Les Merina, et les Betsileo à un moindre degré, occupent les places d'employés :
 - dans l'administration,
 - dans les sociétés privées et les concessions,sont de petits commerçants et ouvriers spécialisés.
- Les originaires de la Côte (1) (Sud-Est et Sud notamment) sont essentiellement les manoeuvres définis comme "polyvalents".

La politique délibérée, menée depuis l'Indépendance, de promotion de l'ensemble des peuples de Madagascar, contribue peu à peu à modifier les proportions dans le sens d'une accession plus importante des peuples de la Côte aux emplois qualifiés.

- c - La répartition par catégorie professionnelle répond bien aux critères du sous-développement
 - gonflement des emplois du secteur tertiaire (administration, commerce et transports) (2);

(1) Ce sont essentiellement des travailleurs temporaires.
(2) cf. J.C. PERRIN, Essai sur le Développement économique de la région de Tananarive. Faculté de Droit. Tananarive 1962.

- faiblesse des emplois dans l'industrie et l'artisanat;
- masse indifférenciée de manoeuvres.

Section 2.- Interprétation et Perspectives.

Paragraphe 1.- La réalité malgache est différente de celle de l'Europe du XIXème siècle et de celle de l'Afrique de la première moitié du XXème siècle.

Contrairement à ce qui s'est produit en Europe, l'urbanisation n'est pas induite par l'industrialisation, donc non liée à un développement d'une nouvelle structure économique nationale comme elle le fut en Europe au XIXème siècle où du point de vue de la répartition intérieure de la population, on distingue nettement deux périodes : avant la révolution industrielle, la révolution industrielle.

Le développement de l'urbanisation est lié à la mise en place d'un système extérieur -

D'où :

- un début d'explication du faible taux d'urbanisation;
- une explication de la répartition par catégorie professionnelle.

Vis-à-vis de l'Afrique :

- Les villes africaines ont la même structure de l'emploi que les villes malgaches; la ville étant ici et là, - à l'exception toutefois de Tananarive - d'une manière générale, un fait lié à la période coloniale.

- Certaines villes africaines connaissent cependant un essor démographique qui n'a pas d'équivalent à Madagascar. Or, le taux d'industrialisation des pays africains n'est pas plus élevé que celui de l'Ile.

Voyons de plus près l'exemple des six grandes villes (1).

Pour les deux villes centrales :

Tananarive et Fianarantsoa, capitales du pays Merina et du pays Betsileo, deux faits sont remarquables :

- l'absence de mélanges importants
- Pour Tananarive, sur une population malgache de 226.559 habitants, 214.398, soit 94,6 %, sont Merina, c'est-à-dire originaires de la région même; les 12.161 restants se partageant entre 19 catégories ethniques, la moitié de ces 12.161 étant constituée de Betsileo.
- Pour Fianarantsoa, sur une population malgache de 33.620 habitants, 21.572, soit 64,1 %, sont Betsileo, et sur les 12.048 habitants restants, 8.530 sont Merina; pour la plupart, leur présence est ancienne, "historique" et remonte "aux temps malgaches" - et 3.518 appartiennent à 18 catégories ethniques.

Dans l'un et l'autre cas, constater le faible taux d'urbanisation dans les années passées (paragraphe 1), c'est constater le flux relativement faible des campagnards du pays même vers la grande ville.

(1) Chiffres de 1961 communiqués par le Service de la Statistique et des Etudes Socio-Economiques.

Les villes côtières se caractérisent par une répartition plus diversifiée de la population entre les différentes ethnies. Le quota des originaires de la région est faible. Les quotas respectifs de chacune des autres ethnies sont également faibles.

Pour les quatre villes, la présence d'anciens émigrés Merina contribue encore à montrer que l'apport extérieur récent a été très réduit.

VILLES	POPULATION:			RESTE PARTAGE :	
		ORIGINAIRES:	MERINA	ENTRE 18 CAT.	ETHNIQUES.
Tamatave	30.527	11.070 (1)	13.337	6.120	
Majunga	16.533	2.244	8.053	6.236	
Tuléar	30.761	15.882 (1)	2.262	12.617	
Diégo-Suarez	16.479	934	3.506	12.039	

Paragraphe 2.- Le caractère temporaire des migrations urbaines.

C'est dans l'analyse du caractère temporaire de la migration qu'il faut rechercher l'explication du faible taux d'urbanisation.

Les centres urbains sont en fait le lieu des va-et-vient perpétuels, c'est-à-dire, lieu de migrations temporaires importantes - phénomène qui mériterait une étude urbaine approfondie, que nous avons pu

(1) Betsimisaraka et Masikoro étant davantage paysans installés au village qu'habitants urbains proprement dits.

simplement vérifier dans les études de villages tant sur les Plateaux que sur la Côte. Migrations des paysans Merina et Betsileo, briquetiers, maçons, charpentiers, à Tananarive, Fianarantsoa, et dans les grands centres du pays Merina et Betsileo, voire de la Côte. Migrations de gens du Sud-Est (Antaisaka, Antaimoro) et du Sud (Antandroy, Mahafaly); tireurs de pousse, cuisiniers, manoeuvres, dockers, dans les villes côtières surtout.

Ce caractère temporaire s'analyse lui-même par :

- la forte imprégnation et l'attraction du pays d'origine sur les émigrants qui restent pénétrés du désir d'y retourner un jour;
- et à un niveau plus général par le particularisme ethnique.

Si l'on veut découvrir les aspects réels du phénomène du peuplement urbain, il faut procéder à l'analyse du milieu social dont les migrants sont issus. Nous n'insisterons pas ici sur cette analyse qui sera faite dans la partie II de ce travail.

- C H A P I T R E III -

- L'EMIGRATION RURALE DEFINITIVE -

- POSITION DU PROBLEME -

Les statistiques de population font état par la répartition qu'elles donnent, par sous-préfecture, de chaque catégorie ethnique, de la très grande mobilité des peuples de Madagascar.

Ce genre de statistique doit être utilisé avec la plus grande précaution; elles sont présentées comme si le partage de population par sous-préfecture correspondait à une implantation définitive. Le risque est grand de voir tirer des conclusions quant aux comportements de tel peuple ou de tel autre.

Il faut donc savoir pour chaque peuple si nous sommes en présence de déplacements temporaires ou définitifs. Il est de première importance de savoir si la migration des Antandroy, dont la présence est sensible dans toute l'Ile, est temporaire ou définitive. Si la migration Antaisaka n'est/^{pas} l'une et l'autre; que sont les migrations Merina et Betsilco disséminés dans toute l'Ile ?

Dans l'un et l'autre cas, quelle est l'importance respective des déplacements définitifs et des déplacements temporaires ?

En supposant que l'on puisse déterminer à quelle forme de migration nous avons affaire - il faut se demander si nous nous trouvons en présence d'une émigration historique stabilisée, et dans ce cas, pourquoi elle s'est arrêtée, ou bien s'il s'agit d'une migration qui se poursuit sous nos yeux.

Au-delà de ces questions préliminaires, auxquelles aucune statistique n'apporte de réponses, il y a des problèmes plus généraux posés par les migrations définitives : il importe de savoir à quelle situation elles correspondent ou ont correspondu dans le pays d'origine, à quel type d'implantation elles aboutissent et d'une manière plus générale, à quelle forme d'évolution historique elles sont liées. La carte ci-contre rend compte des principaux courants de migration définitive.

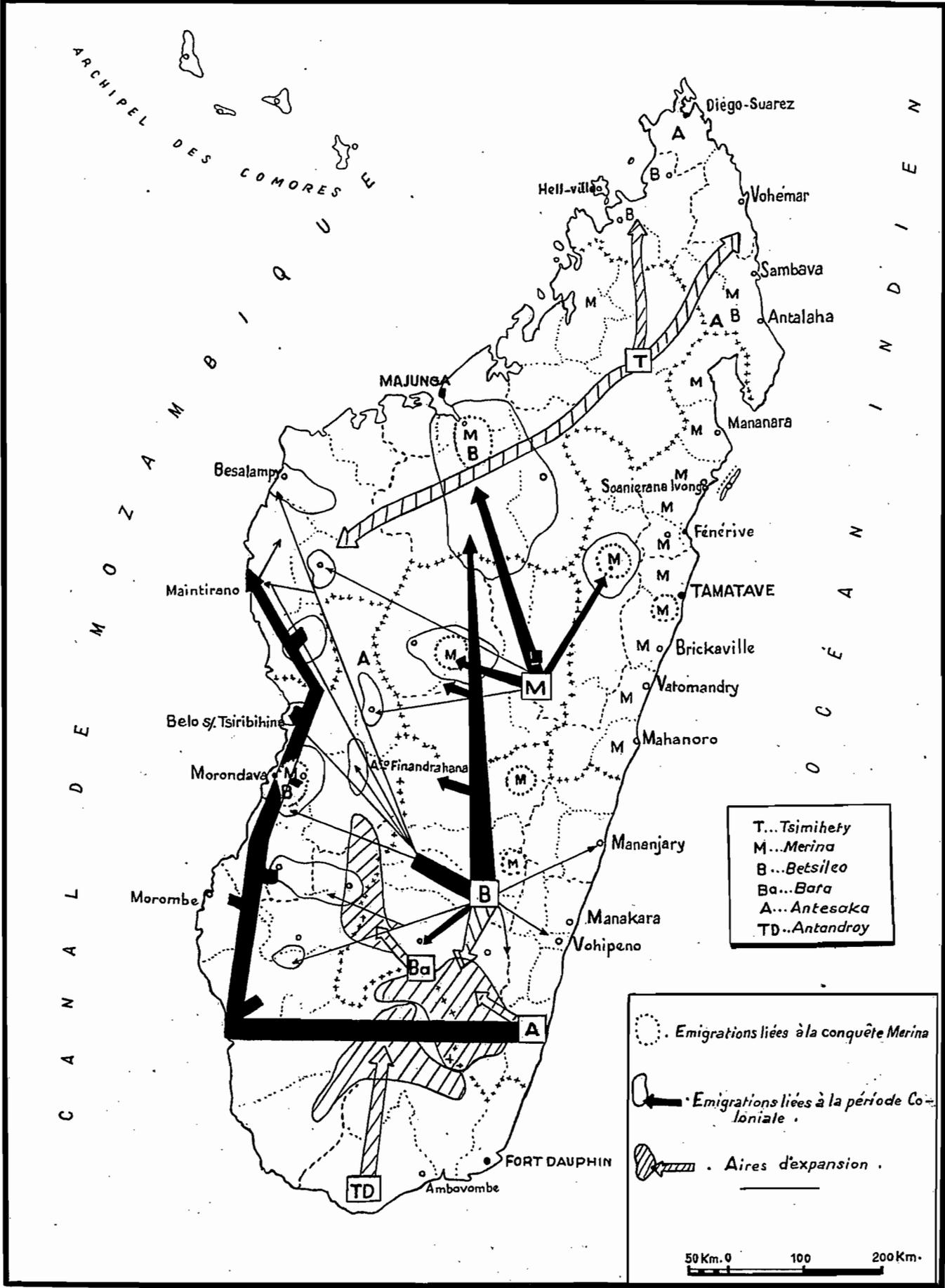
Section 1.- Expansion Merina et première colonisation agricole - Conquêtes françaises et conséquences immédiates.-

- L'expansion Merina.

Avant l'occupation française, les limites territoriales de chaque peuple étaient celles qui découlaient du rapport de force entre deux ou plusieurs peuples - c'est-à-dire que la pénétration d'un peuple sur le territoire d'un autre peuple ne pouvait se faire que par la conquête.

La conquête Merina (1810-1895) s'accompagna d'une première colonisation agricole, principalement autour des postes créés par les soldats/^{qui,}se trouvant en présence de terres étendues et fertiles, à l'occupation lâche, faisaient venir leur famille. A ces fixations spontanées

L'EMIGRATION RURALE DEFINITIVE



sont venus s'ajouter des transferts de population obligatoires pratiqués par la royauté Merina.

A ces conditions favorables d'installation dans les pays conquis, correspondait en Imerina une structure sociale de nature à favoriser les départs. La migration forcée vers l'Imerina, due à l'esclavage, se traduisait en effet par une inflation de peuplement. Ces esclaves représentaient une concurrence pour les travailleurs libres; d'autre part, l'éviction des paysans pauvres par les classes enrichies poussait ceux-ci à trouver de nouvelles terres.(1)

Ainsi l'on vit se créer peu à peu les premiers noyaux de paysans Merina - vers l'Ouest, sur la Betsiboka, et vers l'Est, à la limite du gradin forestier - en pays Sihanaka (lac Alaotra).

Dans la zone vide, à l'Ouest de l'Imerina (déserts de Tsaratanàna et de Tsiroanomandidy), les souverains et les familles nobles installent leurs troupeaux de boeufs, avec leurs gardiens affranchis ou esclaves.

Le long de la ligne des postes qui traverse le Menabe vers Morondava, des petits noyaux paysans s'installent autour des postes militaires.

Sujets des rois Merina, les Betsileo vont être recrutés pour les expéditions de guerre dans l'Ouest contre les Sakalava, et au Sud contre les Bara. Ainsi se fondent à Majunga, à Morondava et à Ihosy, les premiers villages Betsileo.

(1) H. DESCHAMPS. Les Migrations intérieures à Madagascar.
Op. cité.

- La conquête française et ses conséquences immédiates. -

La conquête française modifie le rapport de force aux dépens du royaume Merina. Elle s'accompagne de conséquences importantes en Imerina même.

" L'occupation française et la paix qu'elle instaure entraîne l'abolition de l'esclavage, la suppression des fiefs, et la fin du commandement Merina en dehors de l'Imerina.

Ces trois mesures atteignaient gravement les classes dirigeantes (Andriana et Hova) qu'elles privaient d'une grande partie de leurs ressources. Un certain nombre de familles émigrèrent dans d'autres régions de l'Ile. Parmi les anciens esclaves (Andevo baptisés Hovavao), beaucoup émigrèrent dans les régions côtières dont ils étaient originaires. Ils partaient en famille, formaient des villages, créaient des rizières."

C'est surtout la vallée de la Betsiboka qui bénéficia de cet exode. Les Merina nombreux (48.509 pour la Préfecture de Majunga) y sont pour les 3/4 des Mainty. Cette émigration qui a connu son maximum de 1896 à 1905, s'est arrêtée et stabilisée depuis 1918.

Les Districts de l'Ouest de l'Imerina (Itasy) et du Nord Betsileo ont reçu de leur côté une immigration continue de paysans Merina, pendant cette période, émigration stabilisée également (1).

(1) voir pour ce qui précède Hubert DESCHAMPS. Les Migrations intérieures à Madagascar. Op. cité.

- Situation au début de la période coloniale -

Cette première forme d'émigration est donc très particulière; liée à la conquête et à une modification des structures sociales, elle se traduit par l'implantation de paysans dont les déplacements ne sont nullement la conséquence d'une situation démographique et économique défavorable.

Prenons une vue d'ensemble de la situation dans l'Ile au moment de la conquête française :

Un cloisonnement ethnique, aux limites mouvantes, en fonction des rapports de force entre les peuples, battu en brèche en de nombreux points par la conquête Merina sans que celle-ci aboutisse à une unification (1), l'organisation militaire se superposant simplement au cloisonnement ethnique.

Section 2. - La mise en place de l'organisation de type colonial et les migrations définitives qui y sont liées.

- La conquête française et l'occupation complète de l'Ile crée une situation nouvelle :

- supprimant l'esclavage, établissant la paix et l'ordre sur l'ensemble de l'Ile, elle rend pos-

(1) Il n'est pas interdit de penser que la conquête française a précisément arrêté un mouvement lent d'unification. Le génie du roi Andrianampoinimerina l'avait laissé pressentir quelques cent ans auparavant.

sible les déplacements d'un pays à l'autre;

- par la mise en place d'un système économique et administratif, elle rend effective la possibilité des déplacements sur une grande échelle - dont certains deviendront définitifs.

De quoi s'agit-il ? De la mise en place progressive d'une forme d'économie fondée sur la production et la commercialisation de cultures riches à destination de l'extérieur - la production étant assurée par des colons étrangers sur des terres concédées par l'Etat, la majorité dans les régions peu peuplées.

Plusieurs cas peuvent se présenter :

1 - Un besoin important de main d'oeuvre se crée dans les régions où sont installées les concessions et c'est naturellement vers les régions peuplées - plateaux Merina et Betsileo - et régions côtières Sud-Est - que les recruteurs vont se tourner. Le travail dans les régions éloignées des lieux d'origine des migrants, met ceux-ci en contact avec des régions où l'occupation du sol est très lâche et où s'offrent de larges facilités pour l'exploitation de bonnes terres propres à la riziculture, en même temps que de larges pâturages. Le processus d'occupation est dès lors le suivant : une période transitoire de salariat ou de métayage, et l'occupation progressive par quelques uns de terres non appropriées par les colons situées aux abords des concessions. Le processus d'occupation se fait

selon différents procédés : la plupart du temps accord tacite avec les anciens propriétaires ou bien travail en métayage suivi d'appropriation pure et simple (1).

2 - Un cas assez proche du précédent s'est produit également : c'est celui où l'introduction de cultures riches en milieu autochtone crée un appel de main d'oeuvre, en salariat ou en métayage, qui met en contact l'immigrant avec des terres où s'offrent des possibilités d'installation.

3 - Un autre cas enfin est celui où le migrant lui-même se décide à pratiquer la culture riche en acquérant des terres sur le territoire d'un autre peuple.

Dans les deux premiers cas, nous avons une installation de paysans en village, dans le troisième, l'établissement en concession individuelle, comparable par le mode d'exploitation de la terre, sinon par la dimension, aux concessions étrangères.

La conjonction de ces éléments aboutit à l'occupation et à la mise en valeur de terres disséminées en de nombreuses parties de l'Ile. (Se reporter à la carte).

1- Aux deux premiers cas correspond une partie importante de l'implantation définitive extérieure des Betsi-

(1) Il peut arriver également que les recrutements pour grands travaux (routes, chemins de fer, canaux), par les contacts dont ils sont l'occasion, de travailleurs avec des régions aux terres abondantes, aient les mêmes résultats.

leo et des peuples du Sud-Est (à l'exception des Antaimoro), dans l'Ouest, depuis le Mangoky jusqu'à la Betsiboka.

Une forte colonie Antaisaka s'est créée, entre 1905 et 1930, sur le bas Mangoky, où les émigrants avaient été attirés par les chances de gains rapides offerts par la culture du pois-du-Cap, pratiquée en métayage auprès des Masikoro, peuples originaires de la région, propriétaires des baibos (1). Le principal noyau d'immigrés s'est installé dans le canton d'Ankiliabo, au Nord de la naissance du delta. Ils y forment la majorité de la population (5.500 sur 8.000 environ) et sont répartis en deux groupes, rivière Sakalava et rivière Manolondro. Un autre groupe est installé sur la rive Sud, à Nopsy Ambositra. Cette immigration a un caractère essentiellement historique : 95 % des Antaisaka de plus de 45 ans sont venus de l'extérieur, alors que les 4/5 des moins de 21 ans sont nés dans le pays même.

Les Betsileo sont installés dans la plaine de Befandriana, sur la rivière Mangolovolo, et autour de Manja.

Autour de Belo-sur-Tsiribihina, une colonie Antaisaka s'est installée de 1910 à 1930, elle avait été attirée par les gains procurés par l'exploitation des palétuviers. Ils ont gagné le delta, puis les vallées intérieures, après accord avec les Sakalava (canton de Kaday).

(1) cf. René BATTISTINI : Population et économie paysanne du Bas Mangoky. Document O.R.S.T.O.M.

Remontant vers le Nord, Antsalova et Maintirano, de forts contingents de gens du Sud-Est se sont installés sur le Mnambolo et la Manambao.

L'immigration est là aussi stagnante - voire décroissante comme à Antsalova - les départs étant plus importants que les arrivées.

Dans la zone intérieure, le pois-du-cap (Mahabo), le tabac (Malaimbandy, Miandrivazo et Ankavandra), les chantiers miniers (Morafenobe) attirèrent Antaisaka (Haut Manambao) et Betsileo (autour de Morafenobe et Beravina) - quelques-uns se fixèrent sur les terres Sakalava. Ainsi que dans le Nord-Ouest, dans deux régions : Ambongo (sous-préfectures de Beaalampy, Soalala et Mitsinjo) et Betsiboka (sous-préfectures de Majunga, Marovoay, Ambato-Boéni, Maevatanàna et Tsaratanàna).

Dans la région d'Ambongo - dans la sous-préfecture de Mitsinjo notamment - quelques villages d'originaires du Sud-Est et du plateau Betsileo se sont également créés à la suite d'un travail temporaire sur les rizières de la C.A.I.M. à Ambararatabe, sur la plantation de tabac de la basse Mahavavy et aux sucreries de Namakia.

En ce qui concerne la région de la Betsiboka, nous constatons une zone d'immigration "historique" stabilisée, liée à l'occupation Merina ou à sa décadence, après 1896. Mais les nombreuses concessions étrangères installées dans la région (riz notamment) employant salariés ou métayers, vont être à l'origine de fixations

importantes. Des Betsileo, venus travailler en salariés, se sont implantés. Ils sont 53.398 dans la Préfecture de Majunga - (migration stabilisée).

2- L'implantation de concessions individuelles a surtout été le fait de Merina; sur la Côte-Est, au côté des concessions créées par des originaires de France ou de la Réunion; on en trouve surtout en pays Betsimisaraka, dans les régions de Tamatave, Brickaville, Mananjary, Vatomandry, Mananara, Antalaha, Sambava, Andapa. Quelques émigrants du Sud-Est se sont également installés en concession individuelle dans la région de la vanille (notamment des Antaisaka à Antalaha).

L'administration coloniale va contribuer par sa politique générale à certains déplacements ; ou bien elle favorise l'installation de Merina et Betsileo sur la Côte (notamment sur la Betsiboka) en offrant des terres à ceux qui viennent travailler sur les concessions, ou bien par sa politique dans les régions de départ, elle aboutit au même résultat : en effet, dans les régions de départ - peuplées - l'action administrative s'exerçait avec plus d'assiduité que dans les régions à peuplement disséminé, si bien qu'il apparut vite que la contrainte était plus faible dans les régions de l'Ouest que sur les Plateaux et dans les régions peuplées du Sud-Est.

Dès 1903, l'administrateur de la Province d'Antsirabe écrivait :

"... Plus que les précédents (les porteurs), ces indigènes (les travailleurs d'or) auraient une tendance à

s'expatrier, à s'établir dans la région où ils recueillent le pain de chaque jour. Et cette tendance, au reste peu accentuée, se remarquerait de préférence chez ceux employés sur les chantiers aurifères de l'Ouest. Cela se conçoit. Le Betsiriry effraie de moins en moins les indigènes... Le terrain s'y laisse cultiver. Et avantage appréciable, dans cette région de l'Ouest, la taxe personnelle est de 10 francs. L'impôt sur les boeufs y est inconnu. Inconnue la taxe d'assistance médicale. Inconnue presque la taxe des rizières. Combien moins lourdes là-bas les charges" (1).

Section 3. - L'émigration-expansion non liée directement à la colonisation

Nous appelons émigration-expansion, tout déplacement d'individus ou de familles qui se produit à l'intérieur du pays d'origine ou aux marges de celui-ci, et qui aboutit à l'occupation de terres, sans que le déplacement soit lié, au départ, à la recherche de gains monétaires dans le cadre du système instauré par la colonisation.

Ils s'agit là essentiellement de déplacements spontanés qui expriment le dynamisme propre de chaque peuple et représentent en fait les déplacements définitifs les plus importants.

Le déplacement intérieur n'appelle pas de commentaires particuliers. Il s'agit à proprement parler davantage d'un essaimage que d'une émigration, et c'est une réalité que l'on retrouve aussi bien sur les Plateaux, où elle est historique, que sur la Côte, où, récente,

(1) Cité par DECARY et CASTEL. Op. cité p.33.

elle aboutit à la création de villages qui apparaissent au départ comme des satellites de gros villages, puis deviennent eux-mêmes villages autonomes. Ce phénomène est particulièrement marqué sur la Côte Sud-Est - en pays Antaimoro notamment - où à partir de la basse Matitana (sous-préfecture de Vohipeno), des essaimages se produisent vers l'intérieur, à la limite du pays Tanala (cantons de Lokomby, Bekatra, Ifaniria), vers le Sud (canton Ilakatra) ou vers le Nord (partie Sud de la sous-préfecture de Manakara). Il y a là un processus spontané d'occupation du sol tout à fait remarquable (1), le déplacement étant lié à la structure clanique selon des modalités fixées traditionnellement. Nous ne pouvons nous étendre sur ce processus, mais il nous semble qu'il y a là les éléments d'une politique qui pourrait aboutir, par exemple, à un peuplement du marais d'Ambila - dans les meilleurs délais et au moindre coût. Nous pensons avoir à revenir sur ce problème, et en établir les modalités pratiques, dans notre étude ultérieure, sur les périmètres de mise en valeur.

L'expansion extérieure, au delà des limites territoriales du pays d'origine, est également un phénomène général (se référer à la carte-jointe).

Trois types sont à considérer :

- 1 - la migration de pasteurs
- 2 - la migration de paysans cultivateurs sédentaires;
- 3 - la migration d'éleveurs marchands de bestiaux.

(1) Il faut remarquer cependant que l'expansion Antaimoro fût liée en partie à la culture du café et aux gains qu'elles permettaient d'escompter.

- Au premier type appartiennent les migrations Tsimihety (1), Bara, et à un moindre degré, Antandroy (aux confins immédiats de l'Androy - transhumance aboutissant à une fixation ; vers Betroka, Tsivory et Betioky).

- Au second type, quelques déplacements : Merina (vers le Moyen Ouest) - Betsileo (vers l'Itasy également, le pays Bara (autour d'Ihosy) et le pays intermédiaire entre le Moyen-Ouest et l'Ouest (Malaimbandy, Ankavandra, Miandrivazo) - Antaisaka (vers le pays Bara : Ihosy et Ivohibe).

- Au troisième type, l'émigration de plusieurs peuples dans deux régions essentiellement :

- Dans l'Ouest - sur l'axe Besalampy-Tsiroanomandidy (Antaisaka, Merina, Betsileo)
- Dans le Centre-Sud, - autour de Betroka, et, dans une moindre mesure, Bekily, où l'on trouve de petites colonies Antaisaka (Fotadrevo, Beraketa), Betsileo, Antanosy, Antandroy, Tanala.

Il s'agit là de marchands de bestiaux, bouviers - qui se sont fixés pour de longues périodes.

Section 4. - Caractéristiques fondamentales des migrations définitives.

1 - L'émigration liée à la colonisation est essentiellement une émigration historique stabilisée.

- Merina et Betsileo sur la Côte-Ouest et notamment la Betsiboka,
- Peuples du Sud-Est et Betsileo vers l'Ouest

(1) L. MOLET. L'Expansion Tsimihety. Op. cité.

L'émigration-expansion continue, mais son ampleur est de moins en moins marquée.

La cessation de l'une et le ralentissement de l'autre s'expliquent par :

- a) les conditions d'accueil moins favorables dans les zones vides -

Du fait :

- des limitations techniques à une implantation facile - défrichements pénibles - manque d'eau - (cas par exemple de la zone d'Ankiliabo sur le Mangoky, ou la plaine de Betanatana à Maintirano)
- de la concurrence que se livrent les différents peuples (Tsimihety, peuples du Sud-Est, Betsileo dans le Nord-Ouest par exemple)(Antandroy, Antaisaka, Bara dans le Centre Sud).
- de la mainmise par les premiers émigrants sur de larges portions de bonnes terres sur lesquelles ils prétendent avoir un droit éminent : terres qu'ils n'accordent qu'à titre temporaire du moyennant rétribution (droit du fokonolona)(plaine de Betanatana, à Maintirano).
- De la réaction . . . , affirmée des premiers occupants du sol -évincés par les colons (européens), puis dupés par les premiers immigrants - qui s'opposent de plus en plus à de nouvelles implantations (cas des Sakalava par exemple) - opposition larvée aux temps de la colonisation, qui se manifeste depuis l'Indépendance étant donné le contenu politique dont elle peut se prévaloir.

- b - L'apparition progressive d'activités lucratives nouvelles dans les régions peuplées
 - dans l'agriculture,
 - dans d'autres secteurs d'activités.

- c - Une préférence de plus en plus marquée pour les activités procurant des gains rapides, en argent, au lieu d'une implantation demandant effort de défrichement, et gains à long terme.

- 2 - Que les migrations soient liées à la mise en place du système colonial ou qu'elles se soient développées spontanément du fait de la pacification, l'une des caractéristiques essentielles de l'implantation est celle-ci : la non-intégration des émigrants dans les pays où ils se sont implantés.

Devant quelle réalité nous trouvons-nous ?

Dans l'un et l'autre cas, il y a coexistence dans la même région, d'hommes d'origine ethnique différente et non pas interpénétration, symbiose.

Un terme existe pour qualifier celui qui a fait souche à l'extérieur de son pays d'origine, c'est "valovontaka" - c'est celui qui a coupé tout lien avec son pays. Ce fait est très rare (1) et la quasi totalité des émigrants se disent "vahiny", "étrangers".

Il ne faut pas se laisser prendre aux apparences; le respect des coutumes des peuples qui re-

(1) une hypothèse : les "valovontaka" ne sont-ils pas les immigrants des "temps malgaches" ? Les immigrants du "temps français" n'ont-ils pas été "assimilés" par les peuples des régions d'immigration aux colons européens ? -

çoivent les émigrants, (coutumes Sakalava, Makoa, Masikoro, voire Betsimisaraka) par les Merina, les Betsileo ou les gens du Sud-Est, ne doit pas faire illusion quant à leur intégration. La non-intégration est la règle. Elle se concrétise dans un certain nombre de faits qui ne sauraient laisser de doute sur la nature de l'implantation.

C'est d'abord la juxtaposition des villages - qui se marquent tout le long de la Côte Ouest (villages Merina, Betsileo, Antaisaka, Tsimihety, isolés les uns des autres et isolés de ceux des Sakalava, Masikoro, Makoa) - dans le Nord-Est et l'Est (villages Antaisaka et villages Betsimisaraka - et cela va sans dire concessions individuelles et villages Betsimisaraka). C'est ensuite dans la majorité des cas l'absence de mariages de part et d'autre. Mais c'est surtout le maintien de liens très étroits avec le pays d'origine.

Que ce soit gens des Plateaux ou gens de la Côte, le rapatriement des morts au tombeau ancestral - est la règle - et corrélativement l'absence de tombeaux, sauf provisoires, dans les régions d'immigration. A Manja, on note un seul tombeau Antaisaka définitif. Tous les Antaisaka, ceux du Mangoky, de Maintirano, de Fotadrevo, ont leurs tombeaux ancestraux dans le pays d'origine (Sud-Est). Les Merina construisent maisons et tombeaux dans le village d'origine.

Ces liens se manifestent également par l'envoi périodique d'argent, le rapatriement des boeufs gagnés sur place - et dans la majorité des cas, les retours périodiques au pays.

Cet état de fait exprime un phénomène plus général qui est celui du particularisme ethnique. Nous avons vu que, au moment de la conquête française, l'expansion Merina n'y avait encore rien changé. La conquête française n'a-t-elle pas fait que le renforcer ? Chacun se considère étranger chez l'autre. Et aucune implantation d'un groupe étranger, fusse-t-il numériquement important, n'aboutit à l'émergence sur un même territoire, d'un type d'univers humain, qui serait la liquidation du cloisonnement ethnique.

3 - L'émigration définitive n'apparaît pas comme la réaction à un milieu hostile; il semble difficile, dans ces conditions, de vouloir trouver une explication dans des causes démographiques et économiques. Dans le cas de l'émigration liée à la colonisation, elle n'est que le prolongement d'une émigration temporaire, favorisé par des conditions d'accueil intéressantes - vastes pâturages et terres rizicoles - et pour la grande majorité des émigrants, elle le reste. Au départ, aucun déplacement n'est jamais considéré comme définitif (1).

L'émigration est au départ temporaire, et pour la majorité elle le demeure. Si quelques-uns se fixent à l'extérieur, c'est que des conditions tout à fait favorables d'installation se sont présentées, et qu'il est apparu que l'accumulation de richesse était possible et justifierait par la suite un retour au pays natal.

(1) Nous serions tentés de parler de colonisation d'exploitation pour certaines implantations à l'Ouest, plutôt que de colonisation de peuplement.

Par un long détour, nous sommes conduits à constater que l'émigration définitive, à Madagascar, est une émigration qui n'est jamais perçue comme telle par l'émigrant. Pourquoi ? Nous entrevoyons ici les développements que nous serons conduits à faire dans l'analyse du type de migration qui apparaît désormais à nos yeux comme fondamental : l'émigration temporaire.

- CHAPITRE IV -

LES MIGRATIONS TEMPORAIRES = LEUR AMPLEUR ET LEURS
CARACTERISTIQUES.

Nous avons examiné successive-
ment les migrations urbaines et les migrations rurales, les
deux formes classiques de migrations définitives. Dans l'un
et l'autre cas, nous avons été conduit à constater la fai-
blesse du processus d'urbanisation, donc de l'émigration
urbaine définitive, et le caractère tout à fait particulier
de la migration définitive qui conserve toutes les apparences
d'une émigration temporaire de durée plus longue que ce qu'il
est convenu d'appeler généralement migration temporaire. Cette
particularité étant marqué par l'absence d'intégration de
l'émigrant dans le pays d'immigration et les relations très
étroites avec son pays natal.

Nous étions constamment ramenés
dans notre analyse à constater la très forte imprégnation du
pays d'origine, et plus particulièrement du village natal,
sur l'émigrant.

Cette progression nous laissait
entrevoir - étant donné l'ampleur de la mobilité géographique
mise en évidence par la répartition ethnique de la population
sur l'ensemble de l'Ile - l'importance des déplacements
temporaires.

Notre approche dans ce chapitre
sera essentiellement descriptive afin que soit bien mis en
évidence ce phénomène.

La Partie II de ce travail tentera de pénétrer la nature spécifique de ces migrations des peuples de Madagascar dont nous voyons peu à peu qu'au delà de la diversité des apparences, elles révèlent une certaine unité de comportements.

Section 1. - Les migrations temporaires Merina et Betsileo :
Prédominance des déplacements saisonniers sur
les déplacements de plus longue durée.

Il nous est apparu que les migrations définitives Merina et Betsileo étaient pour la majorité des migrations historiques stabilisées. A partir des années 1930, l'émigration rurale définitive a cessé presque entièrement. La région des Plateaux est celle qui a le plus bénéficié des avantages que pouvait procurer le régime colonial. Le fait urbain y est plus accentué, la commercialisation plus aisée car les débouchés plus nombreux, la scolarisation plus poussée. D'où l'accroissement des ressources d'argent sur place, et la gamme plus grande des emplois non agricoles ouverts aux nombreux scolarisés. Cette réalité ne saurait nous cacher la grande mobilité de ces deux peuples, soit à l'intérieur de leur pays d'origine, soit à l'extérieur.

Cette mobilité affecte la majorité des paysans, essentiellement sous la forme de déplacements saisonniers - c'est-à-dire liés aux calendriers culturels - et à un degré moindre sous la forme de déplacements temporaires - le migrant étant absent pour une durée supérieure à la période culturelle, l'absence pouvant durer jusqu'à plusieurs années.

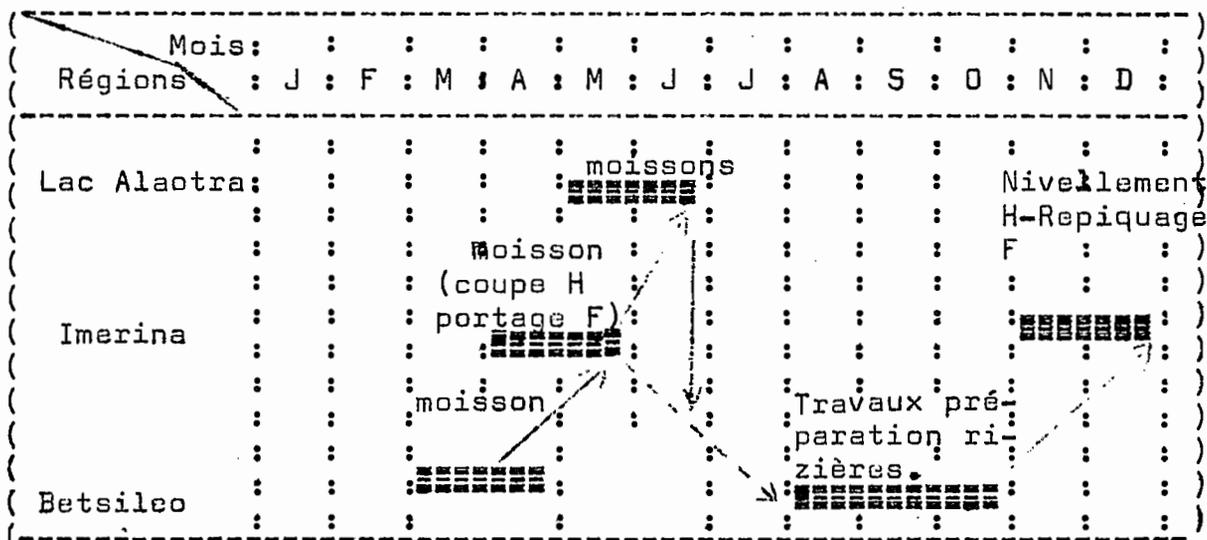
Paragraphe 1.- Les migrations saisonnières Merina et Betsileo
a - Déplacements liés à la riziculture.

Il s'agit de déplacements liés aux décalages dans les calendriers cultureux du riz, entre deux régions.

1.- Déplacements du Sud vers le Nord.

Le graphique ci-dessous rend compte de ces décalages, des moments des départs et des retours et des travaux pratiqués.

CALENDRIERS CULTURE DU RIZ ET DEPLACEMENTS SAISONNIERS
SUD - NORD



Deux courants :

- un courant Betsileo - originaire de Fandriana et Ambositra à destination de la banlieue de Tananarive : Antanimena, Ambohimanarina, Isotry, Anosizato, Ambanidia - de l'Imerina Central, de la sous-préfecture d'Ambohidratrimo et de l'Itasy (Tsiroanomandidy, Miarinarivo et Soavinandriana) - se reproduisent deux fois l'an, en Janvier et en Mai.

- un courant Merina - originaire de la région Est du pays Morina - Manjakandriana, Andramasina et Ambatolampy - à destination du Lac Alaotra - une fois l'an, en Mai.

Ces déplacements sont numériquement très importants.

L'ensemble de la sous-préfecture de Fandriana et d'Ambositra est affecté par ces départs. Ils sont estimés par les monographies de sous-préfecture à 3.000 pour Fandriana et 1.100 pour Ambositra. En réalité, ils sont bien supérieurs. Nous avons pu constater qu'ils touchaient de 40 à 60 % de la population masculine et près de 30 % de la population féminine - soit près de 10.000 personnes par an.

Pour les sous-préfectures de l'Est de l'Imcrina, les déplacements seraient légèrement inférieurs.

2.- Déplacements d'Est en Ouest.

Ce sont essentiellement les déplacements qui affectent le pays betsileo dans sa partie Sud. Ils ont lieu deux fois l'an.

Des cantons d'Ambohimahaso, Andraina et Sahava vers Alakamisy Isaka, Befeta, Malalao et la région de l'Isandra - en fin décembre et janvier, pour le repiquage du riz de 2ème saison.

Des cantons d'Ambatovaky et Alakamisy Itenina, notamment vers l'Isandra, Ambohitsampana, Ambalamarina - et les environs de Fianarantsoa, à la même époque.

Deuxième déplacement en Juin pour le labourage des rizières.

50 % des hommes des cantons cités partent un peu plus d'un mois.

3. - Ces déplacements saisonniers liés à la riziculture sont rendus possibles par l'existence dans les régions d'appel de main d'oeuvre, de formes d'exploitation différentes de celles des régions de départ. Soit que les exploitations paysannes soient plus grandes (Itasy), soit que les riz cultivés permettent le paiement de salariés (ris de luxe dans l'Isandra), soit que le mode d'exploitation nécessite cet appel (concessions européennes ou malgaches du lac Alaotra; propriétaires de la banlieue de Tananarive travaillant à Tananarive).

b.- Déplacements liés au calendrier cultural du riz dans la région de départ seulement.

- en milieu rural -

La saison morte de la riziculture pousse de nombreux jeunes de la zone Est du pays Merina (Manjakandriana, Anjozorobe) en pays Betsimisaraka (de Vatomandry à Maroantsetra et de Mandritsara à Marolambo) où ils pratiquent le commerce ambulante de tissus pendant la saison sèche (fin de la moisson du riz, de juin à octobre, et de la préparation des terres de tanety en Imerina).

De même déplacements de Betsileo vers le pays Tanala, pour la cueillette du café et la préparation des rizières Tanala - ou vers l'Est comme sciurs de long.

Ces périodes coïncident chez les Betsimisaraka et les Tanala à la récolte du café.

Les grandes villes du pays Merina et du pays Betsileo (Tananarive, Ambatolampy, Antsi-

rabe, Fandriana, Ambositra, Ambohimahasoa, Fianarantsoa) reçoivent saisonnièrement des briquetiers, maçons, charpentiers, pendant la morte saison des cultures.

Déplacements qui ne dépassent pas 3 mois.

Si l'on ajoute ces déplacements à ceux examinés précédemment, on s'aperçoit que la majorité des adultes participant une ou deux fois l'an, à des déplacements saisonniers - hommes jeunes, chargés de famille ou non, jeunes filles pour le pays Betsileo, essentiellement hommes célibataires en pays Merina.

Paragraphe 2.- Les déplacements temporaires Merina et Betsileo.

Ces déplacements n'ont pas du tout la même ampleur que les déplacements saisonniers. Ils touchent un petit nombre d'individus - certains de ces déplacements représentent une activité secondaire, périodique pour les individus qui les pratiquent.

D'autres sont simplement occasionnels.

- Au premier cas appartiennent les déplacements de marchands de bestiaux - Merina et Betsileo - et scieurs de long - Betsileo du Nord.

Les marchands de bestiaux Merina exercent leur activité soit vers le Nord et l'Est (originaires de Manjakandriana et Anjozorobe vers le pays Tsimihety, zone d'achat, et vers l'Est, zone de revente), soit vers l'Ouest (originaires de l'Ouest de Vakinankaratra vers l'Ouest, Miandrivazo, Morafenobe, Besalampy, vers Tsiroanomandidy et Tananarive).

Les marchands de bestiaux Betsileo orientent davantage leur activité à l'Ouest, pour l'achat (de Morondava à Besalampy) et à l'Est (de Mananjary à Manakara) pour la revente.

Les scieurs de long Betsileo se déplacent annuellement depuis le Nord-Est (Antalaha) jusqu'au Sud du pays Batsimisaraka (Mananjary). Ils sont essentiellement originaires de Fandriana et Ambositra (Imerina Imady).

- Au second cas appartiennent les travailleurs Betsileo s'employant comme métayers sur les concessions - on les trouve principalement à Miandrivazo sur les concessions de tabac (originaires de Fandriana), et sur la Betsiboka (concessions de riz). Leur absence va de 2 à 10 ans.

Nous réservons pour la Section 3 - l'étude des gains monétaires et de leur utilisation - des points communs suffisamment importants permettant un rapprochement avec les migrations des peuples du Sud et Sud-Est.

Section 2.- Les migrations temporaires des peuples du Sud-Est et du Sud.

Dans les chapitres sur les migrations rurales définitives, nous n'avons pas parlé d'implantation définitive Antandroy hors de l'Androy.

Nous avons délimité des zones privilégiées d'implantation Antaisaka sur la Côte Ouest (Manja, Belo, Maintirano) - en insistant sur le caractère particulier de ces fixations : leur faiblesse relative et le renouvellement de population à l'intérieur de ces noyaux.

Or, l'émigration des peuples du Sud-Est et du Sud est partout sensible dans l'Ile, comme en témoigne la répartition de population par Préfecture.

L'émigration temporaire apparaît comme le type de migration essentiel dans l'une et l'autre de ces régions et elle est le phénomène fondamental qui affecte l'ensemble de la vie de ces peuples. Partout, elle est une des formes d'expressions privilégiées de ces groupes humains.

Elle est en même temps une des formes d'expression privilégiées de l'évolution historique de Madagascar dans les 60 dernières années, ces déplacements ayant pris naissance et s'étant accentués au fur et à mesure que le système colonial imposait sa forme d'économie sur l'ensemble de l'Ile.

Ce type d'émigration mérite donc une étude attentive. Comme précédemment, cette section sera descriptive l'interprétation d'ensemble analysant de quelle forme d'évolution locale et nationale, participe ces migrations - prenant place à la partie II de notre travail.

Il sera question ici surtout des Antaisaka et des Antandroy, chez qui nous avons pu

séjourner. Ce qui est dit des Antaisaka peut être considéré comme valable pour les peuples de Farafangana tout au moins de la partie Sud de la Sous-Préfecture. Non pour les Antaimoro dont nous avons vu, dans le chapitre des migrations définitives que leurs déplacements étaient en très grande majorité intérieurs au pays Antaimoro lui-même. Les statistiques de population tendaient à prouver le contraire - (Antaimoro : pays d'origine : 147.012 - hors pays : 60.654, soit 29,2%). Cela est dû au fait que les Antaisaka sont "baptisés" Antaimoro tout au long de la Côte Est jusqu'à Diégo-Suarez. Certes, il existe des migrations temporaires extérieures au pays Antaimoro, mais elles sont relativement faibles comparativement à l'expansion intérieure. Ce qui est dit de la migration Antandroy, peut également être considéré comme valable, pour les caractéristiques de la migration, sinon pour son ampleur, pour la migration Mahafaly.

Les déplacements temporaires sont figurés sur la carte ci-jointe.

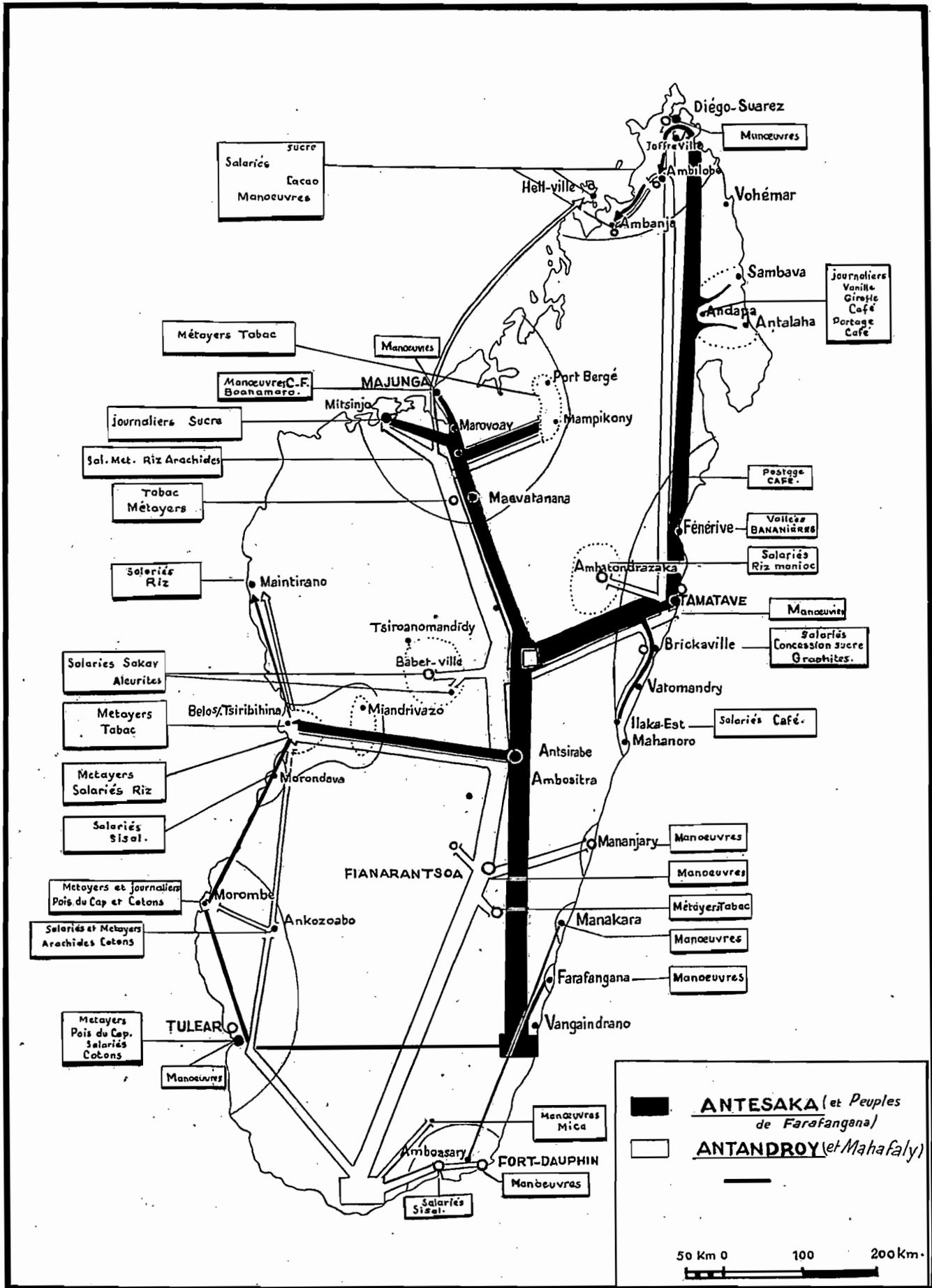
Paragraphe 1.- Importance des déplacements temporaires.

Sans enquête statistique proprement locale et en l'absence de séries statistiques de population sur plusieurs années, il est difficile de se livrer à des évaluations précises des départs.

Nous procédons donc par approximation, à l'aide des documents récoltés et études que nous avons pu mener sur le terrain.

Une première idée de l'importance des déplacements est donnée par le partage effectué à

LES MIGRATIONS TEMPORAIRES DES PEUPLES DU SUD-EST DU SUD.



sucre
Salarisés
Cacao
Manœuvres

journaliers
Vanille
Girofle
Café
Portage
Café

Métayers Tabac

Manœuvres

Manœuvres C.F.
Boanamero.

Journaliers Sucre

Sal. Met. Riz Arachides

Tabac
Métayers

Salarisés Riz

Salarisés Sakav
Aleurites

Métayers
Tabac

Métayers
Salarisés Riz

Salarisés
Sisal.

Métayers et journaliers
Pois du Cap et Cotons

Salarisés et Métayers
Arachides Cotons

Métayers
Pois du Cap.
Salarisés
Cotons

Manœuvres

Manœuvres
Mica

Salarisés
Sisal.

Manœuvres

Manœuvres

Métayers Tabac

Manœuvres

Manœuvres

Manœuvres

Salarisés
Concession sucre
Graphites.

Salarisés
Café.

Volées
BANANIÈRES

Salarisés
Riz manioc

Postage
CAFÉ.

Manœuvres

Volées
BANANIÈRES

Salarisés
Riz manioc

Postage
CAFÉ.

Volées
BANANIÈRES

Salarisés
Riz manioc

Postage
CAFÉ.

Volées
BANANIÈRES

Salarisés
Riz manioc

Postage
CAFÉ.

l'aide des tableaux annuels de population, entre résidents du pays d'origine et présents à l'extérieur.

Peuples	Population totale	Pays d'origine	Extérieur
Antaisaka	342.553	246.588	95.965
Antandroy	279.324	197.088	82.236

On peut également par l'examen de la sex ratio prendre une mesure de l'importance des déplacements masculins.

s/Préf.	Vangaindrano (Antaisaka)	Sex Ratio	Ambovombe (Antandroy)	Sex Ratio	
<u>1959</u>	H	23.943	142	31.720	115
	F	34.229		36.675	
<u>1960</u>	H	25.637	128	27.279	118
	F	32.863		32.226	
<u>1961</u>	H	25.956	133	27.801	124
	F	34.532		34.503	

Comparons avec la sex ratio de sous-préfectures du pays Morina et Betsileo en 1961 :

S/Préfectures	1961		Proportion de F / 100 hommes
	H	F	
Ambositra	26.351	25.921	98
Fandriana	22.448	20.270	90
Ambatolampy	14.930	16.175	108
Manjakandriana	22.373	23.363	104

Jusqu'en 1957, un moyen de contrôle des départs était constitué par les contrats (Recrutement des sociétés) et les Passports.

Pour Vangaindrano, nous avons pu recueillir les chiffres suivants :

Années	Contrats	Passports
1930 - 1939	4.791	17.903
1940 - 1949	4.660 (1)	14.956 (2)
1950 - 1957	3.022 (3)	17.675

Ces chiffres sont inférieurs à la réalité, car les départs libres ne figurent pas.

- B -

Par l'étude de villages, on peut, d'autre part, mesurer un peu plus précisément l'importance des absences.

Nous recourons ici aux documents de S. VIANES Contribution à l'étude des Migrations Antaisaka, et de S. FRERE Panorama de l'Androy.

(1) moins 1944 et 1947

(2) moins 1945-1946-1947-1948

(3) moins 1951.

a - Pays Antaisaka

Le tableau ci-dessous (S. VIANES p.6) fait apparaître la proportion des émigrés dans 14 villages d'enquête du pays Antaisaka en 1957.

Nom du village et Canton	Total inscrits	Présents	Absents	% Absents	Jamais partis	% jamais partis
Ampahatelo (Vangaindrano)	121	67	54	44,6	18	14,8
Vohitrarivo (Vangaindrano)	262	181	81	30,9	96	36,6
Nosy-Be (partiel) (Mahatanga)	78	38	40	50	8	10
Nanasana (Vangaindrano)	320	160	160	50	44	13,75
Anezandava (Vohipeno)	61	34	27	38	7	11,4
Anakava (Mahatanga)	51	27	24	47	3	0,5
Mambondro (Mambondro)	167	85	82	49	30	17,8
Mambondro (Farafangana)	34	23	11	33	13	38,2
Ampambokona (Midongy)	108	48	60	55,5	10	9,4
Bevata	108	50	58	53,7	32	29,6
Andranolalina (Midongy)	188	107	81	45	42	22
Vanana (Midongy)	93	49	44	47,3	16	17,2
Manatsikory (Midongy)	45	27	18	40	9	20
Anivorano (Farafangana)	63	29	34	53,9	14	22,2
	1.699	925	774	45,5	342	20

Il s'agit des hommes absents payant l'impôt.
Le pourcentage des absents varie entre 30 et 55 %.

Nous avons pu vérifier en 1961, que ce pourcentage se maintenait dans ces proportions dans 4 villages de la sous-préfecture de Vangaindrano.

Ainsi pour ces 4 villages (1), la répartition de la population par âge est la suivante :

Villages (Canton)	H O M M E S			F E M M E S		
	14	15-59	60 +	14	15-59	60 +
(Tsipanga I (Vangaindrano)	82	46	6	58	82	4
(Ambolosoa (Vohitrambo)	16	23	5	15	38	2
(Matanga (Matanga)	55	34	16	61	76	10
(Vohitsiririky (Matanga)	49	38	15	55	81	12
T O T A U X	202	141	42	189	277	28

Soit pour 4 villages, une proportion hommes-femmes de 141 hommes pour 277 femmes, c'est-à-dire une sex ratio de 197 femmes pour 100 hommes.

b - Pays Antandroy.

S. FRERE, dans son étude statistique sur l'Androy, faite en 1956 (2), a pu toucher les in-

(1) villages enquêtés par le Service de la Statistique et des Etudes Economiques. Enquête budget-nutrition.

(2) S. FRERE. Panorama de l'Androy. Op. cité.

dividus rentrés au pays. L'enquête a porté sur 111 villages répartis en 3 strates, recouvrant 3 zones : la première de peuplement dense (zone sédimentaire Sud), la seconde de peuplement moyen (plateau cristallin d'Ampanihy à Bekily) et la troisième de peuplement hétérogène (région de Tsivory).

Pour 111 village enquêtés, l'enquête a recensé 3.259 "ayant émigré" pour 27.781 chefs de famille, soit 11,7 %.

Nous avons pu obtenir pour 3 quartiers du Canton d'Ambondro (sous-préfecture d'Ambovombo) les absents hommes et femmes par rapport à la population totale, en 1962.

QUARTIERS	PRESENTS	ABSENTS	%
Marosy	1.838	203	11
Marofohy	575	52	9
Ambanikily	1.152	58	5

Pour un village du quartier de Marosy, le village de Belanky, nous avons pu faire l'inventaire démographique suivant :

Population totale

H O M M E S				F E M M E S				
- 15	15-49	50 et +		- 15	15-49	50 et +		TOTAL
33	69	23	125	44	53	16	113	238

Population émigrés

H O M M E S			F E M M E S			Total	%		
- 15	15-49	50 et +	- 15	15-49	50 et +				
3	30	0	33	8	8	0	16	49	20

Soit une proportion d'hommes absents entre 15 et 49 ans de 43,4 % - dans les classes d'âges suivantes :

Classes d'âges	Hommes présents	Hommes absents
- 15		3
15 - 19	16	4
20 - 24	8	8
25 - 29	16	6
30 - 34	7	5
35 - 39	8	4
40 - 44	4	2
45 - 49	10	1
T o t a l	69	33

Proportion d'absents que semblent confirmer les statistiques globales (sex ratio) données plus haut.

Paragraphe 2. - Caractéristiques fondamentales de migrations temporaires.

Ce qui caractérise la migration temporaire des peuples du Sud-Est, c'est la durée tout à fait aléatoire du déplacement et la grande diversité des lieux de travail, le but principal recherché étant l'acquisition de gains en argent ou en boeufs dans la région d'immigration.

C'est donc l'importance de la somme recherchée qui détermine la durée, le choix du lieu de destination et le genre de travail étant indifférent et connu au hasard des relations familiales ou amicales, à moins

qu'une impécuniosité temporaire n'oblige le migrant à un engagement contractuel avec une concession lui garantissant l'avance des impôts, le voyage et quelques menus avantages.

Nous distinguons, en fonction de l'importance de la somme recherchée, deux types de migration temporaire :

- une migration de durée inférieure à l'an que l'on pourrait assimiler à une émigration saisonnière par sa durée, si elle n'était pas aussi aléatoire, et soumise à des conditions autres que les calendriers culturels.
- une migration de durée plus longue, que l'on peut évaluer à 5 ans en moyenne, mais qui peut aller de 1, 2 ans, à 10 ans et plus.

A. - Migration de durée inférieure à 1 an.

C'est un déplacement qui est lié essentiellement à l'acquisition d'argent pour le paiement de l'impôt.

a. - En pays Antandroy, il se produit principalement à courte distance -

- sur les concessions de sisal (vallée du Mandrare)
- vers Fort-Dauphin
- sur les mines de mica (Ampandrandava)
- vers Tuléar.

Ces déplacements correspondent dans le lieu d'origine à la période de sécheresse, et les emplois sont, de ce fait, d'une très grande irrégularité, le travailleur quitte son emploi à la première pluie, la fréquentation maximum se situant en Septembre, mois à partir duquel les présences décroissent pour atteindre le seuil le plus faible en Mai.

Ces déplacements inférieurs à 1 an ont été évalués par S. FRERE (1).

Sur 3.259 présents ayant déjà émigré, 510, soit 15,7 %, avaient effectué des déplacements inférieurs à 1 an, les laïux privilégiés étant Tuléar (36,9 %) et l'Anosy (11,2 %).

B.- En pays Antaisaka, ces déplacements ont lieu à deux périodes de l'année :

- vers la Côte Est pendant la saison des pluies (Vangaindrano, - Tananarive, - Tamatave, - Antalaha)
- vers l'Ouest pendant la saison sèche (Vangaindrano, - Tananarive, - Majunga; Vangaindrano-Tuléar-Morondava-Maintirano).
- ou bien en toute saison vers Manakara et Farafangana.

L'Antaisaka recherche surtout le travail dans les villes - tireur de pousse ou manoeuvre - ou sur les concessions comme manoeuvre - (contrats saisonniers aux sucreries de Namakia, ou de Brickaville pour la coupe).

Ces déplacements sont relativement peu importants en comparaison des déplacements de moyenne ou longue durée.

B. - Migration de durée supérieure à 1 an.

Les déplacements sont liés à l'acquisition de sommes d'argent dont l'utilisation, exa-

(1) S. FRERE Op. cité p.181.

minée en détail dans notre section 3, est prévue pour l'achat de biens ou des dépenses importantes. Pour les Antaisaka et les Antandroy, on note :

- a. - La grande dispersion des lieux de travail et la diversité des types d'activité. (se reporter à la carte)

En milieu rural :

Donnons quelques exemples :

Travail sur concessions en salariat ou métayage. En salariat, sur les concessions de sucres par exemple,

	Antandroy	Antaisaka
Brickaville	287	184
Namakia	504	375
Sosumav	1.025	indéterminé

ou de sisal - la quasi totalité des travailleurs sont originaires du pays Antandroy, et une faible partie du Sud du pays Antaisaka. Sur les concessions de vanille de la Côte Nord-Est où les Antaisaka constituent la main d'oeuvre privilégiée.

Exemples tirés de villages

Antaisaka :

L'étude effectuée par S.VIANES (1) sur 14 villages du pays Antaisaka a touché 1699 individus. 1.347 individus avaient été, à un moment quelconque de leur existence, émigrants; cinquante-huit noms de lieux ont été cités.

(1) S. VIANES. Contribution à l'étude des migrations Antaisaka
Document O.R.S.T.O.M.

(Tamatave	126 fois cité	:	Ankavandra	32 fois cité
(Sambava	101	:	Port-Bergé	23
(Antalaha	95	:	Fort-Dauphin	22
(Diégo-Suarez	92	:	Fianar. & Am-	
(Majunga	61	:	balavao	15
(Maintirano	60	:	Tanenarive	14
(Manakara	59	:	Tuléar	13
(Manja	53	:	Besalampy	13
(Morafenobe	51	:	Belo/s.Tsir.	14
(Farafangana	49	:	France	12
(Fénériver	47	:	Ambatondrazaka	10
(Miandrivazo	45	:	Marovoay	11
(:	Nosy-Be	14

Trente quatre autres districts se partagent les 105 réponses restantes.

Dans 2 villages où nous avons travaillé (Matanga - Vohitsiririky), 22 destinations ont été citées par 69 présents ayant déjà émigré, le Nord-Est (Antalaha - Sambava - Diégo-Suarez) venant en tête.

En métayage. Sur les concessions de tabac - (Antaisaka et Antandroy à Belo, Miandrivazo, ou Port-Bergé et Mampikony, Maevatanàna). - Sur les concessions rizicoles (Antaisaka dans la région de la Betsiboka).

- En milieu urbain.

Ce sont les Antaisaka et les Antandroy qui fournissent la main d'oeuvre à tout faire - manoeuvre - docker : A Manakara, 20 % de la main d'oeuvre est originaire de Vangaindrano; à Tamatave, sur 615 dockers employés au port, 271 sont Antaisaka de Vangaindrano et Midongy-du-Sud - comme tireurs de pousse, - on les trouve dans toutes les grandes villes côtières.

Antandroy.

Pour le village de Belanky (déjà cité) - pour 30 absents et 16 présents ayant déjà émigré,

23 destinations ont été citées :

Ambatondrazaka	7	Ambilobe	2
Nossi-Be	5	Ambanja	1
Tamatave	4	Andapa	1
Tsiroanomandidy	3	Antalaha	1
Mananjary	4	Marovoay	3
Tuléar	2	Ambalavao	1
Tananarive	3	Befandriana	1
Diégo-Suarez	1	Tsaratanàna	1
Analavory	3	Amboasary	2
Fianarantsoa	2	Betioky	1
Manja	3	Fort-Dauphin	1
		Inconnu	4

b.- Durée des déplacements.

1.- Déplacements Antandroy.

2.- Temps passé hors de l'Androy, suivant le lieu d'émigration (1)

PROPORTION DES TEMPS D'EMIGRATION POUR 100 EMIGRES DANS UN LIEU DETERMINE.											
Temps passé hors de l'Androy	Tuléar		Bas Mangoky		Anosy		Majunga		Diégo-Suarez		
	N.A.	%	N.A.	%	N.A.	%	N.A.	%	N.A.	%	
moins de 1 an	185	19,7	14	5,2	57	86,4	15	3,2	27	10,7	
de 1 à 4 ans	446	47,4	126	47,2	9	13,6	278	60,1	106	41,9	
de 5 à 9 ans	170	18,1	80	30	-	-	57	12,3	56	22,1	
de 10 à 19ans	96	10,2	28	10,5	-	-	113	24,4	30	11,9	
+ de 20 ans	44	4,6	19	7,1	-	-	-	-	34	13,4	
	N.A.	941	100	267	100	66	100	463	100	253	100
TOTAL	%	28,9	8,2	2,0	14,2	7,8					

(1) S. FRERE : Panorama de l'Androy. p. 102.

Temps passé hors de l'Androy	Tuléar		Tamatave		Tananarivo		Fianaran- tsoa		Diégo-S.	
	N.A.	%	N.A.	%	N.A.	%	N.A.	%	N.A.	%
moins de 1 an	-	-	64	19,3	3	1,5	76	26,6	69	
de 1 à 4 ans	98	55,4	137	41,3	165	80,9	156	54,5	91	
de 5 à 9 ans	42	23,7	102	30,7	36	17,6	22	7,7	83	
de 10 à 19 ans	37	20,9	15	4,5	-		16	5,6	24	
+ de 20 ans	-	-	14	4,2	-		16	5,6	3	
T O T A L/N.A.	177	100	332	100	204	100	286	100	270	100
%	5,4		10,1		6,3		8,8		8,3	

E N S E M B L E		
	N.A.	%
moins de 1 an	510	15,7
de 1 à 4 ans	1.612	49,5
de 5 à 9 ans	648	19,6
de 10 à 19 ans	359	11,2
+ de 20 ans	130	4,0
T O T A L N.A.	3.259	100
%	100	

- Exemple du temps passé sur quelques concessions

- Brickaville : Antandroy : 287.

O R I G I N E	TOTAL	P R E S E N T S D E P U I S :			
		1 an	2 ans	3 ans	4 ans et +
Ambovombe	46	20	5	6	15
Bekily	89	36	29	10	14
Ampanihy	123	68	49	3	3
Betioky	29	9	19	1	0
	287	133	102	44	32

- Namakia. Antandroy : 504.

Origine	Total	P R E S E N T S		D E P U I S	
		1 an	2 ans	3 ans	4 ans et +
Ampanihy	228	96	46	22	64
Ambovombe	207	107	42	17	41
Bekily	69	29	26	5	9
	504	232	114	44	114

- Sosumav. Antandroy : 1.025.

Origine	Total	P R E S E N T S		D E P U I S	
		1 an	2 ans	3 ans	4 ans et +
Région Sud	1.025	490	192	144	199

- Exemple tiré d'un village Antandroy.

Le village de Belanky (Canton d'Ambondro, sous-préfecture Ambovombe) déjà cité : 16 chefs de famille ayant déjà émigré. Durée moyenne de l'absence: 4,5 ans.

- Déplacements Antaisaka.

Tableau établi à l'aide de renseignements recueillis dans 2 villages (Matanga et Vohitririka) et qui n'est donné qu'à titre indicatif étant donné le caractère restreint de l'exemple.

	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
	ans									
Nord-Est et Nord	41	13	5	-	5	1	-	3	1	69
Nord-Ouest	-	7	1	-	-	-	-	-	-	8
Ouest et Centre	-	6	2	-	-	-	-	-	-	8
Est	14	3	3	-	-	-	-	-	-	20
TOTAUX	55	29	11	-	5	1	-	3	1	105

- 105 lieux de destinations (certains répétés) ayant été cités par 69 présents ayant déjà émigré.

Section 3. - La migration temporaire : but poursuivi par l'émigrant - Conséquences.

On ne peut manquer d'être frappé par la situation paradoxale devant laquelle nous nous trouvons : d'un côté, une situation démographique et économique dont les caractéristiques ont été mises en évidence à plusieurs reprises, que ce soit dans le Livre Blanc, dans les rapports de la C.I.N.A.M. d'une manière générale dans les études que l'on a faites sur les régions peuplées, la dimension des exploitations, la pression démographique, la faiblesse des revenus, à partir de quoi l'on conclue au surpeuplement de la région.

De l'autre côté, une réalité que nous avons définie : la prédominance quasi-absolue de la migration temporaire sur la migration définitive (urbaine ou rurale).

Certes il est tentant, poursuivant une approche des faits dans cet esprit, de chercher une explication à ce paradoxe dans l'absence de débouchés à une population excédentaire en milieu rural, et de conclure que ces déplacements temporaires permettent à une population sans cesse croissante de "survivre" sur la base d'une économie de pauvreté. D'où la nécessité d'augmenter "les revenus" soit sur place dans la mesure où c'est possible, soit dans d'autres régions - d'où la politique de migration.

Paragraphe 1. - Gains procurés par l'émigration.

Pour lever ce paradoxe et, nous examinerons dans un premier temps, le but poursuivi par

les émigrants, dans leur déplacement, c'est-à-dire les biens recherchés et leur utilisation.

Deux types de déplacements avons-nous dit : déplacements de courte durée (saisonniers ou non) prédominants en pays Marina et Betsileo, déplacements de moyenne ou longue durée, prédominants en pays Antandroy et chez les peuples du Sud-Est.

A quoi correspondent ces déplacements pour l'émigrant ? Dans l'un et l'autre cas, à la recherche d'argent. L'importance des sommes gagnées est évidemment fonction de la durée mais la durée elle-même est fonction de l'utilisation projetée de l'argent.

Les gains procurés par l'émigration saisonnière ou de courte durée sont faibles. Ce qui ressort aussi bien de la faiblesse des rémunérations pratiquées que de la courte durée. La somme rapportée de ces déplacements dépasse rarement 5.000 francs.

Quelques exemples : Travailleurs saisonniers Betsileo travaillant en Imerina -

- émigrant originaire de Tsarasaotra (Fandriana) travaillant en équipe avec un camarade, dans la région de Tsiroanomandidy, en Mai et Juin 1961.

- 48 jours d'absence du pays natal; 35 jours travaillés à 7 heures par jour, à la tâche;

gains bruts : 7.394 francs

dépenses : 2.440 francs (dont 1.800 de voyage)

gains nets : 4.954 francs.

- **Equipe** de 5 hommes originaires de la haute vallée Merina (Ambositra). Travail de 8 jours pleins à 9h 15 par jour de moyenne;

gains bruts : 11.600 francs, soit 2.350 francs par individu - soit environ 9.000 francs de gains bruts en supposant que l'équipe travaille 35 jours - et environ 6.500 à 7.000 francs de gains nets.

- Paysan Merina de Manjakandriana travaillant au Lac Alaotra;

gains bruts : 150 francs par jour pour 40 à 45 jours de travail - soit 6.000 à 6.750 francs - les dépenses déduites, la gomme rapportée au village se situe à peu près à 5.000 francs.

- Déplacements de courte durée de paysans du Sud-Est et Sud.

Les gains monétaires sont plus élevés du fait de la durée un peu plus longue de l'absence.

Famille Antandroy, l'homme et la femme, originaire de Tsihombe (Ambovombe) travaillant 6 mois sur une concession de sisal - pendant la période sèche;

gains bruts de l'homme et de la femme : 15.860 francs auxquels il faut ajouter 3.500 francs provenant de la culture.

- Travailleur Antaisaka - soit saisonnier sur concession, soit manoeuvre ou tireur de pousse en ville - pendant 6 à 8 mois;

gains mensuels : 2.500 à 3.000 francs;

frais déduits, le gain mensuel net se chiffre à 1.500 fr environ, soit 9.00 à 12.000 francs rapportés d'émigration.

Travailleurs temporaires :

Les gains procurés par une absence prolongée - déplacements temporaires de moyenne ou longue durée sont difficilement chiffrables, du fait de la variabilité de la durée et du caractère aléatoire des gains en fonction de l'activité pratiquée (salarial, métayage, marchands de bestiaux...). D'autre part, les budgets familiaux ne nous renseignent pas sur ces gains importants; les budgets sont annuels, et les paysans sont très discrets sur les sommes importantes dont ils ont pu disposer.

Nous prendrons simplement idée de l'importance des sommes gagnées qui prennent le chemin du pays d'origine.

- Les Antaisaka envoient régulièrement des sommes par la poste, à la famille restée au village. Plus rarement, ils rapportent l'argent sur eux; quand ils ne le rapportent pas en espèce, ils les rapatrient en boeufs.

- Les Antandroy, au contraire, rentrent au village porteurs de toutes leurs économies - donc pas de contrôle par la poste ou les boeufs.

Importance des sommes provenant du travail en émigration rapatriées dans le pays Antaisaka (1)

- Pour les années 1945 à 1955, nous avons des renseignements pour 10 bureaux expéditeurs (Tamateve, Manja, Sambava, Tsiroanomandidy, Andapa, Miandrivazo, Mampikony (2)) et les totaux suivants :

(1) Bureau de Poste de Vangaindrano

(2) S. VIANES. Op. cité p.35.

Années:	Totaux	Années:	Totaux	Années:	Totaux
1945	: 4.116.695	: 1950	: 6.580.409	: 1955	: 7.803.622
1946	: 4.820.717	: 1951	: 7.327.312	:	:
1947	: 5.345.015	: 1952	: 7.249.812	:	:
1948	: 6.200.615	: 1953	: 7.711.399	:	:
1949	: - -	: 1954	: 7.394.422	:	:

- Pour les années 1956 à 1961, nous avons des chiffres pour 20 bureaux expéditeurs :

Années :	Totaux	Années:	Totaux
1956	: 14.466.577	: 1959	: 16.635.456
1957	: 14.871.140	: 1960	: 16.725.333
1958	: 16.811.728	: 1961	: 16.508.529

Pas de statistique de ce genre pour le pays Antandroy. La durée moyenne de l'absence, avons-nous dit, est de 4 à 5 ans. L'évaluation du gain brut annuel à 30.000 francs semble être correcte - pour le travail en salariat: plus élevé en métayage (sur le tabac notamment). Ce qui, déduction faite des frais de voyage et de séjour - 10.000 francs - doit permettre à l'émigrant de rapporter au bout de 4 à 5 ans, 80 à 100.000 francs. Chiffre dont nous avons pu vérifier l'exactitude dans le village de Belanky.

Paragraphe 2. - Utilisation de l'argent et conséquence quant à l'interprétation de la situation en terme de surpeuplement.

1.- Les déplacements saisonniers sont liés essentiellement à la nécessité de se procurer l'argent pour l'acquittement de l'impôt, et le reliquat est utilisé accessoirement à l'achat de menues denrées alimentaires (sel, sucre, pétrole, bougie) et de vêtements.

La modicité des sommes rapportées de l'émigration saisonnière exclue qu'elles puissent permettre des dépenses supérieures.

Les déplacements de courte durée en pays Antaisaka et Antandroy, qui procurent des sommes légèrement supérieures, sont d'abord liés à la nécessité de payer l'impôt (et quelques sommes pour alimentation et habillement). Le surplus est affecté aux consommations dont nous allons parler pour les gains de migration de plus longue durée.

2.- Il s'agit donc dans ce premier cas d'une émigration de contrainte née de l'impossibilité de se procurer sur place, l'argent pour l'acquittement de l'impôt.

3.- Les déplacements de moyenne ou longue durée destinés à procurer des sommes élevées, aboutissent à des dépenses qui, du fait de leur régularité et de leur nature, permettent d'établir des préférences de "consommation" tout à fait bien établies.

Il est évident que l'argent provenant de l'émigration ne peut être isolé de l'argent que l'individu peut se procurer sur place.

Montrer l'utilisation de l'argent provenant de l'émigration, c'est donc donner les préférences de consommation qui naissent de la possession de l'argent en général.

Nous distinguerons ici la réalité des Plateaux de la réalité côtière, encore qu'entre les deux il y ait moins de différence de nature que de degré.

La différence réside en effet moins dans l'échelle des consommations que dans le détour que peut prendre l'argent en vue de la satisfaction des besoins qui apparaissent dans cette échelle de consommation. Qu'est-ce à dire ?

L'argent procuré par une émigration de longue durée prend, sur les Plateaux, volontiers le détour de la production, qui le fait fructifier. Ainsi l'argent est souvent employé à l'achat de boeufs de fosse ou de vaches laitières, comme c'est le cas dans une partie de l'Imerina, et notamment dans la sous-préfecture de Manjakandriana.

Mais les préférences de consommation se manifestent dans les transformations qui apparaissent dans les villages : cases neuves aux dimensions spectaculaires - comme il est aisé de le remarquer en Imerina par exemple (deux exemples entre tant d'autres : villages d'Ambohibary III près de Manjakandriana; village d'Imorina Imady, à quelques kilomètres d'Ambositra) - ou cases anciennes dont l'apparence est rehaussée de toits de tôles - spectacle devenu commun sur les Plateaux - tombeaux magnifiques qui ne peuvent échapper au regard.

Dépenses moins voyantes, des fêtes mortuaires se reproduisant chaque année ou des "lanô-nana" Betsileo à des occasions multiples (naissances, circoncision, vœux exaucés, etc...)

Dans le Sud-Est et le Sud, l'argent provenant de l'émigration a sa destination immédiate, déterminée à l'avance.

En pays Antaisaka, les gains rapportés de l'émigration prennent immuablement les destinations suivantes :

Si la somme est élevée :

- construction de case (250.000 à 1 million) (en participation)
- construction de tombeaux (300.000 à 800.000)
- rachat de la rizière vendue pour se procurer la somme nécessaire à l'émigration (cas des marchands de bestiaux)

Si la somme est moyenne,

- dépenses aux fêtes mortuaires (achat de lamba, cotisations, dépenses de nourritures, sacrifice de boeufs).

Souvent l'émigrant revient d'émigration avec des boeufs. Utilisés pour le piétinage, les boeufs ont surtout une utilité sociale : sacrifice au moment des fiançailles (fafy), des enterrements (lofom-paty et hazolahy) - sacrifice pour expier une faute pour laquelle on a été condamné par les autorités traditionnelles (sazy).

En pays Antandroy, l'argent provenant de l'émigration est utilisé essentiellement à l'achat de boeufs.

Reprenons l'exemple du village de Belanky. Seize présents ayant émigré, avons-nous dit. Voici l'équivalent en boeufs de l'argent rapporté par les émigrants :

Emigrant : D é p a r t				Emigrant : D é p a r t			
Nº	1	2	3	Nº	1	2	3
1	6	7		9	4	2	
2	4			10	6		
3	8			11	7		
4	3	21	13	12	10(*)	15	2
5	8			13	10		
6	15			14	10		
7	7	11	30	15	3	2	
8	20			16	10	20	

(* plus charrette et charrue.

Paragraphe 3.- Le paradoxe de la migration temporaire.

Les éléments que nous venons de donner sur l'importance des hommes rapportées de l'émigration et leur utilisation conduisent à s'interroger sur le contenu de la notion de surpeuplement, perçu comme un déséquilibre entre la population et les subsistances.

Emigration en vue de se procurer l'argent pour l'impôt, ou bien en vue de la satisfaction de besoins ou de dépenses ayant une signification spécifique dans le système de valeurs du groupe social dont les émigrants sont issus. Voilà une réalité qui ne saurait être perçue et donc analysée en terme de surpeuplement.

Le bien recherché est l'argent. Ce qui signifie que le pays de départ n'est pas susceptible de donner l'équivalent en argent de ce qu'un travail en émigration peut procurer.

L'émigration est assimilable à la culture riche, ou à toute activité locale permettant de se procurer de l'argent. L'émigration diminue quand la

culture riche est implantée et rapporte - cas du café sur la Côte Sud-Est en 1930 - et reprend toute son ampleur quand le prix du café baisse.

Aucune étude aussi précise et poussée soit-elle de la réalité démographique et économique des régions les plus peuplées, ne peut prévaloir contre cette réalité fondamentale que les migrations actuelles ne sont pas la réaction définitive à un milieu perçu par le paysan comme milieu hostile, mais sont simple réaction temporaire à une insuffisance d'argent, destiné, non pas à combler un déficit de subsistances, mais à alimenter des dépenses sans rapport avec la survie des individus.

D'où le caractère temporaire de migrations, d'où l'impossibilité de parler de surpeuplement et d'en déduire une politique fondée précisément sur une analyse menée de telle façon qu'elle aboutisse à mettre en évidence le surpeuplement.

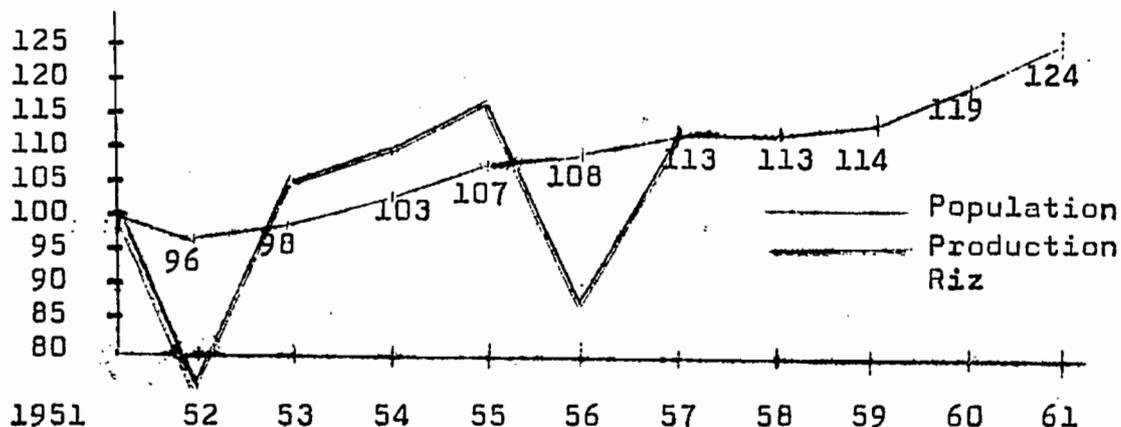
*

*

*

Il peut arriver qu'une population se trouve placée dans une situation critique si un phénomène accidentel vient réduire ses disponibilités alimentaires, cataclysme naturel, sécheresse prolongée dans la zone aride. C'est ce qui se produit à intervalles quasi-réguliers dans le Sud-Est et le Sud. Dans le Sud-Est, les années de cyclone et d'inondation; dans le Sud, les années de grande sécheresse, on assiste alors à des départs importants.

Un exemple peut être pris dans la sous-préfecture de Vangaindrano (graphique ci-dessous).



- Evolution comparée de la population et de la production de riz.

Nous avons ramené les chiffres de population et de production de riz de la sous-préfecture de Vangaindrano à la base 1951 = 100.

On remarque sans ambiguïté la relation très étroite entre la chute de production de riz consécutive aux crues et inondation et les départs qui y sont liés.

- En pays Antandroy, des années comme 1934, 1943-1944, restent dans la mémoire des hommes, car elles correspondent à des déplacements de 40.000 et 70.000 individus fuyant la sécheresse.

Ces migrations circonstancielles montrent précisément, par surcroît, combien la notion de surpeuplement mérite d'être nuancée.

*

*

*

Cette approche de la nature des migrations ne peut être qu'un moment de notre analyse. Nous entrevoyons par l'étude de l'utilisation des gains provenant de l'émigration, l'insertion de l'émigration dans la vie des communautés ou collectivités dont les émigrants sont issus.

Entrons plus avant dans cette réalité dont nous voyons qu'elle ne peut être perçue par les instruments classiques de l'analyse des migrations.

Il s'agit de tenter un essai de compréhension de la réalité globale dont les migrations participent -

- P A R T I E I I -

ESSAI D'INTERPRETATION DES MIGRATIONS
EN FONCTION DE L'EVOLUTION HISTORIQUE
DANS L'OPTIQUE DU DEVELOPPEMENT.

IIème PARTIE.

- POSITION DU PROBLEME -

- A -

"Les migrations de population sont, en chaque période, une des formes de l'évolution historique. Elles sont inséparables des conditions historiques de leur époque"(1). Cette formulation très générale recouvre une réalité que l'on analyse souvent en montrant que "les conditions économiques qui règlent les formes de départ, les possibilités offertes par la technique, ou les besoins provoqués par la modification des méthodes de travail et l'accroissement des formes d'utilisation des ressources naturelles des divers milieux, les modes d'organisation économique et sociale, introduisent de telles différences dans la nature des mouvements de population, à la fois quant au nombre et au destin des migrants qu'il ne saurait être permis de rechercher une loi générale pour tous les temps".

- B -

Le phénomène de la mise en place et de l'implantation durable d'un appareil extérieur à Madagascar, nous est apparu, dans l'approche descriptive qui était celle de notre première partie comme l'élément déterminant permettant d'expliquer les courants migratoires intérieurs.

(1) P. GEORGES. Op. cité.

Dépassant l'approche purement descriptive des déplacements de population, nous voudrions tenter dans un premier moment de cette deuxième partie, un diagnostic de la situation engendrée par cette évolution historique. Ce diagnostic se propose d'intégrer un phénomène qu'une approche purement historique risquerait de laisser dans l'ombre : celui de l'accroissement démographique. Phénomène nouveau, récent, indépendant en quelque sorte de cette évolution historique - auquel il convient de donner sa vraie place dans l'explication de la situation à laquelle nous nous trouvons confronté dans les régions de départ.

Nous poursuivons l'ambition de présenter un diagnostic de la réalité observée. Qu'est-ce à dire ? La démarche répond au souci de mener l'analyse d'une manière opératoire, c'est-à-dire de telle façon qu'à partir du schéma explicatif de la réalité vécue que constitue le diagnostic, on puisse tirer les éléments de remèdes à la situation observée - en d'autres termes des éléments de thérapeutique(1). La démarche doit pour ce faire répondre à certaines conditions :

- Elle doit être analytique et structurale;
- Elle doit être totale.

La démarche analytique rend possible l'examen systématique de l'enchaînement des effets et des causes qui permettent de rendre compte de la nature particulière des migrations et de la réalité qu'elles expriment. L'approche en terme de structures permet dans une sorte de modèle de scinder cette réalité de façon méthodique afin de permettre le repérage des liaisons essentielles et

(1) Sur cette approche des problèmes, cf. J.C. PERRIN, Travaux sur la programmation à base régionale. Faculté de Droit et des Sciences Economiques. Tananarive. 1962.

partant de savoir en quels points une action a les chances d'avoir les effets optimum.

L'approche de la réalité vécue est totale - c'est-à-dire qu'elle ne restreint pas son champ d'investigation et se situe au niveau des structures économiques, sociales et mentales, l'action étant elle-même totale.

- C -

Nous tenterons cet essai de diagnostic dans le chapitre I de cette deuxième partie.

Dans un chapitre II, nous nous proposons de confronter les idées actuellement reçues sur la politique de migration à Madagascar, et les débuts de réalisation, avec le diagnostic auquel nous a conduit l'examen de la réalité observée.

Dans un chapitre III, nous dégagerons les éléments d'une thérapeutique qui nous paraissent découler logiquement du diagnostic du premier chapitre.

- CHAPITRE I -

Interprétation des courants migratoires en fonction de l'évolution historique dans l'optique du développement. Essai de diagnostic régional et global.

Nous définirons dans une Section I le cadre général de l'analyse historique dans lequel s'insère notre interprétation.

Dans une Section 2, nous tenterons une approche régionale du diagnostic.

L'objet de la Section 3 sera de présenter un diagnostic global de la réalité observée afin de dégager les ^{éléments} de réponse au problème de l'opportunité et de la possibilité d'une politique de migration.

Ce diagnostic sera essentiellement qualitatif étant donné l'absence de données statistiques. Néanmoins, l'aspect qualitatif du diagnostic ne saurait faire oublier qu'il repose sur l'interprétation de nombreux textes d'interviews, de dialogues, de réunions de groupe en milieu paysan, qui permettent de restituer la réalité de l'évolution analysée et d'en témoigner.

Section I - Le cadre général de l'analyse historique : Deux réalités face à face : l'Appareil extérieur et la réalité malgache. Les mouvements d'hommes.

La conquête française de 1896 aboutit à la mise en place d'une organisation apportée

de l'extérieur. Cette organisation est plaquée sur une réalité : la réalité malgache.

Quelle est la nature de l'organisation extérieure ? Quelle est cette réalité malgache ? Quels contacts s'établissent entre ces deux réalités ?

Paragraphe 1.- L'appareil extérieur.

La pénétration française à Madagascar s'accompagne de la mise en place progressive d'un type d'organisation particulier qui peut s'analyser comme un ensemble de structures simples et cohérentes entre elles.

Ces structures sont simples :

- un appareil administratif
- un appareil "économique" - qui se décompose en un appareil de production et un appareil de commercialisation.

L'appareil de production est constitué par les enclaves étrangères - (concessions) - et par les cultures riches qui vont se situer aux pourtours des villages (café, poivre, vanille,...) cultivées par les villageois.

L'appareil de commercialisation est l'appareil de traite - qui draine la production et alimente en produits importés le pays. S'y ajoute l'infrastructure : routes, ports, voies ferrées.

Ces structures sont cohérentes entre elles :

Cela ressort de la solidarité étroite entre l'appareil administratif et l'appareil économique pour atteindre l'objectif principal de l'organisation à savoir la production pour l'exportation et pour l'impôt.

Cette organisation exerce son activité dans ces localisations précises que sont : les villes portuaires ou intérieures où réside l'appareil administratif et commercial - et les concessions dont on peut repérer les foyers principaux sur la carte de migrations temporaires des peuples du Sud-Est et du Sud.

Paragraphe 2.- La réalité malgache.

Face à cette organisation extérieure, la réalité malgache se présente de façon assez homogène. Pour peu que l'on veuille bien détourner les yeux du palais royal merina et regarder vivre le peuple merina. Pour peu que l'on veuille bien chercher à voir ce qui unit plutôt que ce qui divise des différentes ethnies, on découvre un vie villageoise assez semblable.

Le village vit replié sur lui-même - en autosubsistance : la subsistance des villageois est assurée dans le village même et par eux. Production et consommation se fusionnent au niveau de la famille ou du village.

L'échantillonnage des productions est très faible et les procédés de culture sont ceux de la culture extensive.

Le type de rapport qui s'établit entre la personne et la terre qui la nourrit, est le support d'une forme de rapport entre les personnes qui composent la communauté villageoise : les rapports interpersonnels directs; à l'égalité de condition matérielle (conséquence de l'autosubsistance) correspond une forme de rapport dont le contenu essentiel est le respect de la hiérarchie par âge à l'intérieur de la famille étendue et celui de la hiérarchie des lignages à l'intérieur de la communauté.

Le mouvement d'accroissement naturel de la population est très faible. Pendant "la période hova", il est d'une "désespérante stagnation", écrit Louis CHEVALIER dans son livre MADAGASCAR - Population et Ressources (1), et l'auteur ajoute : "Madagascar présente une stagnation démographique qui vient de ce qu'une mortalité de conjoncture renforce périodiquement les effets d'une mortalité normale, qui, bien que forte, semble être un peu moins élevé que la fécondité" (p.69).

Paragraphe 3.- Les contacts.

Entre l'appareil administratif et commercial extérieur et l'univers villageois malgache, des contacts vont s'établir dans des rapports de dominant à dominés.

La compréhension des types des contacts qui vont se créer est inséparable de la connaissance de la logique du système importé de l'extérieur. Quelle est-elle? Quel est le rôle de l'organisation extérieure? Le rôle de l'organisation est faire fonctionner

(1) L. CHEVALIER. MADAGASCAR - Population et Ressources.
INED. 1952, p.71.

un système d'exploitation conçu par l'extérieur et au profit de l'extérieur. Le moteur du système est la capitation ou l'impôt personnel, souvent complété par un impôt en nature : le travail obligatoire ou les prestations. Pour payer cet impôt, le paysan doit travailler ou vendre des produits; les voies d'évacuation sont créées, le courant d'exportation alimenté, les dépenses administratives et commerciales couvertes.

"N'oubliez pas qu'à Madagascar, le mouvement économique dépend en grande partie de l'impôt indigène. Supprimez cet impôt et les exportations s'arrêteront", précise GALLIENI(1).

Le fonctionnement de l'appareil économique - représenté par les concessions, l'infrastructure routière, ferroviaire, portuaire, la ville coloniale - d'une part, et celui de l'appareil administratif d'autre part, vont nécessiter le recrutement d'une main d'oeuvre importante, non qualifiée en général, ou qualifiée pour les emplois subalternes dans l'administration, des maisons commerciales et des concessions.

Il ressort clairement de ce qui précède que ce sont les mouvements d'hommes, provoqués ou non par l'impôt, qui vont représenter la liaison essentielle entre l'organisation extérieure et le peuple malgache.

Ces contacts, nés de la force pure ou de la pression indirecte, vont avec le temps, "s'institutionnaliser", sans que le rapport de domination ne soit dépassé en une synthèse créatrice

(1) Lettres de Madagascar. Tananarive, le 25.2.04.

d'un univers humain nouveau. Des règles de jeu vont s'établir et peu à peu l'adhésion spontanée des individus aux règles du jeu va se généraliser. Insensiblement, du rapprochement des deux réalités extérieures, vont naître des interférences. L'univers humain villageois ne se maintient pas intact face à l'organisation extérieure. Les comportements changent et peu à peu les structures économiques, mentales et sociales se transforment.

Paragraphe 4.- Le phénomène récent de l'accroissement démographique.

M. Louis CHEVALIER, dans son ouvrage MADAGASCAR, Population et Ressources(1), distingue, dans une étude du fait démographique à Madagascar, deux périodes bien distinctes - l'une "ancienne" de stagnation, qui "semble se perdre dans la nuit des temps" est caractérisée par "une mortalité de conjoncture" renforçant périodiquement "les effets d'une mortalité normale qui, bien que forte, semble être un peu moins élevée que la fécondité" (p.70) - l'autre, dont on peut situer l'avènement autour des années 1946-1950, est une phase de progression dont la cause essentielle, "unique", est la diminution de la mortalité. Cette baisse de la mortalité est rendue possible par l'application aux populations malgaches de "procédés nouveaux et puissants de lutte contre la maladie et la mort, indépendamment de toute transformation des structures économiques et sociales de l'Ile" (p.71).

Cet accroissement démographique est chiffré, en 1962, par le Service de la Statistique et des Etudes Economiques : les taux d'accroissement sont de l'ordre de 2,5 à 3 % par an.

(1) PUF. 1952. Op. cité.

*
* *
*

L'évolution des migrations dans les soixante dernières années et les migrations actuelles nous offre l'occasion d'analyser ces transformations successives, au niveau de l'univers villageois, du fait du rapprochement historique et l'incidence de l'accroissement démographique sur la situation actuelle.

La complexité de l'analyse ressort aussi bien de l'enchevêtrement des causes, des motivations et des effets dans un même univers humain : le pays et le peuple Antaisaka, par exemple, que de l'inégale pénétration et influence du système extérieur dans chacune des ethnies, pour des raisons qui tiennent à la politique, à l'économie, à la géographie, ou à l'histoire; et aussi à la réaction différente de chacune des ethnies aux pressions et incitations extérieures.

Nous serons donc amené à nuancer fortement, dans un premier moment, notre analyse, en passant de la Côte Sud-Est et Sud à la région Merina et Betsileo, quitte en dernière analyse à faire ressortir les ressemblances profondes.

*
* * ;
*

Section 2.- Les Situations régionales.

C'est dans les régions côtières qu'apparaissent avec le plus de clarté, sinon avec le plus de simplicité, les rapports qui vont s'établir entre l'appareil extérieur et l'univers malgache et les interférences nées de ces rapports.

Après avoir analysé le phénomène de la migration Antaisaka, nous examinerons la migration Antandroy. La migration Antaimoro nous fournira l'analyse de transition à celle des migrations Merina et Betsileo(1).

Sous-section 1 : le pays Antaisaka et la migration

Sous-section 2 : le pays Antandroy et la migration

Sous-section 3 : le pays Antaimoro et la migration

Sous-section 4 : le pays Merina et Betsileo et
la migration.

Sous-section 1. - Le pays Antaisaka et la migration.

"Nous qui restons ici, nous sommes tous des vieux, sans force. C'est pour cela que Vangaindrano n'avance pas, parce qu'épuisé par Tamatave, par Diégo, par Majunga".

Paysan Antaisaka (Vangaindrano).

Nous avons vu - Partie I, chapitre IV - l'importance numérique des migrations Antaisaka et plus particulièrement des migrations temporaires : 30 à 50 % des hommes en âge de payer l'impôt absents dans 14 villages au cours d'une enquête faite en 1957. Un sondage très restreint en 1961 fait ressortir les mêmes pourcentages.

Une émigration d'une telle ampleur invite à un examen approfondi des enchaînements des causes et des effets qui aboutissent à cet état de chose et des conséquences sur l'univers villageois d'une telle évolution au point de vue des structures économiques, sociales et mentales.

Situation de départ :

La situation à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle est la suivante :

(1) Cette analyse est menée dans l'optique des migrations. Le lecteur pourra trouver dans les rapports régionaux CINAM - COMMISSARIAT AU PLAN, Décembre 1962, une analyse socio-économique d'ensemble.

Très peu de contacts ont été établis avec l'extérieur. Au début du XIXème siècle, au temps de Radama I, un certain nombre d'hommes - 400 dit la tradition - ont été recrutés par des Anglais et conduits par des Merina, pour aller travailler le caoutchouc dans le Nord-Ouest de l'Ile - à Soalala. Au milieu du XIXème siècle, des travailleurs ont été recrutés pour travailler sur les plantations réunionnaises et mauriciennes de la Côte Est Betsimisaraka. C'est à peu près les seuls contacts du pays Antaisaka avec l'extérieur.

La société Antaisaka(1) est très fortement structurée en tribus et clans. A un niveau inférieur, c'est la famille étendue (raiberaiki, ou la-hatri) groupant tous les descendants d'un même ancêtre encore vivant, qui forme la cellule de base.

Le village est replié sur lui-même vivant en autosubsistance. A l'intérieur du village, la hiérarchie villageoise est fondée sur le statut des personnes, et non sur la richesse individuelle.

La population est en faible accroissement démographique, du fait du taux très élevé de la mortalité.

Premier moment.-

A l'organisation française correspond très vite une émigration forcée et des départs provoqués par la nécessité de se procurer l'argent pour l'impôt. H. DESCHAMPS, dans son étude sur Les ANTAISAKA,

(1) cf. H. DESCHAMPS. Les ANTAISAKA. Thèse Lettres. Paris Ed. Tananarive. 1936.

écrit : "Les Antaisaka émigrèrent en masse, 8.000 en 1903, 9.000 en 1908, pour le seul district de Vangaindrano, qui comptait moins de 20.000 hommes valides"(1).

Ce sont les premiers départs importants et ils s'effectuent sur l'impulsion d'un phénomène extérieur au pays Antaisaka.

De l'argent, gagné en émigration, est rapporté dans le village. Une fois l'impôt payé, un surplus monétaire reste disponible. Quoique faible en quantité, il est important de connaître son emploi. Nous lui trouvons trois destinations principales :

- l'achat de boeufs (pratiqué en émigration)
- les dépenses liées aux coutumes traditionnelles; essentiellement pour le culte des Ancêtres et des morts;
- les dépenses nouvelles - soit menues dépenses pour l'alimentation (sel, sucre, poivre, huile, pétrole) soit des tissus, marmites, biens nouveaux pour le pays.

Les départs ne sont pas liés à un surpeuplement de la région, en terme de déséquilibre population-ressources.

La satisfaction des besoins (dépenses traditionnelles et dépenses nouvelles) est rendue possible par de l'argent dont la source est extérieure à l'univers villageois. Il ne provient pas d'une évolution interne, autonome, de cet univers. Les nouveaux besoins ne sont pas adaptés à des ressources qui proviendraient d'une

(1) H. DESCHAMPS. LES ANTAISAKA. Op. cité. p.192.

amélioration des techniques de culture, d'une meilleure maîtrise du sol.

Il se produit, dans ce premier moment, au niveau des structures sociales et mentales une évolution qui, bien que faible, est intéressante à noter :

- l'argent vient amplifier les dépenses traditionnelles à l'intérieur de la communauté;
- l'acquisition de biens nouveaux vient donner un contenu réel aux rapports interfamiliaux, dans le cadre d'une lutte de prestige.

La hiérarchie traditionnelle n'est pas modifiée, mais les structures mentales s'ouvrent à de nouvelles valeurs.

Les départs sont relativement importants. Touchant les hommes dans la force de l'âge, ils soustraient à l'activité de production des bras dont l'absence ne peut manquer d'être ressentie. En fait ces premiers départs sont de durée limitée, 1 à 2 ans, et les femmes et les hommes âgés assurent les travaux de culture.

Deuxième moment.

Dans les années 1925-1929, les départs vont s'amplifier. La pression extérieure se maintient. Les années 1925-1929 sont précisément des années de prospérité pour l'appareil économique extérieur : les plantations, la ville administrative et commerciale (Manakara, Farafangana, Tamatave, Diégo-Suarez, Majunga, Tuléar), les travaux d'infrastructure routière, ferroviaire,

portuaire, ont besoin de forts contingents de main d'oeuvre. Le recrutement, pratiqué sur la demande des planteurs, avec l'appui de l'administration, par des recruteurs patentés, se fait en grande dimension. Parallèlement, les départs libres, avec (ou sans) délivrance de passeports sont très nombreux. H. DESCHAMPS, les évalue à plus de 6.500 en 1928 et plus de 4.000 pour les autres années. Ces départs touchent au moins 30 % des hommes valides pour des durées assez longues, 2 à 5 ans.

L'argent gagné pendant la période précédente, a été à l'origine de comportements qui jouent dans le sens d'une amplification des dépenses traditionnelles et de l'acquisition de biens nouveaux - qui poussent d'autres hommes à partir. L'argent "suivi" dans un premier temps, est désiré.

Du fait de ces nouveaux départs, des sommes d'argent, de plus en plus importantes en volume, rentrent en pays Antaisaka : "le seul bureau de poste de Vangaindrano, qui dessert 65.000 habitants, a payé en 1928, année de prospérité plus de 1 million et demi de francs pour mandats extérieurs. En 1933, année de crise, il en payait encore 750.000 francs. A l'argent rapporté par les émigrants vient s'ajouter tout ce qu'ils rapportent avec eux"(1).

L'argent rapporté ou rapatrié est employé aux dépenses suivantes :

- le paiement de l'impôt
- les bocufs
- les dépenses liées aux coutumes (culte des morts)

(1) H. DESCHAMPS. Op. cité p.196.

- les dépenses pour achat de biens nouveaux (cases, habillements)
- les achats d'aliments pour la soudure;

Pas plus que dans la période précédente, l'argent ne provient d'une évolution des moyens de production sur place, ou de leur meilleure utilisation.

Les dépenses-traditionnelles ou nouvelles - que permet l'argent, apparaissent de plus en plus comme des luttes de prestige à l'intérieur de la communauté.

Apparaissent les dépenses d'achat de nourritures pour la soudure. Les absences entraînant une baisse de la production.

Les structures mentales évoluent de façon quasi irréversibles : le milieu naturel ne peut procurer l'argent que l'émigration procure et les besoins de nature très particulière deviennent plus importants.

Troisième moment.

A la période de stagnation économique des années 1930 correspond un ralentissement passager du courant d'émigration à grande distance, du fait de la diminution du recrutement. Dès 1934, les émigrations reprennent et le volume est accru, sauf pendant les années 1947-1948, années de profonds bouleversements sur la Côte Est, du fait de la rébellion (1), et pendant

(1) Retard rattrapé en 1948-1949 avec les recrutements massifs de quasi-répression.

les années de l'immédiat après guerre du fait des hauts prix du café. Les migrations vont aller s'accroissant pour atteindre des niveaux très élevés jusqu'au moment de l'Indépendance où les contrôles au départ sont totalement supprimés.

Que se passe-t-il ? A quelle situation correspondent ces départs ?

a - Les phénomènes que nous avons notés dans les phases précédentes jouent à plein.

Les dépenses à propos des morts (boeufs tués, lamba, nourritures), devenues très importantes, nécessitent de plus en plus d'argent (fête du "hazolahy" notamment). On s'endette à des taux usuraire - 10.000 francs remboursés 40.000 francs après un an - pour satisfaire aux exigences nouvelles de la lutte de prestige entre les vivants dont les morts sont l'occasion.

Les dépenses nouvelles - ostentatoires ou "fonctionnelles" - se multiplient. Construction de cases en ciment, tombeaux somptueux, dépenses d'habillement.

L'argent rapporté d'émigration(1) provoque, du fait de son utilisation, une inflation caractérisée des prix des produits courants et des biens immobiliers - qui provoque le nouveau départ d'émigrants ayant épuisé rapidement le pécule ramené, et le départ de nouveaux émigrants.

(1) dont nous avons signalé l'importance dans les 10 dernières années. Partie I, chapitre III.

L'effet d'imitation joue à plein et provoque le départ systématique d'individus de plus en plus jeunes. Phénomène aggravant : la scolarisation qui détourne le jeune d'un travail à la terre. Les comportements de rupture avec le milieu deviennent la règle.

Les sources d'argent sur place, déjà faibles par apport à ce que procure l'émigration, sont devenues quasi inexistantes du fait des très bas prix du café.

b - Pendant toute cette période des 20-30 dernières années, l'augmentation de la population est forte et vient aggraver une situation qu'elle n'a pas fait naître. Les départs ont été provoqués d'abord - puis sont devenus spontanés - sous l'influence d'une évolution des structures mentales liées à l'acquisition de l'argent provenant d'une activité extérieure à l'univers villageois. Cet argent a été à l'origine de la création de comportements irréversibles - permettant de faire des dépenses que les ressources du milieu n'autorisaient pas.

L'accroissement démographique élevé - les migrations sont temporaires - trouve un exutoire dans l'émigration sans que les potentialités de la région de départ aient été sollicitées, sans que les méthodes de culture aient évolué, sans que l'agriculture ait dépassé le stade de la culture extensive.

La région de Vangaindrano nous apparaît comme une région qui, du point de vue éco-

nomique, est soutenu artificiellement par l'extérieur et où l'agriculture dépérit.

Le peuple Antaisaka nous apparaît comme un peuple où les structures sociales se dégradent par une individualisation de la richesse, procurée par l'extérieur, et pour quelques individus.

L'homme Antaisaka, pris entre deux systèmes de valeurs, l'un d'amplification débridée des coutumes traditionnelles, l'autre empruntée à l'extérieur, se dégrade dans une lutte de prestige inefficace - le jeune Antaisaka recherche l'argent pour lui-même et de plus en plus pour des dépenses en dehors de la communauté villageoise, à la ville.

Le système extérieur qui permet l'intrusion de l'argent dans l'univers villageois, et la satisfaction des besoins que l'on sait, est à l'origine d'un appauvrissement du milieu et d'une transformation des structures mentales qui rend cumulatif cet appauvrissement, et qui font évoluer l'homme et l'univers villageois de façon somme toute aberrante.

*

*

*

Étant donné l'augmentation de la population, dont le taux d'accroissement, calculé en 1962, est de l'ordre de 2 % par an, étant donné d'autre

part la relative exigüité des terres et l'évolution passées, il ne saurait être question de poser, même en hypothèse d'école, que le retour des Antaisaka émigrée serait souhaitable pour une mise en valeur rationnelle de la région.

Il est certain même que dans une perspective de développement de la région Antaisaka, des micro-régions, comme les basses vallées des fleuves Mananara et Masianaki par exemple, où l'on compte des densités de 80 et 100/km², apparaissent d'ores et déjà comme très peuplées - mais une émigration à partir de ces basses vallées n'est ^{pas} une fin en soi.

La constatation de ce processus cumulatif de dégradation de l'univers humain invite à considérer - en lui-même - le problème de la région de Vangaindrano, des migrations Antaisaka et du développement du paysan Antaisaka. Ainsi se trouve posée une "politique de restructuration globale" de la société en liaison avec l'assainissement économique de la région qui soulève des problèmes généraux que nous évoquerons au chapitre III de notre travail.

Sous-section 2.- Le pays Antandroy et l'émigration.

"Nous ne pouvons abandonner notre terre, si sèche soit-elle. La terre humide nous est simplement l'occasion de gagner de l'argent".

Paysana Antandroy - Ambondro Ambovombe -
Février 1963.-

Position des Problèmes.

Nous avons mis en évidence dans notre partie I, chapitre III :

- l'importance de volume des migrations Antandroy
- le caractère essentiellement temporaire de ces migrations,
- l'utilisation quasi exclusive de l'argent rapporté de l'émigration à longue distance à l'achat de boeufs.

La simple constatation (1) de l'accroissement démographique en pays Antandroy, de la pauvreté des terres et de la faiblesse des revenus monétaires actuels ou potentiels, a conduit à poser comme impérative une intensification de l'émigration - définitive - que la CINAM n'a pas hésité à chiffrer à 3/4 de la population dans les 15 ans à venir par référence à des normes de revenus considérés comme acceptables sur place pour une famille moyenne(2).

A cette démarche, il nous paraît préférable d'en substituer une autre; il nous semble en effet :

1^o que la démarche préliminaire à toute définition d'une politique d'émigration passe par une explication significative des phénomènes que nous avons mis en évidence. Ce qui revient à poser comme préalable l'explication du caractère temporaire de la migration et la recherche de la signification du boeuf, dont l'acquisition est la motivation essentielle, sinon la seule, des départs.

2^o que c'est à partir de l'explication de ces caractéristiques fondamentales de la migration Antandroy que doit être reposé le problème des migrations Antandroy.

(1) Il est curieux de remarquer que l'approche du pays Antandroy a rarement dépassé la simple constatation de la sécheresse et de l'existence de troupeaux de boeufs.

(2) CINAM, Rapport Sud. Op. cité.

3^e que ce n'est que par une approche historique de ces problèmes que nous pouvons comprendre la signification actuelle de ce problème.

Evolution historique.-

L'isolement géographique, l'âpreté du climat et des hommes, a fait pendant longtemps de l'Androy une région à part à Madagascar. La Royauté Merina s'est arrêtée à ses frontières et l'administration française a rencontré là ses plus grandes difficultés d'implantation (1).

Avant les années 1922, aucun Antandroy n'avait émigré au delà des limites de l'Androy.

Le peuple Antandroy, structuré en clans et lignages vivait replié sur lui-même. Le village vivait en autosubsistance, - groupé autour du parc à boeufs, à l'abri des raketa. Le village se déplaçait en fonction de la nécessité de trouver des pâturages. L'augmentation de la population sur les terres de Sud sédimentaires (Ambovombe) entraînait peu à peu une fixation des villages.

Vivant en autosubsistance, la forme de rapports qui était privilégiée était celle des rapports interpersonnels fondés sur la hiérarchie des clans, des lignages et des âges à l'intérieur de la communauté villageoise.

1.- Les premiers contacts avec l'extérieur - par les migrations -

Dans un premier temps, comme ce fût le cas en pays Antaisaka, les déplacements furent provoqués.

(1) cf. DECARY. L'ANDROY. Paris 1930.

Dans les années 1922-1923-1924, ce fut le recrutement d'un millier de tirailleurs. Puis en 1925, le prélèvement de main d'oeuvre pour l'Ile de la Réunion (trois mille hommes) - "Ce ne furent nullement des volontaires qui partirent" dit DECARY dans son livre sur l'Androy.

En 1926, commencèrent les premiers recrutements administratifs pour les besoins en main d'oeuvre qui s'accroissaient du fait du développement de l'appareil économique extérieur, accroissement auquel la main d'oeuvre Antaisaka ne pouvait plus suffire.

Dans le même temps, la rakaita, qui était la nourriture des hommes et des bêtes dans les périodes de sécheresse, fut anéantie par la cochenille. Ainsi les recrutements s'en trouvèrent facilités. *v. H. Guerin Terre Malgache n° 7.*

Le travail en émigration laissait disponible entre les mains des émigrants un pécule qui, au retour au village, était converti immédiatement en boeufs.

Il en résultait pour le propriétaire - le chef de lignage propriétaire et gardien du parc à boeuf, un accroissement de richesse, donc de prestige. Ceux qui étaient restés au villages voyaient l'avantage que pouvait procurer le travail "andafy".

2.- Sur la pression de l'impôt et du désir d'enrichissement, les départs devinrent plus nombreux. Soit par recrutements, soit libres, ils allèrent en s'amplifiant pour atteindre les proportions dont nous avons fait état

au chapitre III de notre Partie I. De plus en plus d'hommes partirent, d'autant plus longtemps que le nombre de boeufs qu'ils désiraient acquérir était plus grand; et ce nombre était d'autant plus important que l'enjeu était une lutte de prestige à l'intérieur de la communauté. L'argent acquis en émigration, à l'extérieur de l'univers villageois, pénétrait dans cet univers demeuré inchangé et venait amplifier le système de valeurs traditionnelles en permettant de lui donner un contenu réel qui se concrétisait dans les boeufs.

*

* * *

Le boeuf.-

Le mode de vie Antandroy est donc centré autour de la possession des boeufs.

Pourquoi cette utilisation systématique de l'argent dans l'achat de boeufs ? Quelle est la signification du boeuf en pays Antandroy ?

On a écrit beaucoup de choses à ce sujet et on a cru tout dire en parlant d'un élevage "contemplatif" ou d'un élevage "sentimental". Peut-être est-ce en terme poétique que pourrait le mieux se traduire l'amour démesuré de l'Antandroy pour le boeuf. Mais le recours à la sensibilité ne saurait épuiser la valeur très concrète du boeuf dans la vie de la communauté Antandroy.

"Réserve", "caisse d'épargne", "coffre", "banque", sont les termes qu'emploie volontiers l'Antandroy pour répondre au premier interlocuteur qui lui demande "que signifie pour vous les boeufs ?" La réponse

est un peu celle que l'on souhaite obtenir et l'Antandroy ne s'y trompe pas, qui emploie les termes empruntés au vocabulaire de l'économie extérieure et de ses agents.

Le boeuf est sans doute la seule certitude dans cet univers où la vie est si dépendante du climat. Mais la sécurité matérielle que le boeuf procure, aussi réelle soit-elle, paraît en fait bien secondaire quand on sait que l'homme accepte la pire misère corporelle pour conserver son troupeau, ou ses quelques boeufs, dont la valeur marchande se déprécie au fur et à mesure que sa misère corporelle augmente, dans les périodes de sécheresse.

L'Antandroy se refuse jusqu'à la dernière extrémité à tuer ses boeufs, préférant la disette. Il n'envisage pas à plus forte raison, de les vendre pour payer l'impôt ou de menues dépenses. L'Antandroy est prêt à en tuer beaucoup ou à les tuer tous au moment de la mort d'un proche parent. C'est qu'il est plus important de mourir riche que de vivre pauvre - ou d'afficher sa pauvreté après avoir été riche - et qu'il est prestigieux de montrer sa richesse au moment de sa mort, et d'utiliser les boeufs comme intermédiaires bienveillants auprès des ancêtres - bienveillance demandée pour les vivants.

Le boeuf ne possède en fait ni la valeur d'usage qu'ont les biens destinés à être consommés, ni la valeur marchande d'un bien de l'économie de marché.

(1) Cela est un début d'analyse - qui nous suffit ici. Dans une étude approfondie de la réalité Antandroy, l'analyse devrait bien entendu être poussée jusqu'à une compréhension totale de la société Antandroy à partir de l'examen de la signification du boeuf.

Conséquences quant à l'émigration.-

On conçoit, dans ces conditions, combien l'émigration n'a représenté en fait jusqu'ici qu'une insertion temporaire de l'homme Antandroy dans l'économie. Combien mérite d'être nuancée l'affirmation selon laquelle les départs vers le Nord sont la réaction à un milieu hostile. Sans vouloir minimiser l'importance des départs liés à la recherche de subsistances dont nous avons vu l'ampleur certaines années de grande sécheresse et que nous avons qualifié de "circonstantiels", l'émigration Antandroy nous apparaît, d'une façon très générale, comme l'expression privilégiée d'un attachement très fort à un mode de vie.

Il y a là, à notre avis, un obstacle dirimant à une émigration importante et définitive hors de l'Androy, dans l'état actuel des rapports et des valeurs qui prévalent à l'intérieur de la société Antandroy.

On pourrait être tenté de penser que la meilleure solution serait alors de laisser faire et de continuer à considérer l'Androy comme le réservoir de main d'oeuvre des concessions. Au besoin même de délaisser volontairement cette région, afin de rendre le courant d'émigration plus certain et plus régulier (1).

Il y aurait là, à notre avis, une grave erreur. La politique qui a consisté à ne vouloir voir dans l'Antandroy qu'un gardien de boeufs

(1) N'était-ce pas la politique délibérément suivie pendant les années de colonisation ?

ou un manoeuvre a pu être pratiquée jusqu'ici du fait de la très forte cohésion des communautés villageoises Antandroy et de la valeur particulière reconnue aux boeufs par l'Antandroy.

A cette politique qui refusait de considérer que l'homme du Sud put évoluer dans son milieu géographique et social, l'Antandroy a réagi jusqu'à maintenant en conservant un système de valeurs qui préservait son intégrité. L'émigration et l'argent lui ont donné les moyens d'une amplification des dépenses en boeufs. L'accumulation des boeufs est devenue de plus en plus l'enjeu d'une lutte de prestige à l'intérieur de la communauté villageoise. On ne saurait reprocher en aucune façon à l'Antandroy ce comportement qui le pousse à accumuler les boeufs. L'appareil extérieur s'est simplement soucie d'utiliser la main d'oeuvre Antandroy, et non de développer l'homme dans son pays. Quoi de plus légitime que cet emploi de l'argent, dont la source est extérieure, dans le cadre du système de valeurs traditionnelles ? Il n'en demeure pas moins que cette évolution spontanée risque d'aboutir à des luttes stériles - d'où peuvent ressortir vainqueurs quelques "mpanarivo" (1) mais où s'épuisent les petits propriétaires de boeufs. N'y a-t-il pas là en gestation la formation d'une classe de grands propriétaires ?

*

* * *

Si dans une vue statique des choses, il peut paraître légitime d'insister sur la valeur particulière du boeuf et sur l'élément de cohésion qu'il représente, une approche dynamique laisse

(1) traduction : "millionnaires", "richards", "riches".

entrevoir une évolution des structures mentales dont on ne saurait mésestimer l'importance. L'argent fait naître des comportements d'indépendance que vient renforcer le contact permanent avec l'extérieur et des valeurs nouvelles.

La perception que l'on peut appeler "classique" du pays et du peuple Antandroy, qui s'est formée pendant la période de domination de l'appareil extérieur, mérite d'être revue. Au delà d'une évolution aberrante de la société, ou de la perspective de voir les jeunes Antandroy devenir les manoeuvres à vie, il y a, semble-t-il, la solution non envisagée jusqu'à maintenant de décider le développement de l'homme dans son milieu géographique et social, par une politique concertée d'encadrement et d'éducation à partir de ce qui existe : l'homme, le boeuf et la sécheresse.

L'Antandroy se trouve, par l'émigration, en contact prolongé avec des villes et des régions qu'il estime, à tort ou à raison, bénéficiaire de multiples avantages : commercialisation des produits, prix des produits, scolarisation, hygiène, encadrement agricole, etc... Il estime que beaucoup peut être fait dans son pays - sans que l'eau y soit amenée en abondance. Des expériences l'ont d'ailleurs montré (1). Ce sentiment de frustration peut aboutir, chez la jeune génération, s'il se développe, ou bien à une émigration définitive de manoeuvres salariés, ou bien à une dégradation rapide de la situation socio-politique.

(1) cf. L'Etude de M. GUÉRIN. Une expérience de modernisation rurale dans l'Extrême Sud de Madagascar, Tananarive.

Nous examinerons dans notre chapitre III, les modalités et les conséquences à tirer d'une semblable perception des choses.

Sous-section 3.- Le pays Antaimoro et l'émigration.

"Actuellement, nous avons beaucoup de terres en friche; nous ne voyons pas la nécessité d'une émigration extérieure. Mais ce qui nous manque c'est la force et l'argent pour les cultiver". (Paysan Antaimoro-Vohipeno).
"Ce que nous voulons, c'est de l'argent pour que nos enfants puissent aller à l'école". (Paysan Antaimoro-Vohipeno).

Pour l'observateur étranger, la région du Sud-Est se présente comme une région parfaitement homogène géographiquement, économiquement et humainement, depuis Manakara jusqu'à Vangaindrano.

Cette vue des choses, qui, à un niveau d'analyse abstraite, peut être considérée comme satisfaisante, risque de conduire à de graves mécomptes à partir du moment où l'on fait de cette notion d'homogénéité un concept opératoire. Car, elle tronque la réalité en assimilant des peuples aussi différents que le sont les Antaimoro et les Antaisaka. Différents pour des raisons qui tiennent à la géographie et à l'économie, mais surtout à l'histoire.

Les terres de la Matitana, du Faraony et de la Namorona sont plus riches que les terres de la Mananara ou de la Masianaki et les terres riches y sont plus larges. Les hautes vallées des fleuves de la région Antaimoro sont plus fertiles et offrent des

espaces plus vastes aux défrichements et les zones interfluviales y sont moins dégradées.

L'émigration intérieure à partir des basses vallées des fleuves vers les hautes vallées et dans les zones intermédiaires est possible dans de bonnes conditions.

C'est ainsi qu'à la période de l'implantation du café (dans les années 1930 à 1940) dans les régions peuplées a rapidement correspondu un essaimage (mifindra tany) à l'intérieur du pays (ambani- volo) lié à l'extension de cette culture. Les jeunes gens de la Basse Matitana se sont déplacés en grand nombre vers Lokomby, Bekatra, Ifaniria, fondant de nouveaux villages et plantant du café. Depuis la baisse du café, cet essaimage tend à se ralentir, la perspective de gains monétaires ne jouant plus le rôle de stimulant.

Le café est arrivé avec les colons qui se sont appropriés les terres les plus riches dans les zones peuplées du Faraony et la Haute Matitana. Pour faire démarrer les concessions puis les entretenir, les exploiter, la main d'oeuvre locale était requise. Le paysan Antaimoro trouva sur place des sommes nécessaires à l'acquittement de l'impôt, ce que l'Antaisaka ne pouvait obtenir dans son pays.

D'une certaine manière, le paysan Antaimoro trouvait sur place, dans son pays, des possibilités de se procurer l'argent qui motivait les départs des Antaisaka.

Toutefois, le paysan Antaimoro ne put se procurer dans ses activités intérieures, les sommes que l'Antaisaka se procurait et se procure encore en émigration. Le paysan de Lokomby ou d'Andemaka ne travaillant sur la concession C.A.I.M., par exemple, que pour se procurer les 2.500 francs de l'impôt. Cent pieds de café pour une famille pouvaient rapporter 15.000 francs dans l'année, ils rapportent 8.000 francs maintenant.

La richesse relative de la région Antaimoro ne peut expliquer, à elle seule, la très forte prépondérance de l'essaimage à l'intérieur des limites du pays Antaimoro.

Il faut, à notre avis, en rechercher la cause dans la très forte structuration de la société Antaimoro, héritée des origines arabes de ce peuple(1), héritage dont peu à peu il a fait une marque de différenciation vis-à-vis des autres peuples, en l'affirmant.

La très forte cohésion de la société Antaimoro et l'affirmation de son originalité en contribuant à retenir les hommes dans un pays, le préservait en même temps, et les préservait, des contacts avec l'extérieur notamment ceux induits par l'argent arrivant en masse importante.

On ne trouve pas en pays Antaimoro l'amplification "débridée" des dépenses liées aux coutumes ancestrales, ni cette avidité d'emprunter au système de valeurs importées des consommations que l'on trouve en pays Antaisaka.

(1) Nous nous permettons de renvoyer au chapitre sur les Antaimoro de S. VIANES in Les Malgaches du Sud-Est, publié sous la direction d'H. DESCHAMPS.

*

* *

A ses origines arabes, le peuple Antaimoro, tout au moins les catégories du peuple Antaimoro appartenant aux anciens clans régnants et devins, (les Antony et les Antalaotra notamment) avait une certaine tradition d' "intellectualisme" (rive gauche de la Basse Matitana). Une partie de la population a pu profiter très vite de la scolarisation et de ses avantages. D'autant plus que ces clans après avoir été les points d'appui de la royauté Marina, furent au moins au début, les points d'appui recherchés par l'administration française.

Sans donc vouloir généraliser à l'ensemble du peuple Antaimoro, on peut dire que depuis les origines, une catégorie de la population se trouvait immédiatement disponible pour une accession à des emplois subalternes de l'administration et du commerce du système extérieur. Et c'est une des caractéristiques des émigrations Antaimoro que cette migration sociale qui fait un peu de la Matitana le "Fandriana" de la Côte Est.

*

* *

Ainsi l'émigration Antaimoro nous apparaît, de façon très générale, comme une migration intérieure de paysans, liée à la culture du café, et pour une minorité comme une migration s'accompagnant d'un changement de secteur d'activité.

La catégorie qui apparaît comme quasi exclusive en pays Antaisaka et exclusive en pays Antandroy, à savoir celle de manoeuvre salarié temporaire, se trouve ici marginale. Manakara, ville en pays

Antaimoro, reçoit au fait plus de main d'oeuvre de Vangaindreno qu'elle n'en reçoit de l'intérieur des terres Antaimoro.

Cette analyse de la situation en terme statique qui conduit à penser que la migration Antaimoro est "saine" par rapport à la migration Antaisaka et Antandroy, ne doit pas nous cacher dans quelle dynamique se trouve pris l'univers villageois.

L'accroissement démographique est très fort en pays Antaimoro - de l'ordre de 2,5 % calculé en 1962. Les vallées des fleuves Matitana, Namorona, Faranony, Manao, sont des régions où les densités avoisinent 100 au km². Une adaptation spontanée, liée à une structure sociale très forte, et à des conditions économiques favorables, a conduit les Antaimoro à une occupation géographiquement satisfaisante des terres intérieures. Cette émigration peut être considérée comme "saine" dans la mesure où elle a permis d'éviter les phénomènes de déstructuration remarquables dans la société Antaisaka.

Les potentialités de la région Antaimoro apparaissent très élevées(1).

Etant donné les comportements irréversibles créés par l'argent du café, qui a permis une relative aisance, on peut aisément entrevoir un processus d'abandon des terres par les jeunes, comparable à ce qui s'est passé en pays Antaisaka, quelle que soit la force des structures sociales. L'ambition suprême des paysans Antaimoro est de voir leurs enfants faire des études et

(1) cf. Rapport BURDIER. COMMISSARIAT AU PLAN. 1962.

"arriver à Tananarive". En supposant qu'il y ait là une solution - ce qui est très contestable - peu pourront y parvenir. Les Antaimoro, qui s'y sont toujours refusés, accepteront-ils de ne devenir que des manoeuvres des villes qui ne sauront les employer ?

Le problème de la migration nous apparaît ici, plus qu'ailleurs, peut-être du fait des potentialités de la région, comme un problème secondaire. Le problème le plus urgent nous paraît être d'éviter une destructuration rapide de la société Antaimoro sans perspective de restructuration satisfaisante. On ne peut l'éviter, à notre avis, qu'en considérant la migration comme la phase seconde d'une politique plus générale et immédiate d'assainissement économique de la région Antaimoro. Nous nous expliquerons sur cette notion dans le chapitre III de cet exposé.

Sous-section 4.- Le pays Merina et Betsileo et l'émigration.

"Le seul moyen ici, chez nous, pour avoir de l'argent, c'est l'agriculture et l'élevage. Pourtant dans notre village, des hommes qui devraient se consacrer à ne faire que cela, sont partis dans les pays des autres pour chercher de l'argent". (Paysan Merina, région de Manjakandriana).

Les contacts qui s'établissent dans les régions côtières entre l'appareil administratif, économique et commercial imposé de l'extérieur et l'univers villageois sont relativement simples : ou bien ils naissent des besoins en main d'oeuvre de l'appareil économique et commercial extérieur et ce sont les déplacements d'hommes sur les concessions ou dans les villes côtières; ou bien,

ils résultent du plaquage au pourtour du village d'une culture riche. Pour le pays Antaimoro, nous avons noté des migrations de nature différente pour des raisons historiques, géographiques et tenant à la structure sociale. Nous avons examiné dans l'un et l'autre cas, les conséquences qui résultent de ces contacts sur l'univers villageois.

*

* * *

La réalité des Plateaux est plus complexe et de ce fait les contacts qui s'établissent progressivement entre l'appareil importé de l'extérieur et le pays Merina et Betsileo sont plus subtils. Nous analyserons d'abord en deux paragraphes la nature de ces contacts en rapport avec l'émigration. Dans un troisième paragraphe, nous introduirons dans notre schéma explicatif la variable accroissement démographique. Dans un paragraphe 4, nous tirerons les enseignements de la situation analysée dans les paragraphes précédents en posant, en termes généraux, les éléments d'une thérapeutique du point de vue de la politique de migration.

Paragraphe 1.- L'utilisation des avantages historiques et géographiques des pays Merina et Betsileo par l'appareil extérieur et l'amplification de ces avantages.

L'organisation apportée de l'extérieur trouve sur les Plateaux une situation qui historiquement et géographiquement présente des caractéristiques qu'elle va utiliser et ainsi amplifier.

- A -

a - Le pays Merina, et le pays Betsileo à un moindre degré, avaient une tradition d'administration centralisée et des hommes formés à des tâches administratives - notamment en pays Merina dans les castes Andriana et Hova.

Ces pays étaient les seules régions de Madagascar où la scolarisation ait pris un certain essor.

b - Ces régions étaient d'autre part les seules où "l'urbanisation", bien qu'à ses débuts, connaissent un certain développement - où les paysans et leurs techniques de culture apparaissent des éléments favorables à une mise en valeur de terres nouvelles.

- B -

a - L'organisation extérieure va utiliser les traditions d'administration et pousser la scolarisation afin de disposer les cadres subalternes nécessaires à son administration, son commerce et ses plantations.

Cette politique délibérée de l'organisation extérieure va en quelque sorte créer les conditions d'une amplification cumulative des avantages pour quelques uns - et peu à peu les Plateaux vont devenir les principaux, sinon les seuls fournisseurs de l'administration, du commerce, des plantations, en cadres subalternes qualifiés. Tananarive et les villes environnantes - Manjakandriana, Arivonimamo, Ambohidratrimo, par exemple, pour le pays Merina; et Fandriana, puis Fianarantsoa pour le pays Betsileo, deviennent des foyers de formation de ces cadres sur lesquels l'administration

s'appuie et qu'elle favorise.

Merina et Betsileo formés se dispersent dans toute l'Ile, là agents d'administration, là commandeurs, là employés de maison de traite, là ouvriers spécialisés.

La position géographique et le passé historique de Tananarive en font la capitale de l'administration extérieure et une zone d'implantation privilégiée des maisons commerciales. De gros bourgs prennent de l'importance du fait également de la mise en place d'une administration, et de l'armée (Antsirabe), de missions (Ambositra); Fianarantsoa se constitue en capitale administrative et commerciale du Betsileo et du Sud de l'Ile. Il se crée ainsi un courant d'appel vers ces villes - dont l'origine se trouve dans la mise en place progressive de l'appareil extérieur.

b - A cette émigration définitive liée à un changement de secteur d'activité et à une modification de la condition sociale, s'ajoute une émigration rurale, définitive également, en différents points de l'Ile, dont la description a été présentée dans la Ière Partie de ce travail(1). Cette émigration est largement encouragée par l'administration qui voit dans les peuples des Plateaux les meilleurs agriculteurs de l'Ile. Si ces types d'émigration représente une grande importance qualitative, dans la mesure où ils rendent sensibles dans toute l'Ile la présence des peuples des Plateaux, il n'en demeure pas moins que son importance quantitative est faible eu égard à celle de la masse paysanne. Elles iront d'ailleurs en diminuant avec le temps, pour devenir quasi inexistantes ces dernières années (cf. Ière Partie).

(1) cf. Partie I, chapitre III.

Paragraphe 2.- L'adaptation spontanée de la masse paysanne en face d'un système extérieur qui ne la concerne pas.

Si on laisse de côté les déplacements définitifs individuels ou familiaux sur incitation extérieure, dont l'importance qualitative est grande mais le nombre restreint, on se trouve en présence d'une masse paysanne - dont la mobilité géographique est importante mais essentiellement sous la forme de migrations temporaires ou saisonnières(1). Quelle évolution expriment ces migrations et à quelle situation nous trouvons-nous confronté actuellement ?

Dans un premier temps, les déplacements sont liés à la nécessité de se procurer l'argent de l'impôt. En fait, il est exceptionnel que l'émigrant ne rapporte que l'argent de l'impôt. Un surplus monétaire va se trouver disponible qui va être utilisé soit à des dépenses qui marquent une amélioration des subsistances (menues dépenses d'alimentation), soit à une monétarisation des dépenses coutumières traditionnelles, soit la satisfaction des dépenses nouvelles qui marquent un emprunt à l'extérieur, par l'effet de démonstration, de nouveautés, dépenses qui prennent très vite la signification de dépenses de parade dans le cadre d'une lutte de prestige à l'intérieur de l'univers villageois. Citons à ce propos l'exemple d'un village du pays Merina - situé près de Manjakandriana - Ambohibary III. On compte 72 cases qui se répartissent ainsi : 15 cases traditionnelles (murs en terre battue, toit de chaume), 40 cases traditionnelles améliorées (balcons, toits tuiles ou tôles), 17 cases de style nouveau qui sont remarquables par le fait

(1) cf. Partie I, chapitre IV pour l'aspect descriptif.

qu'elles ont les formes les plus bizarres - 2 ou 3 étages, que l'extérieur est terminé, que l'intérieur ne l'est pas, et que le propriétaire a reconstitué au dernier étage l'humble foyer ancestral. On peut citer également le cas d'Imerina Imady, chef lieu de canton de la sous-préfecture d'Ambositra qui semble pris d'une fièvre de construction nouvelle, dont le caractère démonstratif et non fonctionnel est flagrant. A Ambohibary, comme à Imerina Imady, le coût de ce type de case varie de 350.000 à 1.000.000 de francs.

Peu à peu les déplacements, du fait de ces comportements induits par l'argent, deviennent plus importants numériquement, et de durée plus longue, soit que l'émigration devienne temporaire, (cas des scieurs de long, marchands de bestiaux du pays Nord-Betsileo, par exemple), soit que les migrations saisonnières se reproduisent deux fois l'an pour les mêmes individus, comme c'est le cas des paysans Betsileo de la région de Fandriana et d'Ambositra qui émigrent vers l'Imerina Central.

Ces déplacements sont liés au fait que le milieu agricole de départ ne procure pas l'argent que l'émigration permet d'obtenir. Pourquoi ? Certes, les besoins amplifiés ou nouveaux qu'a fait naître l'acquisition de l'argent à l'extérieur du village, ne peuvent être satisfaits par les sommes que le paysan tire traditionnellement de sa terre. Le manque d'argent provient surtout de ce qu'on a appelé ailleurs "l'aliénation de l'horizon économique du paysan"(1).

Pour des raisons institutionnelles surtout, l'effort du paysan ne se concrétise

(1) cf. J.C. PERRIN. Etude sur la région de Tananarive. Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Tananarive.

pas sur place en gains monétaires suffisamment élevés pour le dissuader d'aller chercher ailleurs de l'argent. L'appareil commercial ne lui est pas favorable, l'usure règne, mais surtout il n'y a aucune articulation entre la ville et la campagne qui permettrait à la campagne de devenir le fournisseur de la ville en produits agricoles (1).

En bref, les besoins du milieu paysan se sont accrus et le milieu agricole ne rapporte pas l'argent que procure l'émigration pour satisfaire ces besoins.

Du fait de ses déplacements migratoires qui en résultent auxquels s'ajoutent ceux que nous avons analysés dans notre paragraphe 1, la terre est délaissée saisonnièrement ou temporairement, et l'incitation à développer le milieu est extrêmement faible, car peu à peu, ce qui était effet, devient cause - et se crée ainsi un processus cumulatif d'appauvrissement dans les cas les plus remarquables, la stagnation étant l'hypothèse la meilleure.

Dans le même temps que se produit cet appauvrissement des régions centrales, on assiste à une dégradation des mentalités liée à ce phénomène d'amplification des dépenses traditionnelles (monétarisées) et d'emprunt de valeurs extérieures (dépenses nouvelles) dont le caractère non fonctionnel éclate aux yeux de l'observateur le moins attentif. Il y a là l'amorce d'une désagrégation des collectivités villageoises elles-mêmes, et le premier moment d'un processus d'émigration vers la ville - que nous croyons déjà largement amorcé dans les

(1) sur ce phénomène de désarticulation, caractéristique de l'existence d'une économie rapportée, cf. J.C. PERRIN. Op. cité auquel nous nous permettons de renvoyer le lecteur.

régions peuplées de la zone centrale.

A ce point de notre analyse, il importe de prendre en considération une variable importante qui est celle de l'accroissement démographique.

Paragraphe 3.- L'accroissement démographique et ses conséquences sur une meilleure mise en valeur de la région.

L'accroissement démographique est une variable extérieure, un phénomène autonome en quelque sorte. En toute logique, il se traduit par une pression sur les subsistances qui doit aboutir à une mise en valeur intensive de la région qui la subit. Or, il est remarquable, et ce phénomène ne peut manquer également de frapper l'observateur le moins averti, que la majorité de la région centrale est une région où l'agriculture a rarement dépassé le stade de la culture extensive (une surface minime est cultivée en maraîchage autour de Tananarive).

C'est que le phénomène de l'accroissement démographique s'insère tout naturellement dans une évolution dont nous avons examiné les caractéristiques. La pression démographique se trouve "déviée" en quelque sorte par l'émigration. Paradoxalement, dans les zones les plus peuplées, (et aussi dans celles qui le sont moins!) l'émigration devient peu à peu un moyen de se procurer non seulement l'argent nécessaire aux besoins que nous avons vu, mais aussi et surtout, l'argent utile pour assurer "la so dure" - alors que la région de départ a des potentialités qui ne sont pas sollicitées comme

elles devraient l'être dans le cadre d'une agriculture intensive et dynamique. Une étude concrète de micro-régions, dans le Nord du pays Betsileo, notamment, conduirait sans doute à nuancer cette analyse(1), mais il nous semble qu'elle ne le serait que pour des zones réellement restreintes. Le paysan Marina comme le paysan Betsileo, comme les paysans des Sud et Sud-Est, ont, pour le moment, davantage conscience des possibilités de leur terre que de l'accroissement démographique, ce qui est symptomatique.

Ce faisant, nous nous acheminons vers la définition de quelques éléments de thérapeutique.

Paragraphe 4.- Les implications et les conséquences à tirer de l'analyse précédente.

L'analyse précédente rend pressante la nécessité d'assainissement des régions peuplées. Cet assainissement suppose au préalable la levée des obstacles fondamentaux à cet assainissement.

- A -

Les implications de l'analyse.

Il est difficile de penser à un assainissement des régions peuplées sans une suppression de "l'aliénation économique du paysan" et sans un renversement dans l'évolution des mentalités actuelles. Ces

(1) Encore que l'exemple de la construction de cases démonstratives auxquelles nous avons fait allusion - pour la région d'Imerina Imady - prouve que des surplus monétaires importants restent disponibles entre les mains des paysans de retour d'émigration.

points seront développés dans notre chapitre III sur la thérapeutique générale, Nous n'y insistons donc pas ici.

- B -

Les conséquences à tirer de l'analyse.

L'assainissement doit se faire par le passage de l'agriculture extensive à l'agriculture intensive. Ce faisant, il doit aboutir à une évolution saine des mentalités et peu à peu par le jeu d'un dialogue avec le paysan à une mise en condition de migration de familles fournies selon des modalités qui seront examinées également à un autre moment de notre analyse(1).

Section 3.- Eléments de diagnostic général de la réalité observée.

La première partie de ce diagnostic général se propose de dégager, à partir d'une analyse de migrations, en fonction de l'évolution historique, les éléments de compréhension de la situation à laquelle nous nous trouvons confronté et partant de proposer des éléments de réflexion sur l'opportunité immédiate d'une politique de migration (sous-section 1).

Dans un deuxième moment de notre diagnostic, nous nous proposons de réunir les

(1) Il va de soi qu'une action concrète de développement des régions peuplées sera conduite à apprécier la durée respective des phases d'assainissement de la micro-région et de migration - en fonction de la situation actuelle - mais nous préférons orienter notre diagnostic sur le phénomène de l'assainissement préalable quitte à apparaître schématique pour des micro-régions où les deux phases seraient jugées devoir être quasi-simultanées.

éléments de réflexion sur la possibilité d'une action immédiate de migrations fondée sur des incitations purement économiques. Nous le ferons à partir d'une analyse du caractère temporaire des migrations, (sous-section 2) et d'une analyse des caractéristiques socio-politiques propres à Madagascar.

Sous-section 1.- Eléments de diagnostic général
concernant l'opportunité immé-
diante de la politique de mi-
gration.

Les ressemblances fondamentales entre les régions côtières elles-mêmes, d'une part, Antaisaka, Antandroy, Antaimoro et d'autre part des régions des Plateaux et les régions côtières proviennent du fait que le peuple malgache représente une seule et même réalité face à l'organisation extérieure et que les dissemblances que nous avons vu marquer sont essentiellement des dissemblances de situation, non de nature.

L'organisation extérieure a été conduite à s'appuyer sur certaines catégories (qui se trouvent ici au départ des castes ou des clans régnants ou enrichis) de la population que se sont trouvés profiter des avantages qu'elle pouvait leur fournir. Il s'agit du passage d'une catégorie de population de l'univers malgache dans l'organisation extérieure; cette réalité n'appelle pas de commentaires particuliers dans un premier moment d'analyse; nous en ferons apparaître plus loin les conséquences.

C'est donc au niveau de la masse paysanne que nous poursuivrons notre analyse des interférences des deux réalités en présence en faisant ressortir ce que nous pensons être des ressemblances de fond.

Dans un deuxième moment, nous introduirons la variable démographique dans notre analyse de la réalité observée.

Paragraphe 1. - Les migrations et la réalité qu'elles expriment.

Notre point de départ a été que les contacts qui s'établissaient entre l'organisation extérieure et la masse paysanne étaient dans une première approche, les mouvements d'hommes.

Ces mouvements d'hommes sont provoqués par un appareil de contrainte extérieure, l'impôt représentant la contrainte la plus indirecte.

Ces migrations ne sauraient donc être assimilées, au départ, comme on pourrait être tenté de le faire, dans une analyse en terme démographique et économique, à un déséquilibre, dans la région de départ, entre la population et les subsistances.

Les mouvements d'hommes temporaires, provoqués d'abord, spontanés ensuite, de l'univers villageois traditionnel vers les concessions ou la ville, s'accompagnant d'un flux monétaire en retour.

Ce flux monétaire qui pénètre à l'intérieur de l'univers villageois, va être à l'origine, par l'intermédiaire des comportements qu'il suscite, d'une modification de l'univers villageois traditionnel, (utilisons dans un premier temps le terme neutre de "modification") analysé comme un ensemble cohérent de structures économiques, sociales et mentales. C'est précisément ces modifications que nous voudrions tenter d'analyser ici.

*

* *

Examinons d'abord les effets des comportements "induits" par la volonté de se procurer de l'argent, au niveau de l'univers économique villageois et de la région.

Les départs ont lieu dans un premier moment, parce que le milieu naturel ne peut procurer l'argent que l'émigration permet d'obtenir. Cet argent n'est pas destiné à couvrir des déséquilibres de subsistances. Les départs ne sont pas la réaction à un milieu naturel qui aurait atteint de par la pression démographique un seuil qui serait celui d'un certain état de techniques. Les techniques sont celles de la culture extensive, parfois celles de la cueillette.

L'émigration des hommes valides laisse dans un premier moment, un milieu naturel en stagnation. Aucune incitation nouvelle à développer sur place. Dans un deuxième temps, joue le phénomène que nous avons appelé un phénomène d'irréversibilité du "niveau de vie" permis par l'émigration. L'émigration ne cesse pas d'être temporaire mais elle devient une habitude.

Le milieu naturel qui stagnait, dépérit par abandon de terres qui étaient anciennement cultivées.

A la limite, la région de départ est entretenue par l'extérieur par le flux monétaire qui correspond aux mouvements des hommes.

Nous avons noté en pays Antaisaka un phénomène "d'inflation" caractérisé sur certains biens.

Cet argent ne fait pas fructifier la région de départ. Les départs se produisent précisément parce que la région est réputée ne pouvoir procurer l'argent que procure l'émigration. Aucune incitation à investir sur place n'est de la sorte à attendre.

En pays Merina et Betsileo où l'émigration temporaire est faible, comparativement à l'émigration saisonnière et l'émigration définitive dans des emplois du secteur secondaire et tertiaire, les départs sont également motivés par la raison essentielle que, sur place, l'activité agricole ne rapporte pas d'argent.

Il apparaît qu'aussi bien pour les Plateaux que pour les régions côtières, le fait que la terre est réputée ne pas rapporter d'argent, conduit à délaisser des exploitations dont le mode de mise en valeur est resté extensif.

L'accroissement démographique paradoxalement n'entraîne pas passage d'un mode d'exploitation extensif à un mode d'exploitation intensif et corrélativement une émigration "saine" à partir d'un milieu agricole ayant atteint un état des techniques. Les départs

appauvrissent la région d'origine des émigrants. A la limite, l'émigration fournit l'argent nécessaire à la subsistance des individus restés sur place dans un milieu agricole qui serait capable de l'assurer.

Le but de l'organisation extérieure n'était pas de développer l'homme dans son milieu social - à partir de son exploitation. Nous en avons déterminé la logique : produire pour exporter, avec l'impôt comme moyen de contrainte et corrélativement l'émigration.

L'argent procuré par l'activité extérieure à l'univers villageois, activité qui représente une insertion temporaire du paysan dans l'économie extérieure, induit en fait des comportements qui aboutissent à l'appauvrissement du milieu humain lui-même.

*

* *

Allons plus avant dans notre investigation. Cet état de chose ne peut se produire que par suite des transformations intervenues dans les structures mentales et sociales dont l'argent procuré par l'activité extérieure, est à l'origine.

Au niveau des structures mentales, c'est-à-dire du système de valeurs reconnu et accepté par la communauté ou la collectivité et qui inspire le choix et le comportement des personnes à l'intérieur de ces groupes, l'argent est à l'origine de phénomènes complexes.

L'argent que procure l'émigration (à laquelle nous sommes tenté d'assimiler l'activité extérieure à l'activité traditionnelle - culture de café, de la vanille, du girofle, voire sur les Plateaux le boeuf de fosse ou la vache à lait(1) ou l'élevage du porc) est utilisé dans un premier moment, de façon très cohérente, en fonction de l'échelle de valeurs qui prévaut à l'intérieur de la communauté ou de la collectivité et vient en quelque sorte amplifier les dépenses traditionnellement acceptées par le groupes. Très vite cependant, on assiste à un "gauchissement" qui se marque dans une lutte de prestige par l'intermédiaire de ces dépenses traditionnelles. Exemple des Antaisaka (lamba - boeufs) des Antandroy (boeufs) et puis des Betsileo (lanonana) Merina (tombeaux, famadihana). Ainsi les cérémonies ou les biens deviennent l'occasion d'une lutte de prestige entre les familles.

D'une autre manière, l'émigration met en contact les migrants avec la ville et des valeurs différentes de celles de son groupe, valeurs qui se matérialisent dans des biens. L'argent permet l'acquisition de ces biens dont la fonction est difficilement assimilable par le groupe social dans lequel ils sont ramenés. Ils font fonction le plus souvent de biens de parade, de prestige, et prennent l'apparence de dépenses ostentatoires. Néanmoins, le cadre de la lutte de prestige reste le village : les rapports interpersonnels directs se trouvent en quelque sorte "médiatisés" par des biens extérieurs à l'univers villageois. C'est le cas des fusils,

(1) Ces activités n'étant aucunement "intégrées à l'activité paysannale traditionnelle. La vache à lait se nourrit au hasard des touffes d'herbes et la traite est faite par le journalier d'un collecteur. Le boeuf de fosse est nourri avec les repousses de riz.

marmites en fonte ou en cuivre jaune, au pays Antandroy : des cases en toits de tôle ou des cases en ciments dans les villages Antaimoro ou Antaisaka - c'est l'exemple des maisons de certains villages du pays Merina et Betsileo, véritablement monstrueuses par leur aspect grandiose et leur caractère non fonctionnel (Exemple d'Ambohibary 111, déjà cité).

Enfin, d'une troisième catégorie de besoins, que l'on peut appeler besoins nouveaux fonctionnels pour apposer aux besoins nouveaux ostentatoires précédents et qui sont ceux qui existent surtout en pays Merina mais sont fortement désirés dans les régions côtières qui se trouvent, par l'émigration, en contact avec les Plateaux; ce sont la scolarisation - l'habillement - l'habitat.

Au niveau des structures mentales, il nous semble donc que les dépenses sont ou bien des choix de la communauté qui se trouvent amplifiés par les moyen monétaires ou bien des choix individuels d'emprunts à une échelle de valeurs extérieures et que, dans la majorité des cas, ces dépenses sont davantage une lutte de prestige qu'une dépense qui répond à un besoin du groupe dans l'état actuel de ses moyens de production.

Au niveau des structures sociales, c'est-à-dire du réseau des relations interpersonnelles, ou des relations entre les groupements qui caractérisent une collectivité ou une communauté, cette intrusion de l'argent dans l'univers villageois et son utilisation ne manque pas d'avoir des conséquences complexes.

En règle générale, le contact de l'économie de marché avec des communautés ou collectivités où traditionnellement la hiérarchie est fondée sur le statut des personnes - lui-même fondé sur l'ancienneté et les liens de sang - aboutit à l'éclatement de ces communautés ou collectivités et à l'émergence d'un type d'univers humain nouveau où la richesse fonde la nouvelle hiérarchie.

La réalité est plus nuancée. Ces conséquences au niveau de l'univers villageois se produisent effectivement quand il y a réellement intrusion d'une économie de marché dans une économie d'autosubsistance et "différenciation et compétition" à l'intérieur de l'univers villageois du fait de la pratique d'activités nouvelles et d'échanges. L'émigration qui est une activité extérieure à l'économie villageoise procure un argent qui est lui-même frappé d'extériorité. Il n'y a pas restructuration à proprement parler du à l'intégration dans l'économie marchande - d'où l'amplification des dépenses traditionnelles et la non mise en cause de la hiérarchie existante dans un premier moment. Phénomène que l'on peut remarquer chez les peuples côtiers étudiés.

Dans un deuxième moment, l'activité et l'argent étant toujours extérieurs et ne provenant pas de "différenciation et de compétition" à l'intérieur de l'univers villageois, est utilisé par les jeunes revenant de l'émigration dans des dépenses ostentatoires qui ne mettent pas en cause la structure sociale.

Dans un troisième moment, ils se coupent du milieu social et abandonnent le village pour le bourg ou la ville.

A l'intérieur du village demeurant les vieilles hiérarchies et des individus enrichis en petit nombre (mpanarivo) qui ou bien font partie de cette hiérarchie, ou bien vivent en marge, mais dans l'un et l'autre cas, ne participent à la structuration d'une nouvelle hiérarchie.

Sur les Plateaux où cependant, il nous semble plus juste de parler d'économie de marché - nous réservant d'employer pour la côte le terme d'économie monétaire - la collectivité fondée sur la hiérarchie par âge (non de sang) nous semble la règle. Ce n'est que dans les bourgs nouveaux, que se créent peu à peu une nouvelle hiérarchie - précisément parce qu'une diversification des activités s'y produit (agriculture, artisanat, commerce).

*

*

*

En définitive, il nous semble que nous sommes engagé dans un processus ou le jeu conjugué des structures mentales, sociales et économiques dont les règles évoluent sous l'influence d'une économie dont les fins sont extérieures à un développement de l'univers villageois, aboutit à un système où :

- les valeurs anciennes deviennent aberrantes ;
- de fausses valeurs s'introduisent :
 - retenant les uns dans une lutte stérile
 - poussant les autres hors du milieu traditionnel;
- et où la terre s'appauvrit.

*

*

*

Paragraphe 2.- L'introduction de la variable, accroissement démographique.

L'accroissement démographique présente des taux élevés dans les régions peuplées de l'Ile auxquelles nous nous sommes constamment référé. Cet accroissement démographique est récent. Nous avons vu que M. CHEVALIER explique que le phénomène devient remarquable à partir des années 1940. Le taux d'accroissement pour les régions peuplées de Madagascar se situait, en 1962, entre 2 et 3 % (taux légèrement inférieur en pays Antandroy où il serait de l'ordre de 1,8 %).

Nous voudrions examiner ici les effets de ce phénomène nouveau dans la réalité observée - ce qui conduit à analyser les effets de l'introduction de cette variable dans le modèle explicatif de la réalité observée que nous avons tenté.

L'augmentation de la population, variable extérieure, s'insère dans la réalité analysée précédemment. Il se produit au moment où les

besoins des paysans augmentent, se diversifient, et où cette augmentation pousse la plupart à quitter temporairement leur terre. Par elle-même, la croissance démographique en multipliant les dépenses de scolarisation, d'habillement, nécessite l'acquisition de sommes d'argent accrues. Cet argent, que le milieu agricole ne peut procurer dans l'état actuel du système, est recherché à l'extérieur. Le paysan émigre dans un premier moment, parce que le milieu agricole ne procure pas l'équivalent monétaire de ce que procure l'émigration. Les départs entraînent dans l'hypothèse la moins bonne une baisse de la production, dans l'hypothèse la meilleure une stagnation, ce qui, étant donné l'accroissement démographique, se traduit par une baisse du niveau de vie réel. Dans un deuxième moment, le départ en émigration est lié à la fois à la nécessité de se procurer l'argent pour les différents besoins que nous avons vus, et également à la nécessité de se procurer l'argent pour l'achat de subsistances pendant la période de soudure. Ainsi l'accroissement démographique vient-il renforcer un processus cumulatif d'appauvrissement, à "l'amorçage" duquel il n'a pas participé. Ainsi, la pression démographique s'est-elle trouvée "déviée" en quelque sorte. Avec cette conséquence que le milieu agricole auquel l'agronome(1) reconnaît des potentialités importantes dans le cadre d'une agriculture intensive diversifiée, se trouve paradoxalement dépérir ! Sans doute trouverait-on, sur la région des Plateaux, en pays Betsileo notamment, des espaces où la pression démographique a

(1) cf. Les études de M. J. GILLAIN notamment sur le pays Merina.

joué dans le sans d'une meilleure utilisation de la terre; sans doute existe-t-il dans les régions côtières du Sud-Est des zones de basses vallées des fleuves où la pression démographique est telle en égard aux potentialités que l'émigration est souhaitable dans un temps rapproché, mais nous croyons ces espaces tout à fait restreints.

*

**

D'une manière générale, en conclusion de ce premier moment de notre diagnostic, nous sommes conduit à poser la nécessité d'une politique préalable d'assainissement agricole et de restructuration sociale des régions peuplées, avant la nécessité de définir une politique de migration. Ce sera l'objet de notre chapitre III. Abordons le deuxième volet de notre diagnostic formulé non plus avec le souci de s'interroger sur l'opportunité d'une politique de migration immédiate, mais sur la possibilité actuelle de provoquer des mouvements migratoires définitifs importants.

Sous-section 2. - Eléments de diagnostic tirés
du caractère temporaire des
migrations paysannes actuelles.

Les migrations actuelles des gens des Plateaux, du Sud-Est et du Sud, nous sont apparues, pour la majorité des paysans, comme des migrations de caractère essentiellement temporaire ou saisonnier.

Une politique massive de migrations à partir des régions peuplées serait évidemment amenée à porter son effort précisément sur cette majorité de paysans. C'est donc sur la signification de ce caractère temporaire des migrations actuelles que nous devons nous interroger.

Ce caractère temporaire qui prédomine actuellement exprime une réalité plus profonde que celle que recouvre habituellement, et avec une certaine facilité, le vocable "d'attachement à la terre ancestrale". Il exprime en fait un trait spécifique de la mentalité des peuples dont l'intégration dans l'économie marchande en est à ses débuts. Il exprime également d'une certaine manière un trait spécifique de la mentalité paysanne. L'analyse de ce phénomène est complexe. De quoi s'agit-il ?

Les rapports qui existent entre l'homme et la terre, sont de nature différente dans une économie d'autosubsistance et dans une économie paysanne où l'agriculture est intégrée dans l'économie marchande. Dans le premier cas, la terre nourrit l'homme, dans le second, par le truchement de la spécialisation et de l'amélioration des techniques, elle devient un moyen de production. Cette intégration progressive s'accompagne d'une "dépersonnalisation" de la terre; la terre se détache de la personne, prend une autonomie, s'individualise, devient une réalité objective. Elle devient en fait la terre de l'agronome - moyen de production dépouillé de tout contenu personnel.

Cette intégration dans l'économie marchande s'accompagne également d'une transformation profonde des liens qui par le truchement de la terre relie les vivants aux ancêtres, et d'un bouleversement des rapports entre les vivants eux-mêmes à l'intérieur de la communauté villageoise. On assiste à une restructuration totale de la société sur la base de rapports marchands. La terre devient vénale et ne subsiste plus chez l'individu qu'un attachement sentimental dont la force n'est plus assez puissante pour le retenir à la terre si des incitations économiques au départ sont suffisantes.

Par un lent processus de destruction et de restructuration du milieu humain, on arrive ainsi à une mise en disponibilité des individus.

Cela signifie, à notre avis, que les modalités de l'action dans ces régions où la migration semble nécessaire, doivent être de nature différente que celles que l'on peut tirer de l'arsenal des incitations économiques classiques. Nous examinerons dans le chapitre III les éléments de thérapeutique que l'on peut tirer de cette analyse.

Sous-section 3.- Eléments de diagnostic général tiré des caractéristiques socio-politiques de la situation malgache.

Paragraphe 1.- Obstacles à la politique de migration tirée des caractéristiques socio-politiques propres à Madagascar.

- Le cloisonnement ethnique et l'ethnisme. -

La notion de cloisonnement ethnique exprime une donnée fondamentale de la situation malgache, préexistante à la colonisation, sur laquelle l'organisation extérieure s'est appuyée et qu'elle a contribué ainsi à renforcer. Cette notion recouvre une réalité qui est celle de l'existence de "pays" juxtaposés sur un même territoire et sur lesquels chacun des peuples qui l'habitent se reconnaissent individuellement un droit éminent. Ainsi il existe historiquement et dans la conscience des peuples, un pays Antaimoro, un pays Merina, un pays Antandroy, etc... La notion d'ethnisme est différente. Si nous n'avions la crainte de créer un néologisme en la matière, nous parlerions ici d'Ethnisme pour marquer que l'affirmation par chacun aux yeux des autres de son appartenance ethnique, ^{elle} renferme un contenu passionnel que nous ne nous trouvons pas dans l'expression de "compartimentage ethnique". Cette affirmation peut aboutir à l'opposition systématique d'un peuple à ce que les éléments d'un autre peuple viennent s'implanter sur son territoire. Ainsi peut-il y avoir des difficultés pour des gens des Plateaux à émigrer sur la Côte, par exemple. On peut supposer que cet état de chose constitue un obstacle à une fluidité parfaite des mouvements d'hommes sur le territoire et partant une entrave à une transformation en émigration définitive d'une émigration temporaire. Une politique de migration ne peut ignorer cette donnée fondamentale du problème. La thérapeutique relève d'une stratégie socio-politique que nous ne faisons qu'évoquer à un moment de notre analyse.

Paragraphe 2.- Le contexte historique de la colonisation.

Les rapports que l'appareil politique extérieur a établi avec les populations autochtones l'ont été sur la base des relations de dominant à dominés et se sont concrétisés pendant les années de colonisation par des pressions directes ou indirectes pour le travail ou l'impôt aboutissant comme nous l'avons vu à des déplacements de population.

Un gouvernement indépendant hérite en certaines circonstances, temporairement d'une situation qui peut rendre délicate toute action immédiate fondée sur des incitations tendant à obtenir des déplacements de population.

La thérapeutique, semble relever, ici également, de pratiques psycho-sociologiques et socio-politiques dont nous ne faisons que soulever ici l'opportunité éventuelle.

- CONCLUSIONS -

Il nous semble, en conclusion de ce diagnostic :

1- que les migrations actuelles à Madagascar expriment une situation où les peuples malgaches se trouvent pris du fait de l'évolution historique dans une dynamique où

les phénomènes de destruction et de restructuration spontanées du milieu laissent entrevoir pour l'avenir un processus accéléré de dégradation des structures mentales et sociales et d'appauvrissement des éléments de la structure économique traditionnelle, et que de ce fait, la question de l'opportunité d'une politique de migration doit être posée;

2- que le contexte psycho-sociologique et socio-politique est tel qu'il conduit à s'interroger sur la possibilité de la politique de migration par des incitations économiques pour le cas où l'opportunité de cette politique serait pour des raisons diverses posée comme préalable à toute autre action.

Avant d'aborder le chapitre traitant de la thérapeutique dont nous semble devoir relever cette situation, nous voudrions confronter afin d'en tester l'adéquation, les idées reçues actuellement sur la politique de migrations à Madagascar, idées qui s'expriment dans des débuts de réalisation, avec le diagnostic auquel nous a conduit notre examen de la réalité observée.

- CHAPITRE II -

Idées reçues sur la politique de
migration et débuts de réalisation.
Confrontation avec les éléments du
diagnostic.

Le problème des migrations est souvent posé en termes très simples :

Il est courant d'entendre dire et lire (1) que les régions peuplées de l'Ile sont des régions "surpeuplées" - les migrations actuelles sont réputées être la réaction à un milieu hostile, en termes de subsistances. Il serait aisé d'attirer les paysans par des incitations économiques dans les régions vides d'hommes aux potentialités importantes. Nous voudrions, dans une première section, discuter cette approche du problème en la confrontant aux éléments du premier moment de notre diagnostic général - touchant l'opportunité des migrations - dans l'immédiat.

Les idées sur la politique de migrations ont reçu un début d'application par la mise en place de structures d'accueil, ou par la réalisation d'investissements élevés d'infrastructures dans des zones peu peuplées.

Nous examinerons, dans une Section 2 l'adéquation de cette politique à la réalité malgache en la confrontant avec les éléments de notre

(1) Rapports CINAM. Plateaux Sud-Est - Sud. Op. cité.

diagnostic se rapportant à la possibilité d'une politique de migration dans l'immédiat.

Section 1.- Discussion de la notion de surpeuplement et de l'approche exclusive en terme de surpeuplement.

Le problème se pose avec une grande complexité. Cette complexité tient précisément à la situation à laquelle nous nous trouvons confronté dans les régions peuplées, situation qui est le résultat d'une évolution historique dont nous avons analysé les tenants et les aboutissants. C'est en fonction de cette situation que doit être étudiée la notion de surpeuplement des régions peuplées de Madagascar à l'examen de laquelle nous invitent les postulats de départs.

Il est admis que la notion de surpeuplement absolu est une vue de l'esprit. Il ne saurait y avoir de surpeuplement qu'en fonction de certaines techniques et de certaines conditions sociales et mentales et de certaines structures sociales(1). La répartition actuelle des terres en petites propriétés à Madagascar, élimine, pour le moment, cette dernière hypothèse(2).

-
- (1) Il est certain, comme l'écrit P. GEORGES, dans son Etude sur les migrations de population, op. cité, que "l'existence d'une émigration chronique ne signifie pas nécessairement pauvreté naturelle du pays, population trop nombreuse, pour ses ressources, dans les conditions présentes d'exploitation, mais une organisation telle qu'une partie de la population se trouve dans une situation matérielle impliquant pour elle la nécessité de chercher dans l'émigration la chance de survivre". Op. cité p.11.
- (2) Pour le moment seulement, car nous croyons déceler ici et là les signes d'un accaprement des terres par une classe enrichie

a - Il ne saurait y avoir de surpeuplement qu'en fonction de certaines techniques.

Cela signifie que le niveau de la vie défini comme "l'ensemble des conditions d'existence dont la non-réalisation interdit l'accroissement numérique du groupe humain" se situe par rapport à un certain taux de production de la région occupée par le groupe et que "de même que l'abaissement de ce taux rompt l'équilibre de la collectivité humaine; toute élévation à pour effet l'ascension du niveau de vie moyen". (P. GEORGES. op. cité).

L'analyse historique que nous avons présentée dans notre chapitre I nous conduit à nuancer fortement ce point de vue en ce qui concerne les groupes humains malgaches.

Provoqué d'abord, spontané ensuite, mais dans un enchaînement des causes et des effets particuliers, qui fait que les migrants recherchent à l'extérieur l'argent que ne peut procurer en équivalent la région de départ(1) - l'enchaînement cumulatif a conduit à une stagnation, puis à un dépérissement de la région de départ, sans que le groupe humain ait atteint, par une ingéniosité à tirer du sol le maximum de produits, un état des techniques susceptibles précisément de n'être dépassé que par la substitution de techniques nouvelles à d'anciennes techniques. Il a eu en fait une "déviations" de la pression démographique du fait que la région a pu être entretenue dans une certaine mesure par l'extérieur.

(1) Parce que l'horizon économique du paysan est aliéné du fait des structures économiques et commerciales en place - et par suite également de la disproportion entre les besoins créés et les ressources immédiates du sol.

Avec l'accroissement démographique des dernières années, et les comportements analysés, les subsistances ont diminué sans que les potentialités du sol (agriculture - élevage) ne soient davantage sollicitées. L'argent provenant de l'émigration a servi en partie à assurer la soudure. Dans les régions où les terres ne sont pas étroites - c'est davantage sur une augmentation des surfaces qu'à une intensification de la culture sur les surfaces cultivées qu'a porté l'effort des populations.

b - Surpeuplement en fonction de certaines conditions sociales et certaines mentalités.

Sans vouloir passer sous silence la réalité de ce phénomène, nous n'attacherons pas ici l'importance que l'on attache généralement aux "moeurs et croyances" du paysan malgache, héritées des ancêtres, et qui contribuent - "de manière durable - à entretenir un surplus apparent de population, par les obstacles qu'ils opposent à un mode satisfaisant de travail, ou à une gestion convenable des choses"(1).

Cette approche statique ne nous paraît pas satisfaisante. Elle tronque la réalité et laissant supposer que les comportements, et les structures mentales qu'ils expriment, ne subissent pas de changement de contact de l'évolution historique.

Nous préférons insister sur une notion que nous avons dégagée peu à peu au cours de notre analyse et qui est celle d'Irréversibilité de l'évolution sociale d'un groupe humain donné.

(1) L. CHEVALIER. Madagascar, Population et Ressources.
op. cité p.129.

Cette notion, en elle-même, n'est pas nouvelle. Elle figure dans les ouvrages classiques sur les migrations de population. Ainsi, P. GEORGES, dans son ouvrage cité, écrit :

"La notion d'irréversibilité de l'évolution sociale intervient pour des groupes humains dont le niveau de vie est plus ou moins loin au-dessus du niveau minimum par suite d'une évolution de durée variable et de sens positif. Toute réduction des disponibilités quelle qu'en soit la cause : accroissement rapide de la population, ou diminution sensible prolongée des ressources disponibles pour tout ou partie de la population, entraîne une réduction générale ou partielle du niveau de vie, donc une évolution sociale régressive. Cette évolution est très vivement ressentie par la population privée de conditions d'existence et sans que, biologiquement, l'existence du groupe intéressé soit en cause, les privations ont une répercussion sur son état physique ainsi que sur son comportement psychologique, et font apparaître l'opportunité, voire la nécessité, d'une émigration vers des pays où puisse être rétabli le niveau de vie qu'il a fallu abandonner sur place".

Nous la découvrons ici, à propos des migrations intérieures à Madagascar, avec un contenu nouveau.

Dans le passage précité de P. GEORGES, il s'agit d'une évolution que nous pouvons qualifier d' "autonome" d'un groupe humain sur un espace déterminé. A Madagascar et pour les peuples que nous avons étudiés, nous sommes tenté de parler d'une évolution "induite" de l'extérieur.

En quoi ce "niveau de vie" est-il "induit" par l'extérieur ?

Essentiellement par le fait que l'argent provient de l'extérieur et que les besoins qu'il permet de satisfaire sont ou bien des besoins que l'extériorité de l'argent a permis d'amplifier, ou bien des besoins nouveaux, soit ostentatoires, soit fonctionnels, il importe peu ici, qui naissent d'un emprunt à un système extérieur.

L'irréversibilité du niveau de vie est en fait celle d'un niveau de vie "artificiel" - d'un niveau de vie qui n'a pas atteint les normes actuelles par une évolution des structures sociales et mentales à partir d'une transformation des structures économiques dans la région de départ, mais à partir d'un contact, par les mouvements d'hommes avec un système extérieur qui apporte de l'argent et qui est porteur de valeurs.

Il y a contenu implicitement dans la formule "niveau de vie artificiel" un jugement de valeur. Nous en trouvons l'opportunité dans les conséquences qui ne manquent pas d'avoir, objectivement, une telle évolution dans les comportements. Nous avons analysé ces conséquences du niveau des structures mentales, sociales et économiques de l'univers villageois - et nous avons vu qu'elles aboutissaient en fait à faire partir les hommes d'un milieu aux potentialités importantes à la recherche d'argent pour la satisfaction des besoins artificiels puis immédiats.

Nous nous trouvons donc en face d'un surpeuplement régional, tout à fait particulier, où bien que la pression démographique soit assez forte, le déséquilibre entre la population et les ressources en terme de subsistance, ne naît pas en général d'une pression démographique élevée mais de départs motivés par la recherche d'argent que le milieu ne peut procurer en équivalent.

Du fait de l'irréversibilité du "niveau de vie" atteint, on entrevoit le processus d'appauvrissement des campagnes, de dégradation des structures sociales et mentales et de départ des jeunes vers les villes.

Les données du problème des migrations ne sauraient donc être ramenées à la simple constatation de migrations à partir de zones surpeuplées, migrations qu'il faudrait amplifier. Les migrations se trouvent prises dans une évolution historique dont elles sont une des formes d'expression. C'est cette évolution qu'il faut appréhender avant d'entreprendre toute politique de migration, sinon la politique risque d'en aggraver les effets.

Section 2.- La politique de mise en valeur - débuts de réalisation; conception d'ensemble - Confrontation avec diagnostic.

Sans que le problème de l'opportunité de la migration ait été réellement posé, il a été jugé que des déplacements de population importants seraient possibles dans les prochaines années sur les périmètres de développement ou des Aires de mise en valeur rurale. De façon somme toute assez paradoxale, la politique de mise en valeur de terres nouvelles a été conçue et a

reçu un début d'application en dehors des préoccupations élémentaires sur l'alimentation en hommes appelés à bénéficier des aménagements, des structures d'accueil mises en place (1).

Sous-section 1.- La politique de mise en valeur : débuts de réalisation et conception d'ensemble
Confrontation avec le diagnostic.

Paragraphe 1.- Débuts de réalisation et critères de la formule.

A - La politique de mise en valeur de régions peu peuplées ou de régions vides d'hommes a reçu un début d'application sous la forme de sociétés d'aménagement, celle-ci représentant le cadre institutionnel d'accueil des immigrants sous la forme de périmètres d'aménagement.

Quatre Sociétés d'Aménagement sont déjà en place : La Société Malgache du Lac Alaotra : SOMALAC; La Société de Développement du Fiherenana et de la Taheza : SEDEFITA; La Société Malgache de la Sakay : SOMASAK; La Société d'Aménagement du Bas Mangoky : SAMANGOKY.

La SOMALAC a été créée sur d'anciennes concessions étrangères, rachetées aux colons; elle a trouvé sur place une première vague de peuplement constituée par les anciens métayers. La SEDEFITA, et à un

(1) Il va de soi de ce fait que les structures d'accueil elles-mêmes n'ont aucunement été conçues en fonction de l'assimilation de telle ou telle population. Par contre-coup, et de façon moins paradoxale cette fois, ce manque de conception d'ensemble des problèmes ne pouvait manquer d'avoir des répercussions profondes sur la politique de mise en valeur elle-même au point de remettre en cause la conception même de la politique.

moindre degré la SOMASAK, se sont proposées dans un premier temps le développement d'exploitations qui se trouvent déjà aux mains de propriétaires malgaches. Ces trois Sociétés n'ont donc pas pour le moment de problème de peuplement(1). Le cas de la SAMANGOKY est plus complexe, dans l'immédiat. Suivant le rythme permis par l'avancement des travaux d'aménagement, un planning impératif de peuplement a été établi, dont voici le détail

1961	200 familles	1968	1.100 familles
1962	100 -"-	1969	1.100 -"-
1963-1964-1965	400 -"-	1970	1.000 -"-
1966	400 -"-	1971	700 -"-
1967	700 -"-		

Outre cette Société d'Aménagement, un certain nombre d'Aires de mise en valeur rurale - A.M.V.R.- sont déjà en place prêtes à accueillir les émigrants - et des projets sont dès maintenant très avancés.

- AMBILA, dans la Sous-Préfecture de Manakara
- MORONDAVA, pour lequel le B.D.P.A. a fait des prévisions chiffrées - 5.000 familles en 10 ans, 7.000 en 15 ans(3);

- Le KAMORO, dans la région d'Ambato-Boéni;
- La pénéplaine de BELOBAKA et celle de l'ANOSY dans le Moyen Ouest, pour lesquelles des contingents de population très élevés sont également prévus.

-
- (1) Il n'en demeure pas moins que les sociétés méritent d'être suivies de très près pendant cette première phase qui conditionne la réussite des phases de peuplement ultérieures
 - (2) Nous n'ignorons pas que la SAMANGOKY a été créée d'abord pour faire du coton.
 - (3) Etude des méthodes de gestion de neuf périmètres. Document B.D.P.A.

B - La structure d'accueil proposée peut être définie comme un mode d'organisation de l'espace où l'agriculture est conçue en fonction de normes techniques et économiques hautement rationalisées - et où le paysan, que l'on fait bénéficier de revenus élevés, est censé devenir le consommateur - investisseur d'une économie marchande qui est prise comme idéal de référence.

Les normes techniques et économiques sont définies par l'agronome selon le principe suivant : on détermine un type d'exploitation où la combinaison des facteurs de production assure à chaque famille un revenu monétaire au moins équivalent à un revenu de base appelé "revenu de décollage".

Pourquoi la référence à cette norme ? Les Institutions Internationales ont publié à plusieurs reprises les échelles devenues fameuses de revenus en dollars, par pays, par individu et par an; échelles qui ont permis de classer les différents pays du monde en développés ou sous-développés - un certain seuil de décollage, est censé être celui à partir duquel l'économie entre dans la phase de développement. Ainsi, il est apparu à certains qu'assurer ce niveau de revenu minimum à des paysans sur des aires de mise en valeur privilégiées, contribuerait à faire avancer l'économie générale vers ce seuil de décollage.

Sur ces types d'exploitation, le paysan devient l'opposé de ce qu'il est dans son milieu; il devient "entrepreneur".

Profitant de hauts revenus, il est :

- un investisseur, d'abord dans sa propre exploitation puis au profit de l'économie nationale,

- un consommateur, ayant abandonné l'économie de subsistance, au profit de l'économie de marché.

On pourrait arguer que les paysans installés sur les périmètres sont peu nombreux par rapport à l'ensemble de la masse paysanne. On répond à cela : de toute manière, il paraît difficile de toucher d'emblée et de manière efficace l'ensemble de la population paysanne de Madagascar. Par contre, si l'on crée des zones de développement intensif, on peut espérer raisonnablement qu'au terme de quelques années, elles auront du fait même de leur existence, un rayonnement économique et psychologique sur les régions voisines où une action semblable pourra alors s'étendre dans de bien meilleures conditions de rapidité et d'économie(1).

Paragraphe 2.- Formule nouvelle : confrontation avec le diagnostic.

Discussion de l'objectif de fixer des paysans à revenus élevés - par référence aux comportements actuels des migrants.

Nous avons montré que les émigrants se déplaçaient temporairement, pour se procurer l'argent que le pays d'origine n'était pas apte à leur

(1) La SOMASAK a été créée après la Sakay réunionnaise. On peut avancer cependant que la Sakay est précisément réunionnaise et non malgache.

procurer en quantité équivalente. Nous avons montré d'autre part que l'argent rapporté possédait une équivalence en biens particuliers ayant une valeur dans le groupe humain de départ. Ce qui signifie que pour la majorité, les départs ne sont motivés, ni par la recherche de la terre(1), - mais d'argent - ni par la recherche de "revenus" élevés pour améliorer leur niveau de vie hors de leur pays d'origine.

Cela étant, et du point de vue de ces immigrants, on peut tirer les conséquences suivantes :

- Le choix du lieu d'émigration, de même que l'activité pratiquée sont indifférents - l'émigrant allant là où les chances de gains sont les plus élevées, dans les délais les plus courts, avec cependant la contrainte la plus faible.

- Il s'ensuit que les émigrants sur lesquels on compte dans ces sociétés risquent :

- de ne pas venir -

parce que les chances de gains sont plus élevées, sur les concessions étrangères de tabac, du riz, de sucre ou de pois-du-cap, dans des délais plus courts, à une contrainte moindre, ou dans les villes, que sur les Sociétés d'Aménagement;

- de venir -

--le temps d'une saison, afin de compenser les pertes en argent subies du fait d'une mauvaise récolte due aux aléas

(1) Le paysan quitte son pays parce que sa terre ne rapporte pas ce que l'émigration rapporte. Il est ainsi persuadé que sa terre peut produire plus.



climatiques (cas des Masikoro, venant travailler sur la SAMANGOKY, du fait de conditions climatiques défavorables pour la saison, à la culture du pois-du-cap).

- d'autant moins longtemps que les revenus proposés seront plus élevés, le seuil de satisfaction personnelle de l'émigrant étant plus vite atteint, seuil dont nous avons vu qu'il était déterminé par l'équivalence en biens dans le système de valeurs du groupe humain dont l'émigrant est issu.

Nous rencontrons donc ici un obstacle dirimant à ce que des émigrants viennent s'installer définitivement sur ces périmètres en l'absence d'une modification de la situation dans les zones de départ. Il pourrait apparaître à certains cependant qu'une propagande appropriée serait susceptible d'attirer des individus sur les périmètres et de les y fixer. Nous rencontrerions alors des difficultés d'un autre ordre.

Paragraphe 3.- Nouvelle confrontation : la perception par les émigrants de la société, liée au contexte historique.

a - Née avec la colonisation la société reste marquée par ses origines - bien que les mobiles de l'action aient officiellement changés, les apparences sont, pour le paysan, demeurées intactes(1). La direction est restée étrangère même si l'encadrement malgache s'est largement étoffé. Les rapports entre la Direction et les paysans sont

(1) Il importe, à notre avis, de ne pas se leurrer sur l'effet d'imitation à attendre sur l'environnement de la mise en place de ces sociétés - toutes choses égales d'ailleurs.

demeurés ceux qui prévalent sur les concessions privées. La contrainte s'est légitimée - étant exercée, par procuration seulement, par la direction étrangère.

Le paysan lui-même dont l'attitude vis-à-vis de la Société n'a pas changé, recherche un paternalisme que la discipline très stricte des cultures rend souvent impraticable. Le non paternalisme est perçu alors comme comportement vexatoire et délibérément hostile de l'appareil d'encadrement. Que le paternalisme réussisse cependant, il ne peut durer que ce que dure "le père", c'est-à-dire le Directeur - et son départ laisse les hommes moralement asservis et remet en cause la réussite.

Que l'autoritarisme soit la règle et les départs sont nombreux, ou bien la réussite condamnée à plus ou moins terme.

Les rapports d'extériorité n'arrivent pas à se dépasser dans une réalité nouvelle qui pourrait être une démocratie où droits et devoirs sont compris, mesurés et acceptés par tous.

b - A vrai dire, dans la société actuelle telle qu'elle est conçue, les paysans sont-ils autre chose que ce qu'ils sont sur la concession étrangère ?

L'émigrant arrive; tout est préparé, terrain, habitat, système de culture, type d'exploitation, et tout est prévu pour que le "paysan" intervienne le moins possible dans la gestion de son exploitation. Investissements, amortissements, frais

généraux, avances, tout lui est donné, et retenu sur les récoltes. En fin de saison, il touche son salaire, et pendant la période des travaux, il accomplit des tâches sur son exploitation. Y a-t-il une différence de nature entre l'argent gagné sur ces périmètres et celui qui provient de l'émigration sur une concession de tabac ? A priori, non.

Sous-section 2.- La logique des choses et les enseignements.

Paragraphe a - La logique des choses.

La conjugaison des phénomènes analysés dans les paragraphes 2 et 3 ne peut manquer de conduire, à notre avis, à la conjoncture suivante :

Etant donné l'impossibilité devant laquelle ces sociétés vont être placées, si des modifications profondes de structures ne se produisent pas ou si des forces psycho-sociologiques ou socio-politiques n'entrent pas en jeu, de trouver les contingents de population prévus. Etant donné d'autre part, l'importance des investissements engagés; étant donné enfin, la caution apportée par le Gouvernement à ces entreprises, il semble inéluctable que cette politique conduise à la mise en jeu de rapports de forces entre le Gouvernement et le paysan - selon le schéma suivant : les dirigeants des sociétés constatant l'impuissance de l'architecture mise en place à attirer les paysans, se tourneront vers le Gouvernement en lui faisant apparaître le paradoxe de la situation; le Gouvernement ayant apporté sa caution, sera contraint, sous peine de désavouer des investissements énormes (1),.

(1) à moins que ces investissements ne soient abandonnés. Ne menant pas à la force, l'opération pousse au gaspillage..

d'obliger, par un moyen ou un autre, les paysans à venir s'installer.

Si le but de l'opération est, dans le cadre d'une politique nationale de production et d'exportation, de fournir des produits à Madagascar destinés à diminuer sa dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur, la logique capitaliste de l'opération peut très bien aller de pair avec le salariat. Mais si le but est de prendre argument de ces cultures riches pour former des paysans qui devraient rester sur les terres mises en valeur, on peut craindre, dans le système actuel, les difficultés les plus grandes.

Paragraphe b - Les Enseignements.

Les enseignements généraux à tirer de cette situation sont nombreux.

Les difficultés si grandes que risquent de rencontrer des formules de peuplement nous semblent dûes au fait qu'elles sont fondées sur l'absence de dialogues entre les responsables de la politique et le peuple paysan.

L'impossibilité du dialogue était, si l'on peut dire, contenue dans la logique de la domination de l'appareil extérieur. Dans une période de transition, où un pays indépendant hérite des structures anciennes, il peut paraître normal que le dialogue ne puisse s'établir que lentement.

Il ressort de notre analyse d'ensemble que le dialogue doit être renoué avec les paysans dans la région peuplée - et non avec des hommes imaginaires

du type "paysan oeconomicus". Ce qui revient à prendre le paysan malgache dans son milieu social.

Il nous semble en définitive qu'à l'origine de la politique de grands aménagements, il y a entre autres raisons, en filigrane, un jugement de valeur sur le paysan malgache - jugement de valeur qui paraît assez bien s'exprimer dans le texte suivant, tiré du Rapport sur le Développement de Madagascar (1962) du Commissariat au Plan :

"... L'aménagement du territoire concernera surtout les grands aménagements réalisés dans des zones peu ou pas peuplées et visant l'installation dans des conditions techniquement rationnelles et humainement satisfaisantes d'éléments jeunes pour un développement intégral de la zone, aussi bien qu'agricole qu'industriel. Dans cette dernière formule, toutes les réformes difficiles à instaurer dans les structures traditionnelles deviennent, en terrain neuf et avec des éléments jeunes astreints à un cahier des charges rigoureux, beaucoup plus aisées à promouvoir (1) : la diversification et la rotation des cultures vont pouvoir être respectées; les produits seront automatiquement vendus aux coopératives, donc sans intermédiaires, le paiement des redevances d'eau s'effectuera sans difficultés et l'utilisation d'engrais sera rapidement diffusée, le crédit pourra être distribué à tous, le zébu traditionnel disparaîtra de lui-même, des outils tractés seront introduits, le remembrement des terres et les problèmes fonciers auront reçu une solution satisfaisante, enfin, la mise en valeur sur les périmètres sera globale, c'est-à-dire qu'aux activités artisanales ou industrielles (rizeries ou huileries) fabriques de concentré de tomates, abattoirs, matériaux et panneaux pour l'habitat, etc..."

Quelle est l'idée contenue implicitement dans ce texte ? C'est que le paysan malgache

(1) c'est nous qui soulignons.

dans son milieu est imperfectible. Transplanté hors de ce milieu, tout devient possible. Nous croyons trouver l'origine de ce jugement de valeurs dans une absence de perspective historique. L'expérience de l'appareil extérieur, est jugé, après coup, comme expérience valable de développement du paysan, expérience qui aurait échoué par la faute du milieu social où le paysan apparaît comme "empêtré" dans le manteau des fady et de la tradition, pris dans des structures sociales non évolutives.

Nous serions davantage tenté de voir dans ce non-développement l'effet d'un système extérieur dont la logique tout en étant étrangère au progrès du paysan n'a pu manquer d'avoir des conséquences néfastes sur son évolution. D'autre part, le repliement sur soi-même, n'était-il pas la réaction élémentaire du dominé face au dominant ?

Nous sommes donc conduit à rechercher sur des bases nouvelles, dans les régions où se trouvent les hommes, c'est-à-dire les régions peuplées, les éléments de la définition d'une politique de migrations.

- CHAPITRE III -

Eléments de thérapeutique(1) : le problème de "la restructuration" dans les régions peuplées et de la mise en condition de migration.

Position du problème -

- A -

L'analyse de la situation à laquelle nous nous trouvons confronté dans les régions peuplées de Madagascar et que les migrations expriment, nous a conduit à poser le diagnostic suivant :

a - l'univers villageois malgache est pris dans un processus cumulatif de dépérissement de la terre lié à la dégradation des structures mentales et sociales; du fait des comportements induits par une évolution historique dont la finalité n'était pas le développement. Ce processus cumulatif est amplifié actuellement par l'accroissement démographique.

En suposant, nonobstant ce qui précède, que les déplacements de population soient jugés nécessaires dans un délai rapproché, il nous a semblé que la nature des rapports qui existent encore actuellement, entre le paysan malgache et sa terre, et le type de rapports socio-politiques qui subsiste entre

(1) N.B. Ce problème doit faire l'objet d'une seconde étude et est de ce fait ici à peine esquissé. La notion de "restructuration" notamment sera ^{précisée} dans cette seconde étude sur des cas concrets de micro-régions peuplées.

les peuples de Madagascar d'une part, et entre chaque peuple et l'appareil d'autorité d'autre part, rendent illusoire :

- une politique de migration définitive importante fondée sur des incitations économiques;
- une politique de migration qui s'appuierait sur les bases psycho-sociologiques ou socio-politiques non révisées.

- D -

Il nous apparaît dans ces conditions, qu'une politique de migration conçue sans référence à la forme d'évolution historique et à la situation que les migrations actuelles expriment ou sans référence aux attitudes actuelles psychologiques et socio-politiques des paysans, aurait pour inconvénient d'éluder le problème majeur de l'assainissement prioritaire des régions peuplées ou courrait le risque, quasi-inéluctable, de se heurter à une fin de non-recevoir du milieu paysan.

Cela étant nous voudrions proposer le canevas d'une thérapeutique qui nous semble pouvoir être tiré de notre diagnostic en examinant dans un premier moment, le problème de "l'assainissement" des régions peuplées et dans un second moment celui de la mise en condition des migrations des hommes.

Au préalable nous voudrions dégager ce que nous pensons devoir être les implications générales d'une politique dans le sens préconisé, que nous croyons pouvoir tirer directement du diagnostic.

*

*

*

Section 1. - Les implications au niveau national qui
découlent du diagnostic quant à une poli-
tique d'assainissement des régions peuplées.

Nous n'avons pas l'ambition, ni la prétention, de définir ce que devrait être une politique de mise en condition de développement du milieu paysan - Cela conduirait en fait à une analyse socio-économique complète de la réalité malgache(1).

Nous voudrions simplement noter quelques implications très générales quant à la politique d'assainissement qui découlent de notre diagnostic.

La situation à laquelle nous nous trouvons confronté est la suivante : une adaptation spontanée, à des structures économiques non orientées vers le développement du paysan, des mentalités et des structures sociales, qui aboutit à une évolution anarchique des unes et des autres.

Paragraphe 1.- L'objectif du renversement de l'évolution des mentalités.

On parle volontiers d'une "mentalité malgache", c'est-à-dire d'une mentalité qui serait propre au paysan malgache et qui se serait maintenue intacte au cours des temps. En fait, il existe une structure mentale qui est le résultat de l'évolution historique de Madagascar dans les 65 dernières années, fruit du rapprochement des deux réalités que nous avons analysées.

(1) cf. Rapports CINAM. Commissariat au Plan. 1962.

Le contact permanent du paysan malgache avec les valeurs qui sont celles d'un autre système et qui sont incarnées à la ville ou à la campagne soit par les étrangers, soit par les malgaches qui sont "tafita", c'est-à-dire qui ont réussi "à passer de l'autre bord", contact qui s'établit sans que le milieu naturel puisse procurer, actuellement quelque soit l'effort fait pour y parvenir, les ressources nécessaires à leur satisfaction - ce contact est à l'origine d'un phénomène de démonstration et entraîne d'abord un sentiment de frustration, puis une démarche pour se rapprocher des valeurs offertes en incitation. Il y a un déséquilibre entre ce qui est offert en exemple et les moyens d'y parvenir. Et l'on aboutit soit au repli vers des valeurs traditionnelles - qui, cohérentes au départ, deviennent aberrantes étant exacerbées - soit à un emprunt irrationnel de valeurs nouvelles sous la formes de comportements d'imitation et peu à peu des sentiments de mépris de la condition paysanne qui aboutissent au départ vers la ville.

On voit mal, comment le renversement de l'évolution observée pourrait se faire sans une sorte de "protectionnisme" qui isolerait l'homme de ces contacts qui conduisent à sa dégradation; ensuite l'on pourrait se référer à ce que les hommes responsables définiraient comme une philosophie de l'homme malgache.

Il ne nous appartient pas, bien entendu, de dire ce que doit être cette philosophie du développement de l'homme malgache : on peut simplement l'esquisser en se référant à ce que sont les normes reconnues de progrès de l'homme. Les économies capitalistes

et les économies socialistes sont arrivées à de normes communes sur le bien être, avec un coût historique extrêmement élevé, mais leur lutte pour le développement était d'abord une lutte pour la puissance. Les normes actuelles sont devenues plus "terre à terre" et ainsi plus humaines. F. PÉROUX écrivait il y a quelques années : "une économie ne serait pas seulement un état de progrès économique, mais de perfectionnement humain, si la population qu'elle intéresse voyant croître son revenu réel moyen et ses indices de bien-être dans des conditions telles que la protection de la vie, la santé physique et mentale, l'accès à la connaissance et au loisir, bénéficient à chaque personne humaine".

Le problème consiste à déterminer les indices de bien-être à atteindre avec les étapes successives de dépassement.

Ce qui implique la définition d'un temps de développement. Il nous semble que les économistes théoriciens des sociétés industrielles qui transmettent aux peuples sous-développés leur obsession de les voir se développer dans des temps très courts, faussent les données du problème. Nous serions plutôt conduit à penser que le vrai choix, pour Madagascar, n'est pas entre un développement rapide ou un développement lent, mais bien entre un temps de développement adapté au moment vécu actuellement par chacun des peuples et une dégradation rapide de l'homme, jugé abusivement "sous-développé". On a parlé en d'autres temps et pour d'autres lieux de "clochardisation" d'un peuple. Peut-être le phénomène est-il surtout un effet de la soumission des "pays sous-développés" aux obsessions des théoriciens des économies développées et des praticiens.

La clochardisation nous apparaît au moins autant comme l'effet d'une soumission à des valeurs extérieures que l'ensemble d'un peuple ne peut pas atteindre, que le résultat d'un accroissement démographique élevé.

Paragraphe 2. - Le rôle de la mise en place des structures économiques nouvelles dans ce renversement des mentalités.

L'application de ces principes doit être rendu possible par la substitution - indispensable - aux structures économiques anciennes héritées d'un passé récent de structures neuves orientées vers le développement du paysan.

Si le paysan recherche à l'extérieur l'argent que ne peut procurer le milieu de départ, et si ce milieu de départ recèle des potentialités importantes dans le cadre d'une agriculture intensive associant la culture et l'élevage, il faut rechercher les raisons de "l'aliénation de l'horizon économique du paysan" dans les régions de départ.

La mise en valeur non rationnelle des terres dans les régions peuplées tient moins, à notre avis, à un trait de la mentalité paysanne malgache. Comme une attitude qui nous a paru héritée du passé colonial pourrait le faire croire, qu'à un système dont la logique de fonctionnement est extérieur à ce milieu paysan. Nous rencontrons ici le phénomène connu de l'économie dualiste - Le Professeur PERRIN a présenté une analyse appliquée à Madagascar de ce concept dans une étude ré-

gionale Essai sur le développement économique de la région de Tananarive, et nationale La Programmation à base régionale(1). Nous ne pensons pas devoir insister dans cette étude; il s'agit ni plus ni moins d'une mise en condition de croissance de l'économie par la substitution à l'économie rapportée d'une économie fondée sur le développement "intégré" de l'économie malgache.

*

* * *

Section 2.- Le problème de l'assainissement au niveau de l'univers villageois.

Assainissement veut dire "rendre sain" - sain dans l'optique générale du développement, et particulière de la migration. Ce qui signifie que l'émigration rurale doit se faire à partir d'un milieu développé, au sens de l'agronome, et d'où se dégage, de ce fait, progressivement un surplus "sain" de population. Cet assainissement doit être l'occasion d'une restructuration "totale" du milieu de départ.

Paragraphe 1. - L'action d'assainissement.

A - Elle doit reposer sur le principe de la mise en valeur du milieu à partir des types d'exploitation qui existent, ce qui conduit à abandonner la notion de modèles définis en fonction de leur économicité.

M. GILLAIN, Ingénieur Agronome de la S.A.T.E.C. a mis au point pour la région des

(1) cf. J.C. PERRIN - Documents de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques. Tananarive 1962.

Plateaux, un modèle d'exploitation qui répond aux meilleures normes techniques et économiques. C'est en s'appuyant en partie sur ses conclusions que la CINAM a été conduite à établir les prévisions que l'on sait(1).

La qualité de ce travail ne doit pas faire oublier que nous nous trouvons là en présence d'un modèle abstrait dont par le fait la portée pratique est hypothétique. Ce genre de modèle pourrait convenir à la rigueur à des prévisions pour les régions vides d'hommes, mais pourrait être repris indéfiniment dans les régions peuplées sans que la réalité en soit aucunement changée. M. GILLAIN lui-même est revenu à un empirisme prudent en lançant dans la région d'Ambohidratrimo - région Nord immédiate de Tananarive - une opération d'amélioration des rendements rizicoles par dépassement simple des techniques employées(2) - opération qui pourrait être appelée à une extension en grande dimension sur le pays Merina.

Une fois l'opération riz bien mise en marche, M. GILLAIN se propose de lancer une opération de mise en valeur rationnelle des tanety et de jeter les bases d'une association de l'agriculture et de l'élevage. En un mot, faire constituer par le paysan un capital terre en le formant dans son milieu social, à partir de son exploitation actuelle.

C'est précisément ce principe même de l'action qui mérite à notre point de vue

(1) Rapports CINAM. Plateaux déjà cité.

(2) Sur les principes de cette opération J. GILLAIN - Cahiers ISEA, articles à paraître.

d'être retenu. Cela n'a jamais été fait. Ce n'était pas le but de l'appareil administratif économique et commercial extérieur comme nous l'avons vu de susciter le développement de l'homme dans son milieu(1). Et quand c'est devenu le prétexte d'une action, dans les dernières années précédant l'Indépendance, les objectifs proposés se sont toujours trouvés trop éloignés des réalités paysannes.

B - Cette action est celle d'un agronome. Aussi grande que puisse en être la qualité, elle devrait à notre avis, gagner en dimension et devenir une action totale - c'est-à-dire qu'elle devrait prendre les dimensions d'une action de développement complète de la région et des hommes, et qu'elle doit justifier la mobilisation de tout l'appareil d'encadrement et des paysans dans une nouvelle forme de rapport entre l'un et l'autre(2). Pour que cette action ne soit pas prise dans ce que nous pouvons appeler les règles du jeu d'un système hérité de plusieurs années d'un régime non orienté vers le développement du paysan - il nous semble qu'elle devrait s'intégrer très vite dans la définition d'une politique nationale où les implications de l'action posées dans notre Section 1 seraient retenues.

Il nous semble que des actions de genre, étendues à toutes les zones peuplées de l'Ile, et dans les dimensions humaines que nous lui donnons, conduiraient lentement, puis rapidement, le

(1) "A cette époque historique, le développement économique - caractérisé par l'essor des plantations et d'autres entreprises du type enclave - était conçu sans la moindre référence aux plus vastes aspirations, politiques, sociales et culturelles, que pouvait ressentir l'ensemble de la population". G. MYRDAL. Une Economie Internationale p.237.

(2) cf. dans le Rapport Plateaux CINAM, les développements concernant les collectivités rurales de base (p.146à165).

processus devenant cumulatif, à une transformation complète du milieu et des hommes..

Paragraphe 2 - Les résultats à attendre d'une action d'assainissement.

Le dialogue est établi avec le paysan, sur les problèmes concrets de l'amélioration de son exploitation et de son progrès humain. L'interlocuteur n'est pas un homme abstrait, ou hypothétique, le paysan "oeconomicus".

i.

Par une action sur le milieu on se rapproche peu à peu d'un seuil de productivité de la région tel que l'émigration devient souhaitable. Ainsi l'intensification et le dépassement de l'état des techniques permet de compenser la perte de production qui ne pourrait manquer de provoquer le départ d'hommes nombreux, sans ce dépassement.

Le point fondamental nous paraît être que par le biais de l'amélioration des techniques on parvient à une évolution des structures mentales qui marque la mise en condition de croissance de l'homme lui-même et qui le rend disponible pour des tâches économiques de développement dans les zones d'immigration. Ainsi l'émigration se produit avec des hommes formés.

Ce processus de développement peut se faire dans le cadre de structures sociales fort différentes. Il peut se faire en liaison avec une intégration progressive de l'individu dans l'économie

marchande, ou bien en liaison avec la mise en place de structure sociale de type socialiste(1). Dans l'un et l'autre cas, la terre devient un moyen de production et en conséquence un changement s'établit dans la nature des liens entre l'homme et la terre.

Section 3.- Le problème de la mise en condition des migrations des hommes.

A la mise en condition de migration du milieu doit correspondre une mise en condition de migration des hommes. Le dialogue ne devra pas simplement porté sur la transformation économique et sociale du futur milieu de départ. Il doit s'établir immédiatement sur les modalités de déplacements que l'assainissement rendra peu à peu souhaitable. Nous voudrions examiner ici, succinctement, puisque le détail en sera repris dans une prochaine étude, ce pourrait être le contenu du dialogue.

Paragraphe 1.- Une formule nouvelle.

Nous avons émis l'idée, lors d'une réunion avec les responsables des études socio-économiques de la CINAM, d'un jumelage de micro-régions, l'une peuplée, l'autre à peupler. Cette idée a été reprise, en la développant par le Rapport CINAM Région des Plateaux(2) auquel nous permettons de renvoyer le lecteur. Cette idée nous avait été suggérée

(1) Sur la discussion de ce problème, cf. Rapport Plateaux CINAM, p. 146-147

(2) CINAM. Rapport Plateaux p.196 et suivants, Déc.1962.

tant par l'observation des phénomènes migratoires Antaimoro analysés précédemment sous le nom d'essaimage, que par la constatation du regroupement spontané et systématique en village indépendant, des individus ou familles de même origine, en pays d'immigration.

Nous fûmes renforcé dans cette idée par la constatation de la solidarité étroite qui existe entre les villages et les familles à l'intérieur d'une petite région. Ce qui laisse espérer la possibilité d'une délimitation non artificielle de la micro-région de départ(1). Enfin, la méthode préconisée d'assainissement de micro-régions peuplées, basée sur l'établissement du dialogue avec les collectivités ou communautés, nous conduit à proposer comme opératoire cette notion de jumelage de deux micro-régions. Afin d'aller au devant d'une critique qui ne peut manquer de nous être faite, à savoir que cette politique risque de renforcer un particularisme ethnique - en regroupant les hommes dans les terres d'immigration par appartenance ethnique, qu'il ne serait que trop souhaitable de voir disparaître, nous croyons nécessaire de préciser que dans notre esprit, il ne pourrait s'agir que d'une recette transitoire - jusqu'au moment où des modifications socio-politiques intérieures la rendrait caduque. Nous pensons en proposant cette formule que c'est simplement tenir compte des réalités actuelles.

(1) Le critère "humain" de la délimitation de la région serait rapproché de critère économique, géographique,...

Paragraphe 2 - Les avantages de la formule.

Cela étant, nous trouvons à cette formule des avantages certains :

- Il s'agirait davantage d'un essaimage que de migration.

Ainsi se retrouverait ensemble, en terre d'immigration, des hommes ayant un passé et des liens communs avec une même terre. C'est l'aspect psycho-sociologique qui nous semble ici devoir être retenu.

- La micro-région destinée à accueillir les émigrants serait déclarée terre de colonisation préférentielle à une région de départ. (Des accords entre collectivités pourraient être négociés pour le cas où la terre de colonisation serait occupée en partie).

- Les problèmes d'accueil - ayant été longuement débattus - devraient se poser avec une acuité moindre qu'ils ne se posent pour des structures d'accueil officielles conçues "in abstracto".

Il va de soi en effet que tout ce qui entre dans la notion de structure d'accueil serait débattu longuement avec la collectivité de départ. Ainsi en serait-il des types d'exploitation, des modes d'exploitation, de l'implantation matérielle, du partage des tâches dans les premiers aménagements et de tout ce qui touche à la vie villageoise paysanne dans la future zone d'immigration.

- CONCLUSIONS -

L'approche historique et dynamique nous conduit à dépasser les conclusions que l'on pourrait tirer d'une analyse descriptive et statique des migrations.

- A -

1 - On aurait pu très bien concevoir une orientation différente de l'étude. Par exemple, entrant dans les règles du jeu du système en place, on aurait pu aisément céder à l'invitation pressante de l'appareil économique extérieur, dont l'activité est liée au recrutement de la main d'oeuvre et définir les modalités d'un recrutement régulier de travailleurs - suggérer la création d'une carte de travail qui permette le contrôle de recrutement. De ce point de vue, nous serions tenté de penser que la meilleure politique est celle qui consiste à délaissier les régions peuplées. L'accroissement démographique et l'impôt suffiraient à alimenter en hommes l'appareil de production et les besoins en main d'oeuvre de la ville. Les déplacements devenant avec le temps, de durée de plus en plus longue, sous de multiples influences - on aurait la formation d'une masse de salariés - que l'on qualifierait sans doute très vite de "prolétaires" ou de "détribalisés".

2 - Nous aurions pu d'une autre manière, céder au démon de la prévision chiffrée - en raisonnant dans chaque région de la façon suivante :

Le vrai problème de la promotion rurale étant une multiplication du revenu net des ruraux, cette multiplication des revenus devant entraîner à son tour une élévation du niveau de vie du paysan et le décollage de l'économie, il s'ensuit que les régions qui ne peuvent procurer un certain revenu sont déclarées surpeuplées et que le décongestionnement de ces régions doit se faire suivant un modèle simple : Pour atteindre un revenu Y, par famille de X personnes, il faut une dimension Z d'hectares. La superficie de la région étant de tant d'hectares, la population de tant de familles, il en résulte que tant de familles peuvent rester et que le surplus actuel, et prévisible par les projections de population, doit émigrer; moyennant quoi, les familles restantes bénéficieront sur leurs nouvelles exploitations d'un niveau de revenu Y ! On tombe alors dans les schémas que nous serions tenté appeler "mécanistes". Comment passer de l'ancienne exploitation à la nouvelle ? Par le remembrement. Comment se fera-t-il alors ? Comment partiront les milliers de familles "dégagées" par les calculs ? Cela n'est pas dit. Sans doute est-ce là l'affaire des responsables du développement.

Outre leur caractère mécaniste, ces schémas nous paraissent dangereux, car ils entretiennent les esprits dans une atmosphère pseudo-scientifique, et les détournent des problèmes concrets et immédiats qui sont ceux des lentes initiatives, prometteuses de progrès, à partir de l'homme, de sa terre et de son milieu social.

Nous avons choisi en fait d'orienter notre étude dans une direction qui permette, dans la mesure de nos moyens, de rendre compte de la complexité des problèmes que soulève une politique de migration dans un pays comme Madagascar.

1 - Les économistes se réfèrent volontiers au concept d'économie dualiste pour analyser la réalité du sous-développement. Le Professeur PERRIN dans son Diagnostic global de sous-développement(1) a analysé cette coexistence de l'Economie rapportée et de l'Economie autochtone.

L'analyse des migrations intérieures à Madagascar qui nous a conduit à retrouver par certains côtés de dualisme, nous a enseigné d'abord et surtout que le rapprochement historique d'un appareil extérieur et d'une réalité que, faute de mieux, nous avons appelé la réalité malgache, s'était traduit par des influences asymétriques de l'un sur l'autre, qu'une zone d'interférences s'était créée où la réalité malgache s'estompait en se dégradant.

2 - Un pays sous-développé - qui sort d'une période coloniale prologée - hérite de structures spécifiques qui sont à la fois les structures de sous-développement et des structures coloniales.

Le problème du développement national passe par la découverte de structures nouvelles qui soient le dépassent de l'une et de l'autre.

(1) Les applications de la Programmation à base régionale à l'Economie Malgache. F. Det. S.E. 1962.

L'étude socio-économique doit aboutir à un diagnostic de structures - et ne peut se faire, à Madagascar plus que partout ailleurs, que par la restitution de l'évolution historique.

Dans les économies de planification impérative - pays de l'Est - l'Etat qui dispose d'un pouvoir de direction absolue, ne se sent pas lié dans l'avenir par les mouvements spontanés qui ont pu se manifester dans le passé et il préfère planifier en explicitant au maximum les changements escomptés.

Dans le pays d'économie libérale de planification indicative, "planifier", revient dans une large mesure à observer des comportements passés et présents, à les extrapoler et à orienter en conséquence l'ensemble de l'activité économique - ce qui n'exclut pas toutefois les actions tendant à agir sur les comportements eux-mêmes, dans le sens d'une accélération de mouvements spontanés" (1).

La planification dans un pays sous-développé - de tendance libérale, n'est ni l'un ni l'autre. S'arrêter exclusivement à l'étude des comportements, c'est reconnaître à ceux-ci l'intégration dans un jeu économique dont la règle serait acceptée **implicitement** par le planificateur.

Ici, au contraire, l'Etat refuse d'inscrire son action dans un système qui est composé de structures de sous-développement.

(1) Roland PRESSAT, Vue sur la planification de la main d'oeuvre en U.R.S.S. Revue Population 1961.

Les migrations étant une des formes d'expression de l'évolution historique d'un pays - il ne peut s'agir simplement d'extrapoler dans l'avenir des comportements passés - ces migrations participent d'un type d'organisation que la planification nationale n'accepte pas a priori comme immuable. Elle met en cause le système, cela au nom d'une politique de développement national. L'étude qui ne répond pas à cet objectif est frappée de stérilité.

- C -

Perspectives.-

L'objet de cette étude était de poser en termes généraux, les problèmes soulevés par une politique de migration à Madagascar - à partir d'une analyse des courants migratoires actuels et de la réalité qu'ils expriment. Cette étude a rendu évidente la nécessité de la mise en place de structures nouvelles dans les régions de départ, permettant l'assainissement des campagnes peuplées, et la recherche de structures améliorées ou neuves dans les régions d'accueil des migrants, les démarches étant étroitement solidaires l'une de l'autre.

Cela étant, il nous apparaît que cette première étude en appelle une seconde, où seraient analysées, dans une même optique opératoire (diagnostic-thérapeutique) :

- 1 - les structures d'accueil en place.
- 2 - les futures zones d'accueil des immigrants où des projets de structures neuves seraient

préfigurés;

- 3 - certaines micro-régions peuplées
- où serait défini en profondeur le processus de restructuration totale du milieu,
 - où seraient "testées" auprès de la population, et perfectionnées, par le dialogue, les hypothèses de migration - dans le cadre des structures d'accueil neuves suggérées par le travail d'analyse dans les structures d'accueil en place et dans les zones futures de peuplement.

* * * * *

* * * *

* *

*

Je tiens à remercier tout particulièrement MM. RABOANALY André et RAMILISON Jean Christophe pour leur collaboration à ce travail. Sans eux, il n'aurait pu être fait.

Mes remerciements vont également à MM. RAVELOJAONA Venance, RAMBOASOLO Simon, RAVELO-MANANTSOA Edmond, pour leur participation à la mise en point matérielle du Rapport.